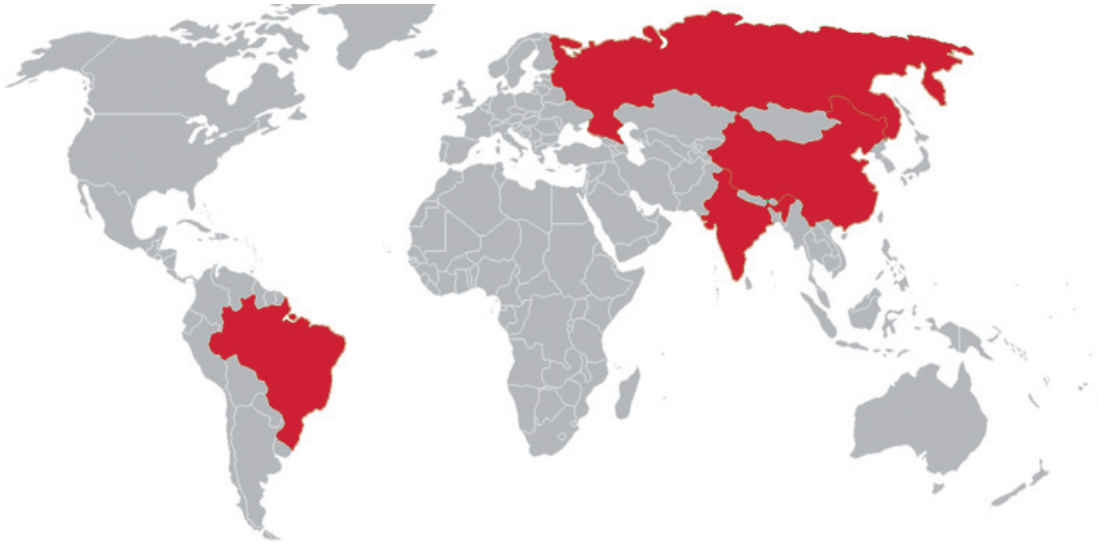


Onze questions sur les grandes économies émergentes



Coordonné par
Jean-Joseph Boillot

Onze questions sur les grandes
économies émergentes 

S O M M A I R E

Préface	5
M. FOUQUIN, F. LEMOINE, C. BARTHOLIN	
I. Regards croisés sur l'économie des pays émergents	7
J-J. BOILLOT*, N. GNESOTTO, G. GREVI, M. FOUQUIN, F. LEMOINE, B. MIGNUCCI, T. DE MAZANCOURT	
II. Recherche et développement dans les pays émergents	15
F. LEMOINE*, K. DE BACKER, M. MARTIN, M. DUBOIS, F. SACHWALD	
III. Les économies émergentes, moteurs de la demande mondiale d'ici 2030 ?	29
A. BÉNASSY-QUÉRÉ*, J. VALLIN, V. BORGY, A. STUPNYTSKA, U. DADUSH, S. PONCET	
IV. Énergie et matières premières : les grands émergents bousculent les marchés	47
M. FOUQUIN*, P. CHALMIN, F. ROQUES, D. BEUTIER, C. STOFFAËS**	
V. Faut-il avoir peur des entreprises des pays émergents ?	57
P. FAVRE*, A. MIROUX, N. VÉRON, A. RICHEMOND, D. KRAUT	
VI. Le risque « pays émergent » a-t-il disparu ?	65
J. DE LAROSIÈRE*, P. CAILLETEAU, P. BOURGEOIS, M. AGLIETTA	
VII. L'environnement : limite à la croissance dans les pays émergents ? ...	75
A. REVERCHON*, J-C. HOURCADE, G. VALENTIS, A. DOUAUD, L. TUBIANA	
VIII. Les grands pays émergents et leur marché du travail	85
J. FAYOLLE*, F. LEMOINE, D. SCHMIDT, B. REGOUT, D. TURCQ	
IX. Une vision de l'Inde	97
J-J BOILLOT*, S. CHAUDHURI	
X. Les pays émergents dans la tourmente	103
A. BÉNASSY-QUÉRÉ*, G. SOKOLOFF, F. LEMOINE, M. FOUQUIN, J-J. BOILLOT	
XI. Grands et petits émergents à l'épreuve de la crise	117
J. BURELLE*, J-J BOILLOT, B. COLLOMB, J-C. DONNELIER, F. LEMOINE, T. MAYER, T. APOTEKER, M. FOUQUIN, J-R. CHAPONNIÈRE, C. BLANCKAERT, G. DELLA PAOLERA, J. SANTISO, S. RAGOZIN, J-L. TERRIER, M. SAKO	
Annexe	133
J-J BOILLOT*, F. LEMOINE, A. DE MAUBEUGE LACOSTE, E. CHAMPARNAUD & J-L GUÉRIN, P. HEBEL	
Présidents de séances et intervenants	143
Dates des séances du cycle	147

* Présidents de séances du cycle

** Discutant

Préface

par Michel Fouquin, Françoise Lemoine et Chantal Bartholin¹

Le Club du CEPII développe des liens privilégiés entre le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), les entreprises, les institutions financières, et les organisations professionnelles ou syndicales. Il permet à ses adhérents de bénéficier de l'expertise et du réseau du CEPII en proposant régulièrement des conférences, déjeuners-débats, cycles de réunions, etc. C'est ainsi qu'il a organisé en 2007-2008 une série de douze conférences sur les grandes économies émergentes venant à la suite du cycle « Chine »².

En effet, l'épicentre de la croissance mondiale se situe de plus en plus dans ces économies. Parmi elles, les « grandes » économies émergentes occupent le devant de la scène. Elles exercent un effet majeur d'attraction par la taille de leurs marchés, leurs coûts de production, leur potentiel technologique, leurs ressources naturelles. Elles prennent une place croissante dans les productions et les échanges mondiaux. Les quatre plus importantes, qui sont désormais identifiées par l'acronyme de BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), représentent à peu près la moitié de la population mondiale et les scénarios de long terme prédisent qu'en 2050, deux d'entre elles seront les plus grandes économies du monde (par leur PIB) tout en n'étant pas les plus riches (en termes de revenus par habitant), loin de là.

Certes, depuis l'automne 2008, la crise financière mondiale a fait voler en éclat le scénario de « découplage » qui supposait que les économies émergentes avaient des ressorts de croissance qui les mettraient à l'abri des vicissitudes des économies avancées. La crise rappelle que les interdépendances financières et commerciales sont plus fortes que jamais. Les grandes économies émergentes ne sont pas (encore) capables de tirer la croissance du reste du monde mais tout

¹ Michel Fouquin, directeur-adjoint du CEPII et administrateur-délégué du Club du CEPII ; Françoise Lemoine, économiste senior au CEPII ; Chantal Bartholin, secrétaire général du Club du CEPII et responsable communication au CEPII.

² Qui a donné lieu à une synthèse disponible sur le site du Club « Dix grandes questions sur la Chine », avril 2007.

laisse à penser qu'elles y contribueront toujours plus.

C'est donc en anticipation de ces changements majeurs dans l'offre et la demande mondiale, qui sont d'importance cruciale pour le monde des affaires, que le Club du CEPII a organisé ce cycle « Grands émergents ».

Panels de discussion, échanges de vues, interactions, confrontations d'expériences entre acteurs économiques et experts français et étrangers reconnus, tout ceci a permis d'éclairer les choix stratégiques des entreprises françaises dans ces régions, de les aider à mieux appréhender ce que sont ces grands pays émergents, à saisir les opportunités qui s'offrent à elles et à gérer les difficultés et problèmes rencontrés dans ces pays.

Ce cycle a donné lieu à douze séances entre mars 2007 et décembre 2008, et le Club a accueilli plus de 40 intervenants. Les actes de ces séances font l'objet de cette publication (onze chapitres et une annexe) qui présente un large éventail de réflexions sur les enjeux.

Ce cycle a réuni, outre des experts français et étrangers (Europe, Etats-Unis, Asie), des représentants des différents milieux académiques et de l'administration française (ministère des Affaires Etrangères et Européennes, ministère de l'Economie et des Finances et de l'Industrie), des dirigeants d'entreprises (grandes entreprises industrielles, institutions financières, sociétés de service), des représentants des organisations internationales et autres organismes impliqués dans la coopération avec les pays émergents, et reconnus pour leur action et leur présence dans ces pays.

Le succès de ce cycle doit beaucoup à la qualité des intervenants que le Club du CEPII remercie très vivement. Ces remerciements vont aussi aux participants nombreux qui ont contribué aux débats. Outre les signataires de cette préface qui ont réalisé ce cycle, nos remerciements vont à Jean-Joseph Boillot (spécialiste de l'Inde et Conseiller du Club CEPII) pour la coordination scientifique du cycle et de cette synthèse.

Enfin le Club du CEPII remercie très vivement le Centre d'analyse stratégique pour son accueil, Cyclope, l'IDDRI, le BIPE, Manpower et Medef International pour leur partenariat, Nicolas Berman, Antoine Berthou, Mathieu Couppenier et Vincent Vicard, Doctorants à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne, pour la rédaction des actes des différentes rencontres repris très fidèlement dans cet ouvrage, ainsi que Pascale Dieu pour la réalisation de cette publication.

Regards croisés sur l'économie des pays émergents

L'année 2005 a marqué un tournant pour l'économie mondiale : le poids combiné des économies en développement a franchi le seuil des 50% du PIB mondial exprimé en parité de pouvoir d'achat. Depuis plusieurs années, leur contribution à la croissance mondiale calculée à taux de change courant dépasse même ce niveau. Rien ne semble pouvoir arrêter ce glissement du moteur de l'économie mondiale avec tout ce que cela comporte comme impact pour nos économies et comme effort d'adaptation pour nos entreprises.

Mais dans cet ensemble en développement, quelles sont vraiment les « économies émergentes » ? Comment mesure-t-on leur poids dans l'économie mondiale, leur contribution à la croissance et leurs échanges de biens et services ? Quelles perceptions, quelles anticipations guident nos entreprises, et quelles stratégies d'adaptation adoptent-elles ? Comment modifient-elles enfin les visions stratégiques que l'on peut avoir du monde, et notamment pour l'Europe ?

1. Quel monde en 2025 ?

Le rapport¹ commenté ici propose une analyse des grandes tendances économiques, politiques et énergétiques des prochaines années dans les pays émergents. Cette analyse revêt une importance cruciale, en particulier pour l'orientation ou la réorientation de la politique extérieure de l'Union européenne.

Il n'existe pas de système politique international, mais un système économique international, ce qui a des conséquences en termes de sécurité, car la mondialisation est un élément structurant des relations politiques. En particulier, l'accroissement de la richesse mondiale et du commerce mondial a généré une multipolarité économique dont l'Inde et la Chine sont les moteurs. En 2025, les économies asiatiques représenteront 38% des échanges mondiaux, pratiquement à égalité avec les pays de la zone OCDE.

Néanmoins, la mondialisation n'est ni globale ni mondiale. Elle ne concerne ni l'ensemble des pays ni, à l'intérieur de chacun des pays, toutes les catégories sociales. Il existe des exclus de la mondialisation, le différentiel de richesses s'accroissant entre les pays et au sein des pays. Au niveau international, cette tendance se traduit par un mouvement anti-occidentaliste, car la mondialisation est perçue de manière négative par les non intégrés, même si le nombre de pauvres dans le monde a baissé considérablement en deux décennies.

Un autre problème provient de l'accroissement de la demande pour les énergies fossiles, en particulier en Asie. Cette modification de la donne géostratégique génère des problèmes en termes de réserves, mais aussi en termes d'accès.

La part de l'occident dans le monde se réduit aussi d'un point de vue démographique. En 2025, les pays occidentaux représenteront 8% de la population mondiale, contre 20% au XIX^e siècle. La population occidentale vieillit aussi davantage que celle du reste du monde.

Sur le plan de la sécurité, la Chine et l'Inde seront amenées à devenir des puissances politiques, avec un rôle possible sur la régulation au niveau international. Pour ce qui concerne la Russie, l'Afrique et la zone musulmane, la question est désormais de savoir si ces régions rentreront ou non dans la mondialisation économique. A ce titre, les indicateurs donnent plutôt un signal négatif pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Pour la Russie, les indicateurs sont nuancés.

1 « The New Global Puzzle, What World for the EU in 2025 » Institute for Securities Studies, Paris 2006 and also « Facing China's rise: Guidelines for an EU strategy », Chaillot Paper, N° 94, 2006

La question majeure qui s'impose est donc de savoir comment cette évolution sera négociée, et comment la gouvernance mondiale répondra à cette nouvelle donne. Or les problèmes qui viennent d'être exposés ne peuvent pas être résolus par l'Union européenne et les Etats-Unis de manière isolée. Le mot « émergent » est d'ailleurs de moins en moins adapté, et devra être remplacé par le qualificatif « dominant » à l'avenir pour un nombre restreint de pays, car la domination économique et politique des occidentaux s'estompe peu à peu.

GIOVANNI GREVI

2. Le cas de la Chine

La croissance en Chine pose la question de sa soutenabilité, ce qui implique d'observer attentivement les variables relatives à l'environnement et à la démographie. Notons par exemple qu'en 2025, la Chine aura dépassé les Etats-Unis en termes de PIB, mais son PIB par habitant ne représentera que 25% de celui des Etats-Unis. La forte hausse de sa demande en pétrole ne peut pas être entièrement couverte par des ressources domestiques, et implique en particulier des importations depuis les pays du Golfe. Le développement chinois dépend donc aussi de la stabilité dans cette région.

La pollution est aussi un enjeu majeur. Le coût lié aux différentes formes de pollution a été estimé à environ 10% du PIB chinois, et pourrait atteindre les 15%. La Chine devrait donc remplacer rapidement les Etats-Unis pour le statut de premier pollueur de la planète. Cette pollution engendre des pertes de terres arables, sachant qu'aujourd'hui un tiers du territoire chinois est déjà considéré comme aride. Dans le même temps, la population devrait atteindre un pic de 1.5 milliards d'habitants, ce qui va poser un problème de sécurité alimentaire. Les réfugiés environnementaux pourraient ainsi représenter une population de 30 millions de personnes dans les 20 ans à venir. Les besoins en énergie de la Chine sont considérables, les conséquences écologiques le sont également, c'est pourquoi il y a un grand intérêt à mettre en place un accord stratégique pour le développement des énergies renouvelables.

MICHEL FOUQUIN ET FRANÇOISE LEMOINE

3. Qui sont les pays émergents ?

Du terme « Tiers Monde » proposé par Alfred Sauvy, on est passé à la notion de Pays en Développement (PED). Plus récemment, les quatre dragons et cinq tigres en Asie ont obtenu l'appellation de Nouveaux Pays Industrialisés (NPI). La notion d'« émergence » est une notion financière, qui correspond à l'ouverture

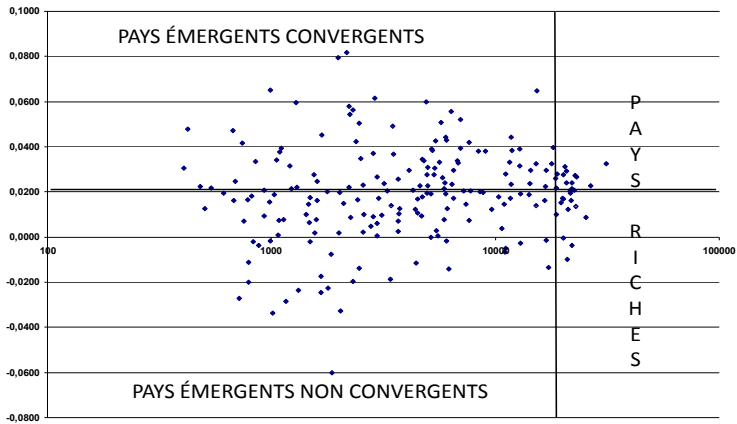
dans les années 1990 des marchés boursiers dans un certain nombre de pays en développement, favorisant ainsi le recours à l'investissement étranger.

La capacité de rattrapage dépend de trois éléments fondamentaux : le niveau initial de développement économique, la croissance et enfin le niveau de participation aux échanges mondiaux. Si l'on regarde les données macro-économiques, on voit qu'il existe au moins autant de pays qui rattrapent que de pays qui n'opèrent aucun rattrapage. Si l'on considère quatre catégories de pays, on voit que ceux qui connaissent le plus grand gain en termes de croissance sur la période 1993-2004 sont ceux qui ont un revenu intermédiaire (inférieur ou supérieur) sur cette même période ; c'est le cas par exemple pour les émergents de l'Europe de l'Est.

Il est possible de définir les « grands émergents » en fonction de deux critères : d'une part, un PIB dont le poids est supérieur à 1% du PIB mondial ; d'autre part, un faible niveau de revenu par tête même exprimé en parité de pouvoir d'achat comme dans les tableaux ci-contre. Brésil, Chine, Inde, Mexique et Russie répondent à ces deux critères en 1993 comme en 2004. Sur la période 1990-2004, la Chine et l'Inde sont les deux grands pays qui progressent le plus en termes d'économie et d'échanges mondiaux. La Chine et l'Inde sont toutes deux devenues de grandes puissances économiques, mais leur PIB par habitant reste faible, et les salaires aussi. Ce sont les deux grands pays les plus pauvres qui ont gagné le plus de terrain. Sur le plan technologique, les deux pays ont aussi effectué des percées, mais il reste cependant une grande dépendance à l'égard des technologies étrangères.

L'émergence de la Chine se traduit dans le commerce de produits manufacturés. L'Inde de son côté est le pays dont les exportations de services progressent le plus. L'émergence de ces deux géants dans les flux d'échanges internationaux a bien sûr un impact sur l'économie mondiale, et en particulier sur les rémunérations relatives des facteurs.

Convergence et divergence dans l'économie mondiale



Source : CHELEM-CEPII.

Classement des pays

	Moyenne du PIB par tête 1993	nombre de pays	croissance 1993-2005	Part du commerce mondial de produits manufacturés		
				1993	2004	Variation
Pays riches	22 700	25	2,1	81,7	69,7	-12
Intermédiaire supérieur	6 300	26	4,4	9,9	14,7	4,8
Intermédiaire inférieur	3 100	29	3,9	6,9	13,2	6,3
dont Chine	2 163	1	8,2	3	8,7	4,3
Pays moins avancés	1 475	11	4,5	1,1	1,5	0,4
dont Inde	1 680	1	4,5	0,5	0,7	0,2
Non Ventilés	ND			0,4	0,9	0,5

Source : CHELEM-CEPII.

Cinq émergents dans les grandes puissances économiques* en 2005

Poids en % du Pib mondial			
	1993		2005
Monde	100	Monde	100
Etats-Unis	26,7	Etats-Unis	29,2
Japon	17,5	Japon	10,9
Allemagne	7,8	Allemagne	6,4
France	5,1	Chine	5,2
Italie	4,0	Royaume-Uni	5,2
Royaume-Uni	3,9	France	4,8
Chine	2,5	Italie	4,0
Canada	2,3	Canada	2,4
Espagne	2,0	Espagne	2,4
Brésil	1,8	Inde	1,7
Russie	1,7	Corée du Sud	1,7
Mexique	1,6	Mexique	1,6
Corée du Sud	1,5	Russie	1,6
Pays-Bas	1,3	Australie	1,4
Australie	1,2	Brésil	1,4
Inde	1,1	Pays-Bas	1,4
Suisse	1,0		
Argentine	1,0		
Grandes économies	83,8		81,3
Grandes économies développées	73,1		69,8
Grands émergents	9,7		11,5
			10000

*Pays dont le poids dans le Pib mondial (dollars courants) dépasse 1%

Source : CEPII Base de données Chelem.

BERNARD MIGNUCCI

4. Le point de vue d'un banquier

Quand on parle de Pays en Développement, on pense souvent à aide au développement. Mais pour les investisseurs, les émergents représentent aussi des opportunités d'investissement rentables, avec des risques qu'il s'agit de mesurer. Il existe ainsi quelques émergents à risque, tels que le Venezuela pour des raisons politiques et la Turquie pour des raisons de finances publiques. Aujourd'hui cependant, le risque sur les émergents reste limité.

Il est possible de distinguer trois types de pays :

- les pays riches ;
- les pays en cours de développement solide, comme la Chine et l'Inde qui ont un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale et représentent donc un grand potentiel ;
- les autres pays pour lesquels le facteur stimulant provient en particulier de l'inversion de la tendance sur les termes de l'échange, grâce notamment à l'évolution favorable sur le prix de certaines matières premières comme le gaz, le pétrole et les métaux. Il s'agit, pour le Brésil des minéraux et autres matières premières agricoles, pour la Russie des énergies fossiles. L'Afrique,

le Moyen-Orient et la Russie restent néanmoins fragiles. Toutefois, une baisse du prix du baril provoquerait assez peu d'inquiétudes sur les marchés.

Les pays qui intéressent le plus les investisseurs sont bien sûr ceux qui ont un potentiel de croissance élevé. C'est le cas de la Chine et de l'Inde, qui d'ailleurs commencent eux aussi à investir en-dehors de leurs frontières. Les facteurs de risques proviennent en particulier des inégalités sociales. En Arabie Saoudite par exemple, la forte population fait que la rente par tête est faible. Il faut donc prendre en compte le type de gouvernance. En Russie aussi le poids de l'Etat et la complexité des normes posent problème. Enfin, la croissance dans les émergents peut être limitée (pour certains pays) par l'absence d'une main-d'œuvre suffisamment qualifiée.

THIERRY DE MAZANCOURT

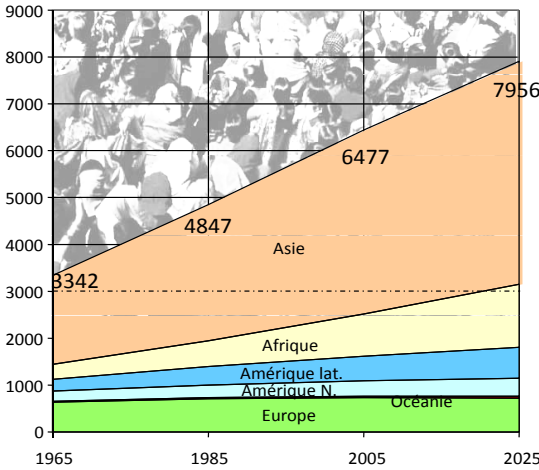
5. Le point de vue d'un industriel

Le groupe Safran est un groupe de haute technologie issu de la fusion entre Snecma et Sagem, implanté dans 30 pays. Une grande partie des ventes du groupe se font dans des pays riches, mais elles donnent souvent lieu à des réexportations (typiquement les avions).

Le groupe Safran s'implante dans les pays émergents pour trois types de raisons : commerciales, économiques et d'opportunités. Sur le premier point, la Chine achètera par exemple 3000 avions neufs par an d'ici à 2025, ou encore, l'Inde offre d'immenses opportunités dans la téléphonie mobile. Il s'agit de trouver également des sources d'approvisionnement à faible coût. Les technologies sont développées dans les pays d'implantation historique, et notamment en France. Dans les pays émergents, le groupe commence en général par trouver des fournisseurs puis crée des sociétés industrielles, qui ont recours à leur tour aux fournisseurs locaux et éventuellement aux fournisseurs historiques qui sont ainsi incités à venir à leur tour s'établir dans le pays émergent. Cela requiert un travail de formation. Des partenariats ont donc été établis avec les industries locales et les universités pour accroître le niveau de formation.

Dernier aspect, celui des opportunités ou encore du moment opportun. Quand une filiale du groupe est déjà implantée, l'implantation des suivantes s'en trouve facilitée et le groupe peut ainsi réaliser des économies d'échelle. C'est ce que nous faisons par exemple en Chine et en Inde ces dernières années à partir de l'expansion de leurs flottes commerciales pour évoluer vers la production de composants sur place.

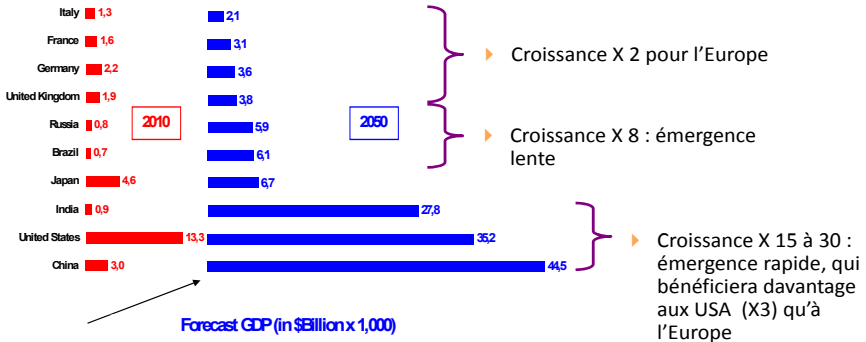
Démographie Mondiale 1965 – 2025, en millions habitants (*)



- ▶ Au cours des 40 dernières années, la population mondiale a presque doublé (+ 94%)
- ▶ Dans les 20 ans à venir, elle va encore croître de près de 1500 millions d'habitants (+ de 23%), soit ~ + 70millions / an
- ▶ En 2025, 5 habitants sur 8 seront des Asiatiques (Inde comprise)

(*) Source : ined / Safran. Tous droits réservés.

PIB global et Evolutions



CHINE:

- ▶ Très forte croissance : PIB X 2 entre 2000 et 2010, X 4 entre 2000 et 2020.
- ▶ 2015: 2e rang mondial en terme de PIB
- ▶ 2040: 1er rang mondial en terme de PIB
- ▶ Vers 2050, le PIB moyen sera comparable à celui des pays moyennement développés.

Source : Mc Kinsey, JP Morgan / Safran. Tous droits réservés.

Recherche et développement dans les pays émergents

Alors que l'innovation est souvent présentée dans les pays développés comme une réponse possible au défi des émergents, un grand nombre de données sur la R&D et sa localisation, ainsi que sur les transformations des systèmes éducatifs, indiquent que ces activités sont aussi mondialisées désormais et que les économies émergentes y jouent un rôle croissant.

Quelle est l'évolution observée de la R&D et quels sont les scénarios envisageables dans les dix prochaines années en tenant compte notamment de la production dans les pays émergents de diplômés du supérieur et de leur cursus ? Comment les différents secteurs, de l'automobile à la pharmacie ou l'aéronautique, pensent-ils utiliser ces ressources et l'adaptation de leurs structures actuelles de R&D et d'innovation ?

1. Globalization of R&D

1.1. Stylized Facts on the globalization of R&D

The context of globalization has led to many changes in business environment. In particular, the global value chain has been modified, with a geographical fragmentation of value adding activities. The globalization of the R&D process has resulted in an increasing internationalization of the R&D activities, more and more performed by Multinational Enterprises (henceforth MNEs). R&D is usually considered as one of the least globalized activities, but has changed in recent years. Factors contributing to this are footloose companies, characterized by restructuring, relocations, outsourcing or off shoring. Another important point is the emergence of new large players, such as India or China.

This global change in the business environment does not only reflect changes in the demand side, but also important globalization at the supply side (increasing number of workers, engineers, etc.). From an old model of centralized R&D, characterized by proprietary knowledge, scale advantages and local R&D, a new model has emerged, decentralized, and with important interplays between internal and external knowledge, access to foreign knowledge and international R&D networks.

Hereafter are some stylized facts. First, more and more R&D is done by affiliates abroad – the share of domestic R&D expenditures performed by those affiliates has increased in the main OECD countries (USA, Germany, UK, Japan, France, etc.). As a consequence, foreign affiliates are increasingly important in national R&D expenditures. For example, in Hungary, 20% of the total national R&D was done by foreign affiliates in 1995; in 2003, this share is about 80%.

In terms of foreign R&D locations, OECD countries remain the main destination. However, the picture is slightly different when considering the most attractive locations for the future as brought up by companies: in that case, emerging economies, and in particular China and India, are performing better. China is the most attractive country, while India is ranked third, after the United States. We clearly observe today a shift from current to future locations towards emerging economies.

The most important factor in determining the MNEs location's choice remains a demand factor, namely the growth potential of the country. But supply factors are important too: the second factor in terms of importance is the number of qualified R&D workers. The level of collaboration with universities is strongly considered too. Finally, a third type of factors is based on R&D costs. The loca-

tion choice is then dictated by a combination of large size of market, availability of qualified scientists and low costs.

In terms of human resources, it is clear that the total number of researchers is huge in China (around 800,000, Japan being around 675,000). Nevertheless, while countries such as India or China are quite impressive in terms of value, they remain very low in terms of share of researchers in total labor force (about 1 per thousand for China, 9.1 in the US, 5.5 in EU).

R&D expenditure is in fast expansion in emerging economies. In China, the average growth of R&D expenditures over the period 1995-2004 is near from 20%, far above the OECD average (which is around 3.5%). As a consequence, emerging economies have a growing share of total world R&D, and thus a growing role in the world process of innovation. The share of developed countries on total world R&D was 85.9% in 1995, and has decreased to 78.5% in 2003 – the share of developing countries has in the meantime increased from 14.1 to 21.5%.

The R&D intensity (R&D/GDP) is clearly lower in those countries than in industrialized countries (between 2.5% and 3.5% in Japan / US / Germany, 1.4 for China, 0.5% for Mexico), but they are catching up the level of the developed world quite fast. Those facts were mainly about R&D inputs (expenses). The same trends are observed for R&D output. The highest growth of ICT-related patents applications over the 1995-2003 period has been achieved by China and India (with respectively a total growth of 73.7% and 54.4%). Obviously, in terms of share in total world patents, they remain less important.

1.2. On the Chinese innovation system

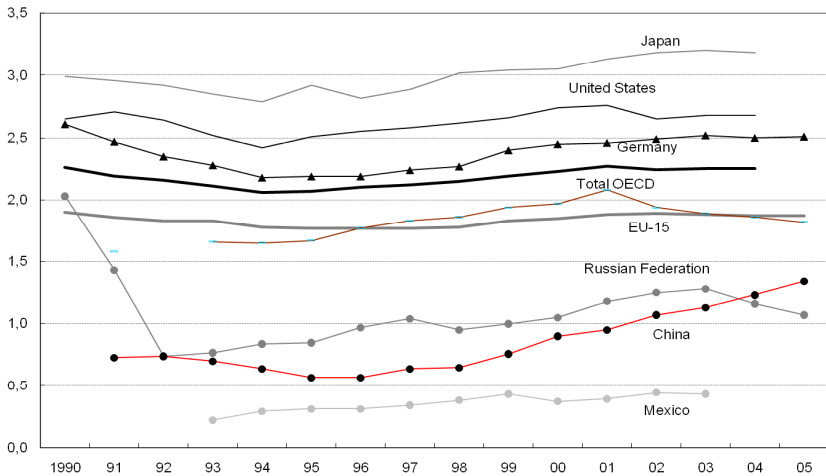
For a more precise analyze of the innovation system in China, which is a quick summary of what is currently done on this subject by the OECD that has sent people to different countries in order to discuss the innovation system, we look specifically to foreign R&D investments.

A first point is the important development of inward foreign investment in R&D into China. The number of R&D organizations set up by MNEs has increased spectacularly after 2000. MNEs do about one third of R&D expenditure in manufacturing in China – with much higher shares in some high-tech industries. This investment is mainly driven by large firms, and regionally concentrated in the Eastern part of the country. The main countries, which invest in R&D in China, are North American and European countries, Japan and Korea. The R&D intensity of FDI firms in China is still poorly intensive in R&D, partially because of the existence of problems in intellectual property rights, which leads to some prudence of firms when setting up R&D activities in this country.

Innovation in China is constrained by the existence of important obstacles to success. The first are the poor understanding of the Chinese context, the cultural and language barriers. The second is the shortage of suitable partners, which limits opportunities for long-term strategic partnerships. Third, the national innovation system is characterized by important mismatches, which are exacerbated by fast growth. As a result, R&D are still doing 'inferior' R&D, more D than R, more short than long term, targeted at domestic, not global markets. Foreign MNEs are not embedded within the Chinese innovation system, and has notably little interactions with local research organization and domestic firms – and thus lead to few spillovers.

Finally, needless to mention that globalization is not a one way street: Chinese firms are beginning to invest abroad (mainly in developing economies), including in R&D (mainly in developed countries).

Accelerating catching up in terms of R&D intensity
(R&D expenditure as % of GDP)



Source : OECD.

Human resources for research

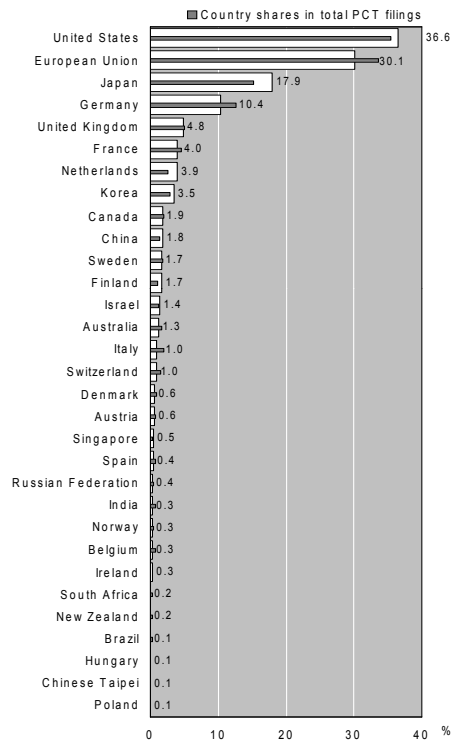
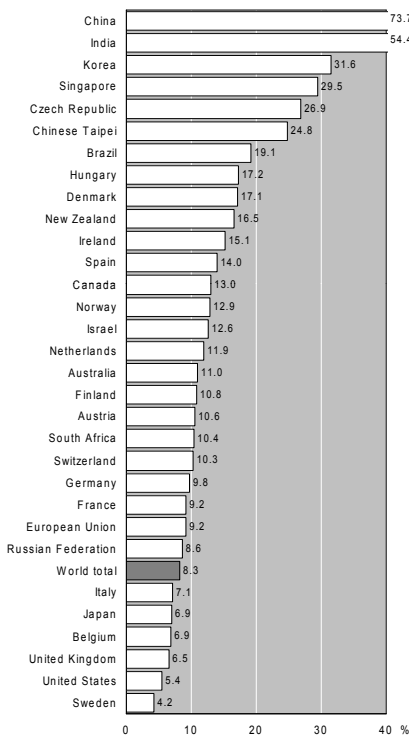
	Total R&D personnel 2003	Total Researchers 2004	Researches in labour force Thousands (2004)	MST tertiary graduates mio (2003)
US		1334628	9,1	431
EU-25	2047499	1217524	5.5	740
China	1094831	862108	1,1	810
Japan	882414	675330	10,1	230
Russian Federation	973382	477647	6.5	
India	308000			
Republic of Korea	186214	151254		

Source : OECD.

Not only in R&D-inputs, but also in 'output terms

Growth in ICT-related patent applications to the EPO, 1995-2003

Share of countries/economies in ICT-related patents filed under PCT, 2003



Source : OECD.

2. Les relations Universités-Entreprises-Gouvernements

Cette présentation s'intéressera à la triade Universités-Entreprises-Gouvernements dans trois pays émergents : la Chine, la Pologne, et la Corée du Sud, ce dernier étant un pays « nouvellement industrialisé ». Ces trois pays évoluent actuellement vers une spécialisation dans le secteur des services, et connaissent des taux de croissance importants (sans être au niveau du taux de croissance chinois, qui se situe autour de 9% en moyenne sur les dernières années ; la Pologne et la Corée ont des taux de croissance supérieurs à 3%).

En termes de participation à l'enseignement tertiaire (supérieur), on observe une tendance croissante dans les trois pays. La part du PIB investie en R&D est croissante en Chine, relativement stable en Corée et décroissante en Pologne. La provenance de la R&D à l'intérieur de ces pays est différente selon le pays que l'on considère. Si en Corée et en Chine, ce sont avant tout les entreprises qui font de la R&D (elles y réalisent respectivement 60% et 50% de la R&D totale), l'enseignement supérieur détient une part plus importante en Pologne (50% de la R&D totale).

Les approches en termes de recherche et développement dépendent également fortement du pays :

- en **Chine**, l'approche est celle d'une planification traditionnelle. Une réforme structurelle a eu lieu en 1985, avec notamment des fusions de centres de recherche et une révision du statut de chercheur – le salaire augmentant en fonction des performances des chercheurs (en termes de brevets, etc.). D'importants programmes de R&D ont été développés. La Chine s'est donné pour objectif de devenir une société d'innovation en 2020 ;
- l'approche qui caractérise la **Corée du Sud** peut être qualifiée d'« orchestration ». Dans les années 1960 et 1970 ont été créés des centres de recherche dont les finalités étaient directement liées aux politiques industrielles en vigueur. La collaboration entre les universités et les entreprises a été renforcée dans les années 1980. Dans les années 1990, la part de la recherche financée par l'État a augmenté, des programmes ont été mis en place dans l'ensemble des secteurs de l'économie. D'une approche nationale de la recherche, on est passé à une approche régionale pour stimuler le développement régional dans un pays qui a fonctionné pendant longtemps d'une façon centralisée. Les politiques de recherche ont été coordonnées en 2000 au niveau intersectoriel. Enfin, un bureau destiné à coordonner les politiques de recherche des différents ministères vient d'être créé au niveau du Premier ministre ;

- en **Pologne**, l'approche est celle d'une « substitution ». L'investissement en R&D est surtout réalisé au niveau étatique. Les orientations politiques de l'Union européenne déterminent de manière importante le cadre politique en vigueur. L'existence conjointe de ces deux entités, européenne et nationale, complique la mise en place des politiques.

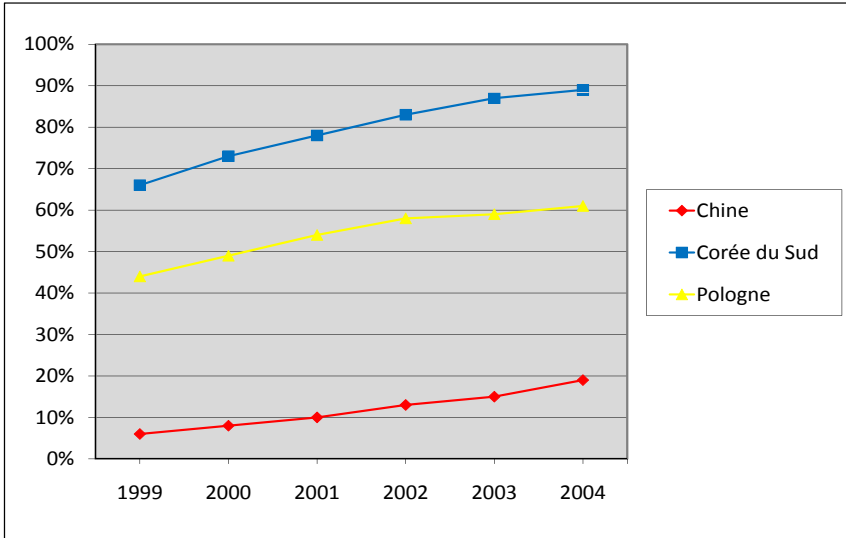
2.1. La collaboration Universités-Entreprises en Chine

Ces relations sont caractérisées par une longue histoire de collaboration, l'université des années 1950 ayant constitué une organisation de service pour le reste du pays. Chaque université fonctionne d'une certaine manière en autarcie avec son propre groupe d'entreprises. Les entreprises en sciences et technologies sont aujourd'hui les plus profitables. Les universités sont très impliquées dans les contrats technologiques et commencent à vendre des brevets. Il existe des centres conjoints de recherche, une quarantaine de pôles technologiques au niveau des universités nationales – et un plus grand nombre au niveau régional.

Cependant, les entreprises nationales souffrent d'une insuffisance de la capacité technologique, et les universités d'une insuffisance de moyens financiers. L'augmentation exponentielle des effectifs n'est pas suivie par une augmentation des financements. Les universités sont par conséquent obligées de rechercher des ressources à l'extérieur, notamment auprès des entreprises. Enfin, il est important de noter que d'une manière générale, les relations Universités-Entreprises ne vont pas de soi. Il faut que les acteurs comprennent leurs intérêts mutuels et que les entreprises aient une capacité d'absorption suffisante pour pouvoir bénéficier de ces relations. À ce niveau, la Pologne reste en retard, la Chine a un bon niveau, et la Corée est très avancée.

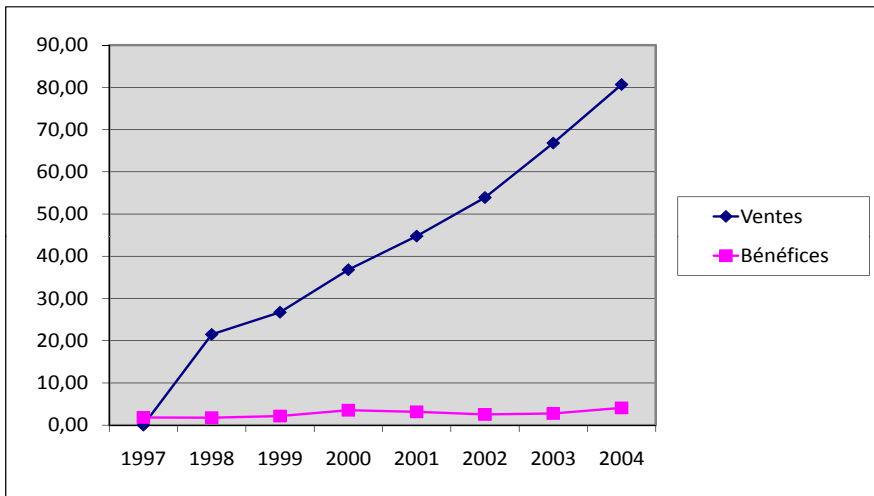
Le problème actuel de la Chine est que les entreprises ont relativement peu de capacité d'absorption (ceci est dû à une capacité technologique souvent encore insuffisante). Sur l'ensemble des éléments qui facilitent les relations (autonomie des universités, propriété intellectuelle), ce pays est en retard.

Taux de participation à l'enseignement tertiaire (1999-2004)



Source : Institut de Statistique de l'UNESCO.

Évolution des ventes et bénéfices par les entreprises d'universités en S&T en milliard de yuan (1997-2004)



Source : S&T Development Centre, Ministry of Education.

3. Le cas des biotechnologies

Le groupe Mérieux-Alliance est historiquement focalisé sur la lutte contre les maladies infectieuses. Mérieux-Alliance, holding de la famille de Monsieur Alain Mérieux, comprend plusieurs pôles principaux : diagnostic 'in vitro' clinique et industriel, contrôle qualité alimentaire, biothérapie et vaccins prophylactiques. Cette présentation se fera donc sous le prisme de notre expérience, de notre appréciation de la R&D dans le domaine de la biopharmacie dans les pays émergents. A ce titre, notons que l'Inde et la Chine ne sont pas les seuls pays à faire de la R&D dans ce domaine de manière très innovante. Entre autres, des innovations de grande importance ont été réalisées récemment à Cuba, en Corée, en Egypte ou à Singapour.

Dans ces pays, la recherche dans le domaine de la biopharmacie se fait souvent en raison des insuffisances des besoins de santé. Citons un exemple parmi d'autres, celui d'une personne rencontrée en Inde : ce pays est très touché par l'Hépatite B, mais le vaccin coûtait 10\$, une somme trop importante pour permettre une large diffusion. En quatre ans (entre 1996 et 2000), cet ingénieur entrepreneur a développé une approche permettant de produire la dose du vaccin hépatite B à 50 cents alors qu'il n'avait pas réussi à trouver de collaboration en Europe et aux Etats-Unis pour ce projet. Il s'est approprié la dernière technologie, a créé un marché qui n'existait pas à défaut d'un prix compétitif, et a même apporté au vaccin traditionnel d'importantes améliorations. Le caractère plus flexible de la R&D en Inde, en comparaison avec les pays développés, et notamment en Europe et aux Etats-Unis, a permis la réussite de ce projet ambitieux et risqué au départ.

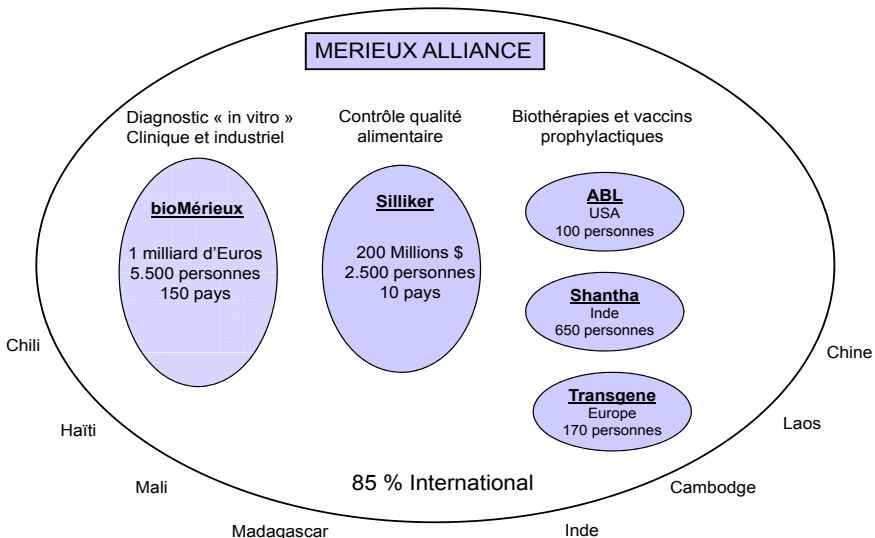
La pharmacie comprend deux dimensions principales : la dimension « procédé » de production et la dimension du « produit ». Les pays en développement ne sont pas encore innovants sur la dimension produit (à quelques exceptions près, comme Cuba). En revanche, les innovations de procédés sont plus développées. Elles se faisaient auparavant par la copie des procédés existants, mais se produit en général aujourd'hui sous la forme de transfert de technologie par des licences. Du point de vue des innovations de procédés, les pays émergents bénéficient d'une grande liberté d'innovation. Fortes de leurs réussites dans ce domaine, les entreprises de ces pays – c'est notamment le cas pour l'Inde – font l'acquisition de laboratoires étrangers qui leur permettent d'accéder aux marchés ainsi qu'à de nouveaux portefeuilles de produits.

Dans la biopharmacie, les trois quarts des coûts totaux d'un nouveau médicament proviennent du développement clinique. La Chine et l'Inde sont des pays

qui se sont récemment posés en accompagnateur de développement clinique. Cela permet aux laboratoires étrangers de réaliser ces études à moindre coût. Par ailleurs, les patients de ces pays accèdent plus rapidement aussi à ces nouveaux médicaments.

Plus en amont, la recherche fondamentale se développe grâce à des investissements sur les filières universitaires et les organismes de recherche principalement, mais n'atteint pas encore un niveau élevé. Ce qui est impressionnant, et n'a pas jusqu'ici été mentionné, c'est le nombre de Chinois et d'Indiens faisant de la recherche et/ou leurs études dans ces domaines partout à l'étranger. Ce départ, et leur retour, est de plus en plus encouragé aussi bien en Chine qu'en Inde.

Deux points en conclusion. Tout d'abord, le domaine des maladies infectieuses a connu récemment l'émergence de nouveaux grands acteurs : les grandes fondations, telles que celle de Bill Gates. Leur objectif est d'atteindre une masse critique suffisante pour peser au niveau mondial. Il s'agit là d'un changement important. Le but étant d'aider la propagation de médicaments et de vaccins dans les pays en développement en associant tous les partenaires publiques et privés à cette ambition d'amélioration de la santé publique dans le monde. Deuxième point, il est important également de souligner la façon de « penser global » de pays comme la Chine et l'Inde, qui compte pour beaucoup dans leur réussite. Il y a 10 ou 15 ans, on pensait que certaines activités ou métiers étaient inaccessibles pour ces pays. Leur état d'esprit, très ambitieux, ouvert sur le monde et la volonté qui les caractérise expliquent en partie leur réussite.



4. L'internationalisation de la R&D

4.1. L'internationalisation de la R&D dans les pays émergents

L'internationalisation de la R&D a fortement progressé et s'est diversifiée depuis une quinzaine d'années. Les motivations des choix de localisation restent cependant encore à explorer. En particulier, pourquoi les ressources humaines qualifiées sont-elles un déterminant important ? De quel type de main-d'œuvre s'agit-il ? Quels sont les fonctions des centres de R&D dans les pays émergents et leur rôle précis dans les réseaux mondiaux d'innovation ? Le rôle des coûts et les intérêts spécifiques que représentent ces pays en matière de R&D et d'innovation sont désormais mieux connus, mais ces domaines mériteraient d'être encore creusés. Ainsi, dans les pays de l'Est de l'Europe, en comparaison de la situation dans les pays de l'Ouest de l'Europe, les centres de développement sont plus fréquents que les laboratoires de R&D travaillant pour l'ensemble des groupes¹.

Le futur sera certainement caractérisé par un renforcement de la tendance actuelle au *low cost*, comme en témoignent l'expérience récente de la Logan, produite en Roumanie, ou l'expérience actuelle des ordinateurs à prix faibles qui pourraient être conçus et produits en Inde. Un point particulièrement important est celui de l'accès aux ressources internationales par l'intermédiaire de la diaspora. Il s'agit là d'un instrument important qui est utilisé par ces pays et pourrait leur ouvrir des voies d'accès aux connaissances et à leur diffusion nouvelles. On peut également faire un parallèle entre les pays asiatiques et les pays d'Europe de l'Est, dans lesquels le rôle de la formation locale est de bonne qualité. Dans ces pays, il existe une distorsion entre cet aspect ressources humaines et l'intensité en R&D, le premier aspect jouant un rôle plus important que le second dans l'implantation de centres de R&D.

4.2. Spécialisation et capacités scientifiques et technologiques de la Chine

Un autre point concerne la spécialisation de la Chine. Il est important de noter que ce pays est spécialisé dans le *low tech*. Si les chiffres absolus sont impressionnants, il en est autrement en termes relatifs et qualitatifs. La Chine reste un pays riche en main-d'œuvre, spécialisé dans des biens intensifs en main-d'œuvre, donc *low tech* en majorité. A ce titre on peut comparer la contribution au solde de la balance commerciale des industries de haute technologie dans différents pays ; si elle représente autour de 10% de la balance commerciale des

1 « Déterminants de la localisation des centres de R&D à l'étranger : le cas de l'Europe », F. Sachwald et E. Chassigneux, *Economie et Société*, 2007

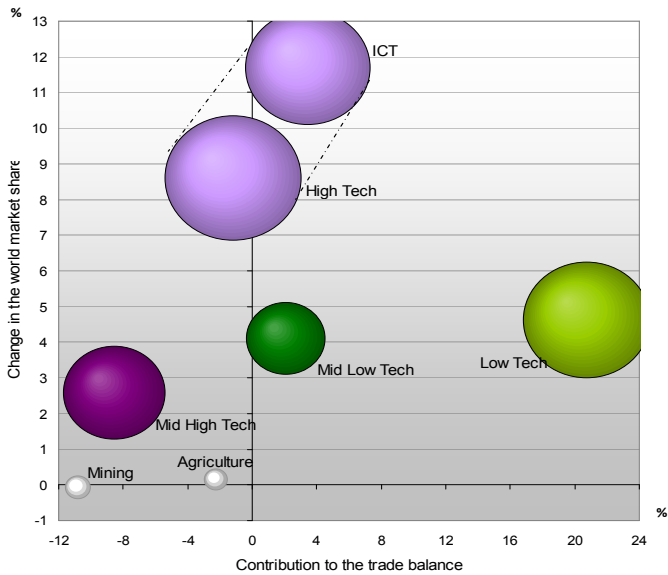
produits manufacturés dans des pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, elle reste négative en Chine, avec même une aggravation entre 1992 et 2005.

Au niveau des ressources et de l'intensité en R&D, d'importantes différences existent entre les montants bruts et les chiffres relatifs. En part de la population, et en comparaison avec les besoins en développement, les dépenses de R&D dans des pays comme l'Inde ou la Chine demeurent faibles. L'aspect qualitatif est également à prendre en compte. La Chine forme un nombre impressionnant de diplômés de l'enseignement supérieur, mais ceux-ci sont confrontés à d'importants problèmes d'employabilité. Le nombre de citations des articles de recherche est également intéressant : si la Chine produit un nombre rapidement croissant d'articles scientifiques, ceux-ci sont peu cités en comparaison avec ceux des pays de l'OCDE.

Pour conclure sur la Chine, les capacités de ce pays renvoient une image très contrastée, selon que l'on considère la taille ou l'intensité, la quantité ou la qualité, les stocks ou les flux. Les entreprises étrangères et la diaspora fournissent aussi une contribution substantielle à la production scientifique et technologique de la Chine.

Enfin, en ce qui concerne la comparaison avec la Corée du Sud, mentionnée plus haut, il est intéressant d'analyser son expérience historique. Il s'agit d'un pays qui est passé à un système plus innovant, mais ce passage fut long. Si ce passage est très probable pour la Chine, une question se pose : est-ce que ce volontarisme, cette ouverture internationale va permettre à ce pays (ainsi qu'à l'Inde, par exemple) d'aller sensiblement plus vite que ne le sont allés des pays comme le Japon ou la Corée ? Ceci signifierait une accélération du développement de ces puissances émergentes.

La Chine est spécialisée dans les produits low tech



Source : Les systèmes de production dans la nouvelle phase de la mondialisation, L. Miotti et F. Sachwald, Ifri 2007.

R&D Resources and Intensity

	GERD 2004 Million PPP\$	GERD as a % of GDP ¹	Number of researchers 2003	Researchers per 000 employment ²
US	312,535.4	2.68	1,334,628	9.6
Japan	112,714.7	3.15	675,330	10.4
China	102,622.9	1.44	926,252	1.2
Germany	58,687.6	2.49	268,943	6.9
France	39,740.3	2.16	192,790	7.7
UK	33,705.7	1.88	157,662	n.a.
Korea	24,273.7	2.63	151,254	6.8
Canada	19,326.5	1.93	112,624	7.2
Russia	16,457.8	1.29	477,647	7.1
Taiwan	13,493.6	2.45	67,599	7.1
Spain	11,071.8	1.05	92,523	5.2
Sweden	10,340.0	3.98	47,836	11.0
Australia	9,608.6	1.69	73,344	7.8

Source : OECD.

Les économies émergentes, moteurs de la demande mondiale d'ici 2030 ?

Loin d'être circonscrite aux deux grands géants Inde-Chine, l'émergence de zones qui représentent 85% de la population mondiale pourrait bien constituer une rupture de type systémique à l'échelle mondiale. Elle se traduit déjà par des phénomènes de croissance beaucoup plus rapide des marchés et de glissement très sensible des lieux de production de biens et services que la crise ne semble pas remettre en cause.

Mais quelle visibilité sérieuse a-t-on sur un horizon de 25 ans ? A quoi peuvent ressembler les économies émergentes en 2030 en termes de PIB et de PIB par habitant ? Que faut-il penser des prévisions démographiques qui constituent un élément assez central des projections les plus citées et donc de leurs conséquences économiques ? Quelles sont les hypothèses en termes de rattrapage technologique qui sous-tendent une convergence historiquement très rapide et que donnent des scénarios plus contrastés ? Enfin, quelles sont les déformations possibles de la carte mondiale des industries et services ?

1. Introduction

Au fil des décennies, le monde se transforme radicalement. A titre d'exemple, un différentiel de croissance de 1% par an entre deux économies entraîne au bout de 50 ans un écart de revenu de 62%. Un différentiel de 3 points – comme c'est le cas en ce moment entre les grandes économies émergentes et l'Europe – conduit à un écart de 320%. Ceci a d'importantes conséquences pour les entreprises, en termes de choix de marchés d'investissement à long terme. La conséquence de ceci est la difficulté des projections à long terme. Qu'en sera-t-il de l'économie brésilienne dans 10 ou 15 ans ? Va-t-elle continuer sur cette trajectoire très rapide ? La prospective est un travail difficile mais nécessaire, car on a besoin de repères et d'une vision à long terme de nos économies. Le CEPIL réalisant des projections de croissance à partir de prévisions démographiques est donc particulièrement intéressé par les présentations des prévisions des différents intervenants de cette session.

JACQUES VALLIN¹

2. La fenêtre d'opportunité démographique

Tout d'abord, le sujet ici abordé de la « fenêtre démographique » doit être replacé dans le contexte plus général de la transition démographique. Nous sommes passés d'un régime où la mortalité était très forte et où il fallait avoir beaucoup d'enfants pour contrebalancer cette mortalité, à un régime où le taux de mortalité est très faible et à peine équilibré par un taux de natalité faible. Durant la transition de l'un à l'autre, on a assisté à un fort accroissement démographique, car la baisse de la mortalité a généralement précédé celle de la fécondité. Parallèlement, la structure par âge de la population a été bouleversée, en trois temps. Dans un premier temps, la population a rajeuni en raison de la baisse de la mortalité alors dominée par celle de la mortalité infantile. Dans un second temps, la fécondité, diminuant à son tour, a produit à l'inverse un vieillissement de la population par le bas (réduction de la part des jeunes). Dans un troisième temps, enfin, ce vieillissement par le bas, dû à la baisse de la fécondité, a été renforcé par un vieillissement par le haut lié à la montée de l'espérance de vie désormais dominée par la baisse des taux de mortalité aux âges élevés.

Aujourd'hui, deux discours existent au sujet de ce bouleversement des structu-

¹ Auteur, entre autres, de « The Demographic Window – An Opportunity to be Seized ». *Asian Population Studies*, vol. 1, N° 2, Routledge, July 2005 19 p.

res, notamment sur les pays en développement. Le premier consiste à dire que le vieillissement démographique que connaissent actuellement les pays développés n'est rien par rapport à ce que vont prochainement connaître les pays en développement. Ceux-ci ont en effet eu une transition démographique accélérée et le vieillissement y sera autrement plus rapide et les problèmes qu'il pose d'autant plus aigus. L'autre discours consiste au contraire à dire que les pays en développement arrivent au stade où la fécondité a déjà baissé, où la proportion de jeunes s'est beaucoup réduite, mais qu'ils n'en sont pas encore au stade où la proportion de personnes âgées a augmenté. Loin d'être confrontés aux problèmes du vieillissement, ils vont bénéficier d'une phase exceptionnellement favorable au développement économique et social, la « fenêtre démographique », au cours de laquelle la proportion de personnes d'âge actif va passer par un maximum exceptionnellement élevé, facilitant l'investissement et le développement. Loin d'être contradictoires ces deux discours sont partiellement justes et complémentaires.

Pour cerner le phénomène de fenêtre démographique, il faut préciser quelques concepts. Tout d'abord, plutôt que du classique rapport de dépendance qui montre les choses en négatif, considérons ici la part des personnes en âge de travailler. Si fenêtre démographique il y a, c'est une période où cette proportion passe par un maximum. Pour chiffrer, il faut évidemment définir, forcément de manière un peu arbitraire, la fourchette des âges actifs. Je prendrai ici les 20-60 ans, intervalle qui, s'il ne reflète pas la réalité de tous les pays en développement, s'inscrit cependant dans la tendance générale des évolutions en cours du monde actuel.

Si l'on s'intéresse aux schémas classiques de populations stables (structure par âge correspondant à des niveaux donnés de mortalité et de fécondité tenus constants) on s'aperçoit en effet que, fondamentalement la structure d'une population varie énormément en fonction de ses niveaux de fécondité et de mortalité. Mais, cela ne nous apprend absolument rien sur la fenêtre démographique qui n'apparaît que lorsque ces niveaux bougent et que la population est déstabilisée. Pour cerner le phénomène, il faut donc se référer à des scénarios de déstabilisation.

Un premier prend pour point de départ les taux de mortalité et de fécondité de la France du milieu du XVIII^e siècle : une espérance de vie de 24 ans et un taux de fécondité de 5,1 enfants par femme. On y applique une projection sur 300 ans comportant une baisse du taux de fécondité à 2,1 enfants par femme et une montée de l'espérance de vie à 80 ans, en 200 ans. Selon ce scénario, la proportion de population d'âge actif (PAA) reste constamment proche de 50 %, avec à peine un faible gonflement en milieu de la période : une fenêtre démographique bien maigre et bien discrète. On observe en fait un basculement assez lent mais

presque direct des jeunes vers les personnes âgées : la structure par âge change radicalement mais de manière trop progressive pour bouleverser la PAA.

Un second scénario prend le même point de départ et les mêmes hypothèses de réduction de fécondité et mortalité mais beaucoup plus rapide (en 25 ans au lieu de 200). Dans ce cas, la PAA augmente fortement en début de période, mais revient tout aussi rapidement à son niveau de départ de 50%. La fenêtre démographique est brusque et forte. La projection n'est d'ailleurs menée que sur 100 ans.

Enfin, **un troisième scénario** prend comme point de départ le Mexique des années 1960, avec une espérance de vie de 58,5 ans et un taux de natalité de 6,8 enfants par femme. La projection repose sur une réduction de la fécondité à 2,1 enfants par femme et une hausse de l'espérance de vie à 80 ans en 25 ans. Les résultats diffèrent d'autant plus de ceux du scénario précédent que, pour faire la comparaison, il faut tenir compte de la part de transition démographique (notamment de baisse de la mortalité) déjà accomplie au moment où démarre la projection. On observe alors que, contrairement aux deux scénarios précédents, la PAA a commencé par tomber nettement au-dessous de 50% (jusqu'à 45%), avant d'augmenter, rapidement, à 55% : la fenêtre démographique est un peu plus forte que dans le scénario précédent et d'ampleur temporelle équivalente mais elle fait suite à une dépression de la PAA dont les deux scénarios précédents sont exempts.

Ces résultats témoignent de la diversité des trajectoires possibles. Comparons à présent ces scénarios avec les projections des Nations Unies. Les pays développés profitent actuellement, grâce au *baby boom*, d'une fenêtre démographique aussi importante que dans le troisième scénario. Rares sont les pays en développement qui, comme la Chine ou Singapour, bénéficient ou vont bénéficier d'une fenêtre démographique plus importante. La plupart des pays « intermédiaires » (les pays en développement qui, dans le langage onusien n'appartiennent pas au groupe des pays les moins développés) connaissent ou vont connaître, certes, une fenêtre démographique importante mais ils ont dû (ou vont avoir à) payer préalablement le prix d'une très forte dépression antérieure. Quant aux pays les moins développés, le plus souvent en pleine dépression, ils sont encore loin, parfois très loin, de bénéficier d'une quelconque fenêtre démographique. Certains pays, comme le Niger, ne seront même pas encore sortis de leur dépression de PAA en 2050. Dans la réalité les circonstances et l'ampleur de la fenêtre démographique sont donc extrêmement variables. Dans tous les cas, en revanche, à plus ou moins long terme, le vieillissement démographique est inéluctable et, quand il se produira, il sera assurément beaucoup plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés.

L'avantage exceptionnel dont les pays en développement sont supposés pouvoir

bénéficiaire à court terme doit donc, pour le moins être relativisé. Il sera rarement supérieur à celui dont les pays développés viennent de bénéficier grâce au simple *baby boom* de l'après guerre (sans parler de leur fenêtre démographique classique antérieure découlant de la transition démographique). Au contraire, beaucoup de pays en développement n'auront qu'une fenêtre démographique plus modeste et, surtout, presque tous les pays en développement auront dû (ou devront) payer leur fenêtre démographique au prix fort d'une importante dépression de leur PAA, ce qui fut rarement le cas des pays développés. Enfin, la fenêtre démographique n'est nullement une garantie de développement mais simplement une opportunité à saisir. Il faut, pour en bénéficier vraiment, être en mesure de mettre sans délai au travail le bonus de population d'âge actif, une véritable gageure quand, même en période de dépression de PAA, règne le sous-emploi ! Il y a d'autant plus urgence, pour les pays qui en bénéficient ou vont en bénéficier, à mettre en œuvre des politiques de développement efficaces qu'il faudrait, justement, saisir cette opportunité pour bâtir des sociétés capables d'affronter très vite ensuite un vieillissement démographique beaucoup plus brutal que celui que connaissent les pays développés. Quant aux pays les moins développés, en forte dépression de PAA pour encore longtemps, ils ont plus que jamais besoin de l'aide internationale au développement.

VLADIMIR BORGY

discutant

Le concept de fenêtre démographique présenté par Jacques Vallin est le suivant : il s'agit d'une situation dans laquelle la proportion d'adulte en âge de travailler atteint un maximum historique. A ce moment précis, l'investissement visant à améliorer le système économique et social sera plus aisé qu'à n'importe quel autre moment.

Cette fenêtre démographique pourrait être le résultat de différentes configurations concernant la transition démographique – ce qui justifie de faire plusieurs projections, basées sur des hypothèses différentes. Cependant, elle semble être assez robuste à l'incertitude démographique qui entoure les projections d'évolution de la population. L'incertitude porte plus sur la taille du pic que sur son arrivée temporelle.

Un point important est que cette question démographique interagit avec des éléments économiques. Par exemple, avec la question de l'évolution du taux de participation au marché du travail. A ce sujet, des problèmes de vieillissement peuvent conduire à un recul de l'âge de la retraite ; d'autre part, la demande de progrès social est susceptible d'entraîner une diminution de la durée du travail. La question de l'évolution de la productivité (rattrapage technologique) dans les régions en développement est également à prendre en compte. Différentes

hypothèses peuvent être faites sur la taille de ce rattrapage.

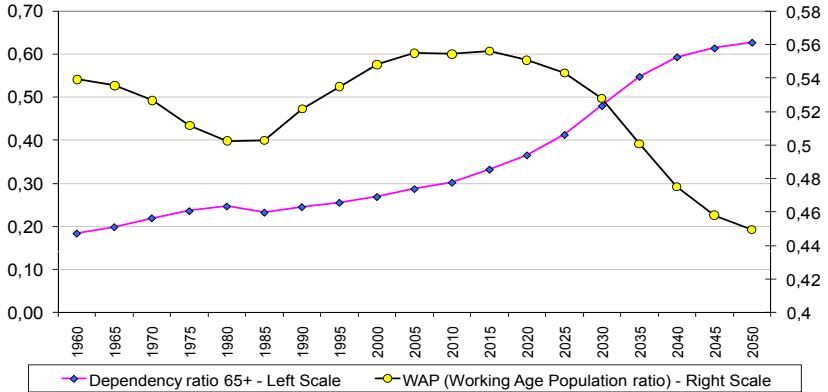
Par ailleurs, il serait intéressant de savoir quels sont, d'un point de vue historique, les liens existants entre le ratio de la population en âge de travailler (PAA) et les performances économiques des pays. Ce ratio a diminué de manière importante en France et au Royaume-Uni après 1950, mais ces pays ont néanmoins connu une forte expansion économique au même moment. Existe-t-il des études économétriques sur le sujet, des preuves empiriques expliquant que l'on puisse être si optimiste sur ces pays uniquement en s'intéressant à la PAA ? Dans tous les cas, il semble nécessaire de compléter ce ratio par d'autres indicateurs. Les variations du PAA peuvent être dues à des éléments positifs (plus de jeunes) ou négatifs (plus de personnes âgées).

Concernant les interactions existant entre les éléments économiques et démographiques, le modèle INGENUE 2¹ donne des résultats intéressants. Il s'agit d'un modèle d'équilibre général à générations imbriquées, qui comprend 10 régions et 21 générations, et dans lequel le vieillissement n'est pas considéré comme un processus synchrone. Selon les résultats de ce modèle, pour certaines régions (monde chinois, indien, africain dans le modèle), l'essentiel de l'augmentation a déjà été fait, et on se situe déjà presque au sommet.

Pour conclure ce commentaire, la fenêtre démographique apparaît comme une opportunité économique pour les pays d'Asie dans les prochaines décennies. Ces régions feront face à des problèmes de vieillissement dans le futur. Une importante incertitude démographique existe, et la seule prise en compte du PAA pourrait peut-être conduire à la sous-estimer.

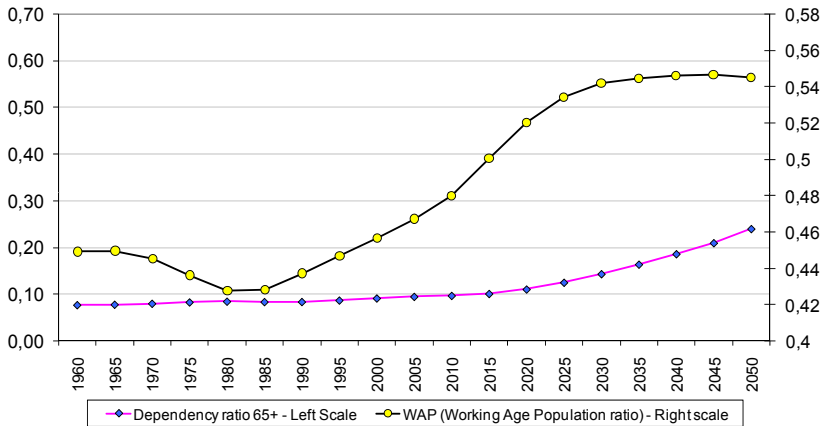
1 Outil CEPII/OFCE. INGENUE 2 est une maquette mondiale à générations imbriquées composée de dix grandes zones qui permet l'élaboration de scénarios pour examiner les liens entre rattrapage économique, vieillissement démographique et mouvements de capitaux dans le monde

WAP and dependency ratio : Western Europe



Source : INGENUE 2. Authors' calculation.

WAP ratio and dependency ratio : Indian World



Source : INGENUE 2. Authors' calculation.

3. The BRICs in 2050

This presentation will be about the projections made by Goldman Sachs on emerging economies, and more precisely on the BRICs (Brazil, Russia, India and China) over the next 50 years. This exercise aims at providing a better understanding of shifts in global growth and spending power. Our model contains three main elements, namely labour force, investment and productivity catch-up. Different assumptions are made on these elements, but even with conservative hypotheses, the model predicts dramatical changes in terms of distribution of world income.

Let us first present the model. We assume a production function, which includes three main components: labour, capital and productivity. We use the US Census Bureau forecasts for labour, and capital is defined as the stock less a 4 percent depreciation, plus investment. Total factor productivity gives the speed of convergence linked to Growth Environment Score. Finally, we assume a real appreciation of these countries' currencies, reflecting the closure of the initial productivity gap.

Now, let us turn to the model predictions. The world economic centre will shift to Asia, with the BRICs overtaking the G7 by 2035. The largest economy in 2050 – in terms of GDP – will be China, by far, and India will be almost at the same level than the US. In terms of income per capita, Korea will be right after the US in 2050, while Brazil, China or Mexico will belong to the 'Upper Middle Income Group', like for example Italy.

The BRICs will be a new source of growth, spending and demand, which will be particularly important for investors. The annual increase of the GDP of these countries will be by far higher than the increase of the G7 GDP – in 2050, the BRICs GDP increment will be around 6,500 Billions USD, while the G7 increase will only be around 1,200 Billions USD.

Of course, models are often wrong, and these results have to be taken with precaution. If we look at the results that models would have provide in 1960 about the 1960-2000 growth, we get interesting pictures. The predictions are quite realistic for France, Germany and Italy, but clearly too high for countries like Argentina (because of the number of financial crises), India, or Brazil. On the contrary, they are too low for Honk Kong and South Korea.

In order to get the more plausible growth conditions, we have computed an index based on five Growth Environment Score (GES) components. These include respectively: macroeconomic stability (inflation, government deficit, external

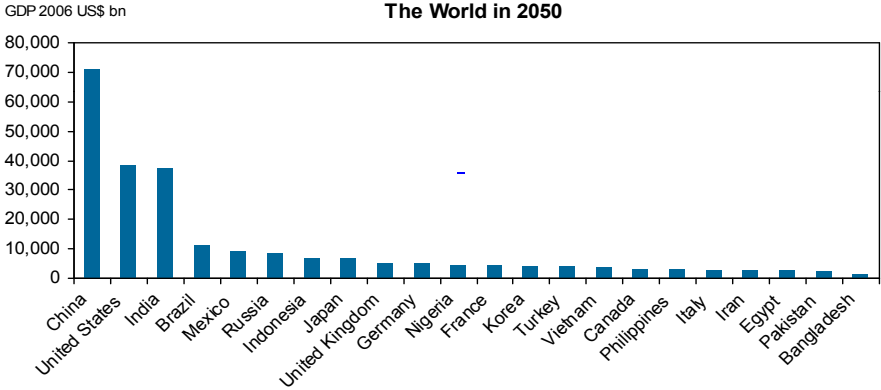
debt), macroeconomic conditions (investment rates, openness), technological capacities (PC, phones, internet penetration), human capital (education, life expectancy), and political conditions (rule of law, corruption, political stability). In 2006, the BRICs and 11 other emerging economies are ranked between the position 58 (China) and 152 (Nigeria) – with the notable exception of Korea, which is 17th. However, the mean GES of developing countries has improved significantly between 2005 and 2006.

The growth bonus from raising the GES in emerging economies can be quite substantial in some countries. This is especially true, of course, for countries that are today characterised by a low GES, like Indonesia, Bangladesh or Nigeria. For these three countries, the growth premium from improving the GES to 'Best in Class' GES, i.e. to the maximum score, would be between 4 and 5% in terms of annual GDP growth.

Concerning the BRICs' (and the 11 other emerging countries) impact on global markets, several features can be emphasised. First, economic power should further shift toward Asia, re-shaping regional networks, and changing consumption and production patterns. A middle class should emerge in these countries, leading to an increase in demand for consumer durable and energy, and to an important development of capital markets. The explosion of this middle-class could well be a key market dynamic, given the 'take-off' points for key consumer durable goods. The timing of the impact, however, varies across countries: in the near future for China, in 10-15 years for India. The middle class in BRICs is likely to double in 3 years, and to quadruple in a decade (for these computations, the threshold that defines middle-class has been taken at 3,000 USD of yearly income). As a result, the global demand for oil in 2050 may come from China (15% of total demand) and India (14%). In the same way, car ownership in 2025 should be larger in China than in the US, with a total of 200 millions cars and Brazil, Russia and India should rank respectively at the third, fourth and fifth position. Another pressure that should be driven by the emergence of these new actors may come from capitalisation, which is likely to increase, as capital markets are deepening.

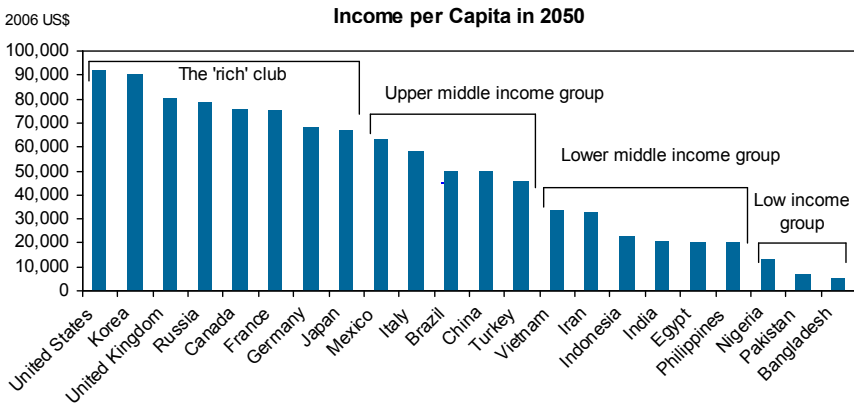
To sum up, the BRICs should become a much larger force in the world economy, with China and India being in the top three. Their impact on global markets is going to be very pronounced; production and consumption patterns will change dramatically. But it is important not to focus only on the BRICs, as some other emerging countries, especially Mexico and – to a lesser extent – South Korea, have the capacity to become as important as the BRICs.

The Largest Economies in 2050



Source : Goldman Sachs.

Wealth in 2050



Source : Goldman Sachs.

4. Le monde en 2030

Cette présentation se base sur les derniers ‘Global Economic Prospects’ de la Banque mondiale, et sera axée autour de cinq points principaux. D’abord, nous montrerons que les pays en développement – et en particulier les BRICS – seront les principaux moteurs de la prochaine vague de mondialisation. Ensuite, nous verrons que ces pays sont de nature très diverse, de telle sorte que les

recommandations et conclusions données doivent être faites au niveau de chaque pays. Troisièmement, les années à venir verront l'émergence d'une 'classe moyenne mondiale' qui sera dominée par les pays en développement en 2030. Le quatrième point important est la hausse potentielle des inégalités, qui est susceptible de ralentir – voire d'annuler – les précédents résultats. Enfin, dans un tel environnement, nous verrons qu'une coordination globale sera plus que jamais nécessaire, mais que les instruments disponibles pour la mettre en place viendront certainement à manquer.

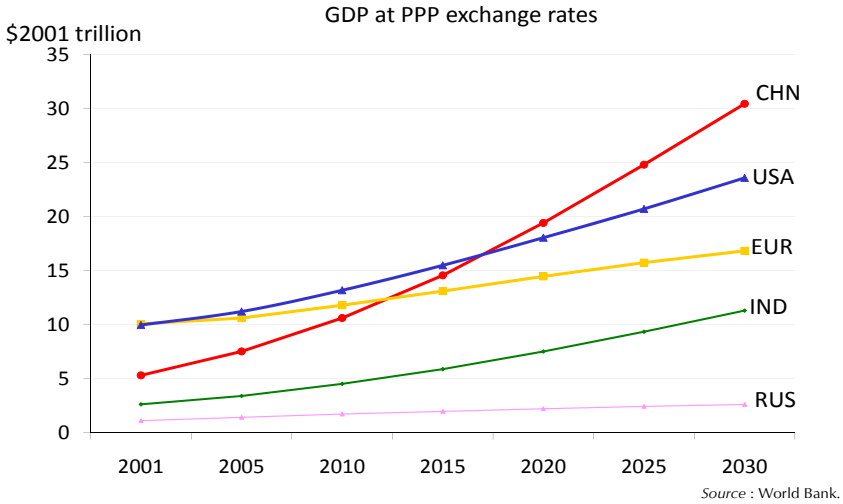
4.1. La prochaine vague de mondialisation et les pays en développement

La prochaine vague de globalisation aura pour moteur à la fois des éléments traditionnels – baisse des coûts de transports, libéralisation commerciale – et de nouveaux éléments. Parmi ceux-ci, les BRICs (qui sont entrés dans un processus d'intégration qui durera au moins 50 ans) seront particulièrement importants ; de la même manière, l'internationalisation du marché des services et les mouvements de personnes (migrations et tourisme) seront autant de moteurs d'une mondialisation d'une nouvelle forme. La croissance sera forte dans les pays en développement, et spécialement dans les BRICs. Il est important de noter que ce processus de croissance sera autonome, puisque les pays développés auront une croissance très faible. Les politiques des pays en développement deviennent depuis les années 1980 davantage tournées vers l'extérieur, prennent plus en compte l'intégration globale des marchés.

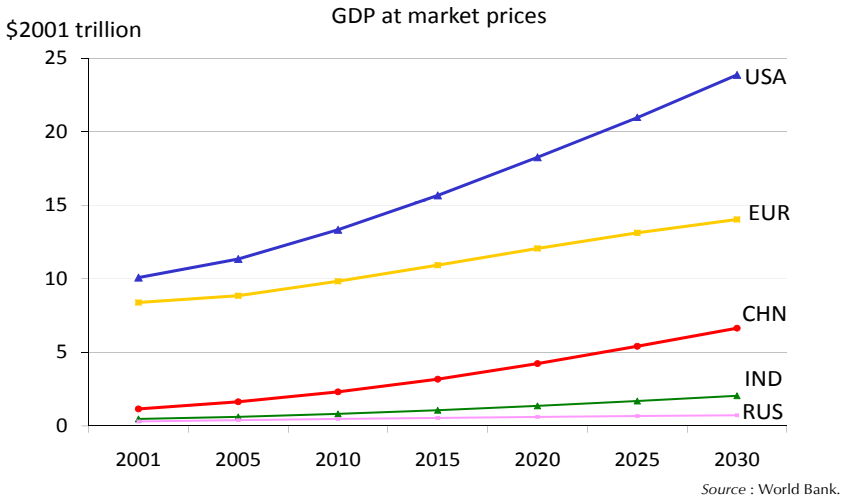
Selon nos prévisions, et choisissant un scénario 'conservateur', la croissance de la Chine entre 2006 et 2015 sera de 6.8% par an (contre 3.5% pour le monde entier), et de 5% par an entre 2016 et 2030 (2.7% pour le monde entier). Des prévisions similaires (un taux en baisse mais qui reste élevé) ont été obtenues pour l'Inde. D'une manière plus générale, si la croissance reste constante dans les pays industrialisés, un processus de décélération aura lieu dans les pays en développement. Ces prévisions sont basées sur un modèle multi-secteurs, multi-facteurs, qui prend en compte l'appréciation réelle du taux de change.

En Parité de Pouvoir d'Achat (PPA), la masse de production de la Chine dépassera celle des Etats-Unis en 2015. L'Inde produira environ la moitié de la production de l'Union européenne en 2030. En niveau, sans la PPA, en revanche, les USA restent le premier pays en 2030. Le changement sera donc important, mais pas nécessairement révolutionnaire. La pauvreté devrait en revanche diminuer fortement : les personnes vivant avec moins d'un dollar par jour seront concentrées en Afrique et, dans une moindre mesure, en Asie du Sud. Les agences de développement doivent donc se concentrer sur ces zones géographiques.

Weights of China, India, other developing to increase substantially in the next quarter-century



Though the U. S. and EU remain the largest economies at market exchange rates



4.2. Les BRICs : des réalités diverses

Les BRICs connaissent des trajectoires et caractéristiques diverses, notamment en termes de pauvreté (moins de 2% à moins d'un dollar par jour en Russie, plus de 30% en Inde) ou de fonctionnement de l'économie (respect des contrats, accès au crédit). Les perspectives doivent par conséquent être faites au niveau de chaque pays. Néanmoins, certains éléments sont communs à l'ensemble de ces pays ; en particulier, ils présentent (ou présenteront bientôt) tous des problèmes importants d'inégalité et d'environnement. Ils sont ensuite touchés par des problèmes spécifiques : la dépendance au pétrole en Russie, le climat d'affaire au Brésil, le secteur financier en Chine, le secteur agricole en Inde, etc.

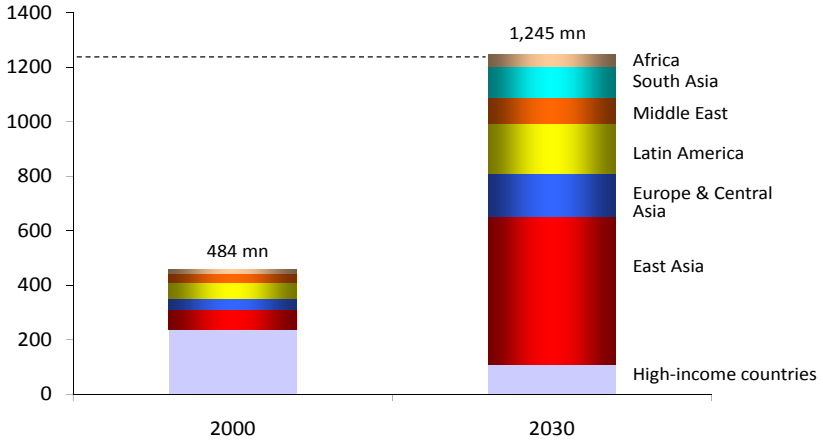
La base de données Doing Business de la Banque mondiale contient des informations sur le fonctionnement de l'économie de chaque pays. Par exemple, il est relativement facile de démarrer une affaire en Russie (ce pays est classé en 33^e position au niveau mondial) ou de faire respecter les contrats dans ce pays (25^e position). L'accès au crédit est en revanche beaucoup moins bon (159^e position).

4.3. Une classe moyenne mondiale dominée par les pays en développement

La classe moyenne mondiale comprend aujourd'hui environ 480 millions de personnes, la plupart vivant dans les pays développés. En 2030, elle comprendra 1.2 milliards d'individus, situés pour la moitié en Asie de l'Est. Les pays en développement représenteront l'immense majorité de cette nouvelle classe moyenne. L'écart entre salaires des travailleurs qualifiés et non qualifiés s'accroîtra de manière significative. La part du commerce mondial venant des pays en développement augmentera également (20% des exportations mondiales proviendront des BRICs en 2030). La concurrence s'accroissant, les tensions sur les marchés du travail deviendront plus importantes. Enfin, ces tensions prendront des formes différentes de celles d'aujourd'hui en raison de l'augmentation du commerce de services. Ces différents éléments sont susceptibles d'accroître les risques de protectionnisme, ce qui ralentirait la croissance – en particulier celle du revenu par tête – dans les pays en développement, pourrait entraîner des politiques tournées vers l'intérieur associées à un relâchement des disciplines monétaire et budgétaire, et augmenterait l'inflation (moins de concurrence et de discipline monétaire) et l'instabilité globale.

Developing countries will dominate the “global middle class”

Number of people (million)



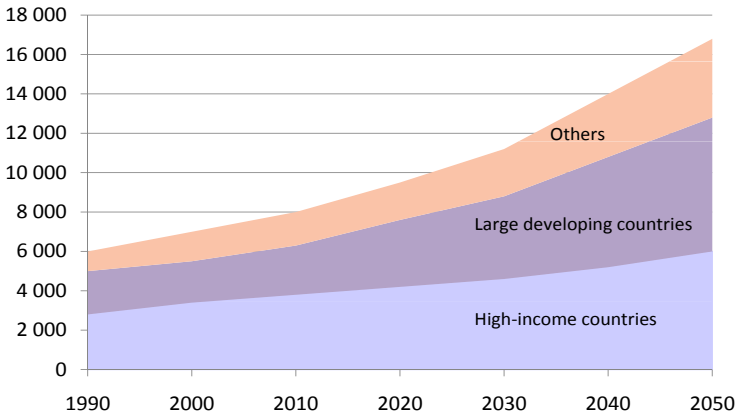
Source : World Bank.

Managing stresses: environmental pressures

Global institutions and policies are still too weak to deal with severe environmental pressures

- Carbon emissions are causing global warming

Annual carbon emissions (millions of tons)



Source : OECD GREEN model simulations.

4.4. Demande mondiale d'énergie

La demande forte des pays en développement conduira l'industrie de l'énergie à atteindre ses limites, provoquant inévitablement une hausse des prix importante. La demande d'énergie est cependant appelée à augmenter de manière modérée (1.6% par an jusqu'à 2030 – 1% dans les pays développés et en transition, 2.6% dans les pays en développement). La consommation d'énergie des pays en développement dépassera celle des pays développés autour de 2015. Les pays en développement représenteront 70% de la croissance de la demande. La conséquence de cette évolution sera le problème des émissions de carbone. Les émissions de CO₂ augmenteront de 50% sur la période, durant laquelle les énergies renouvelables ne constitueront qu'une partie faible de l'énergie totale. La résolution de ce problème nécessite une coordination internationale, au sein de laquelle les pays en développement doivent jouer un rôle important. Les institutions et politiques globales sont encore trop faibles pour gérer ces pressions environnementales. Pour conclure, la réussite de la prochaine ère de mondialisation passe par la recherche de politiques à la fois domestiques et globales.

SANDRA PONCET

5. Long term projections compared

The following will mainly concern the long term predictions. First, it seems important to recognise the difficulty of such exercise: it requires more than short-term forecasts, and necessitates an underlying model of economic growth. As such models do not take into account shocks and unexpected events, it is crucial to discuss the reliability of the predictions, as well as to address in a more qualitative manner the potential threats to the general trend. In that regard, the World Bank is doing a very good job, since it dedicates three chapters of its report to the discussion of those potential threats. However, it remains hard to understand what is 'inside the black box'. The growth model should be more explicitly presented. What really drive the predictions? There is very little on this point in the report.

Let us look inside the black box. In my opinion there are three main issues here: the role of demographics, the respective contribution of the three building blocks of growth (labour, capital, total factor productivity), the pertinence of introducing the exchange rate evolution and the discussion of final projections. Relative to the second point, it is clearly Total Factor Productivity (TFP) that matters most. The underlying factors are pretty *ad hoc*: they are based on subjective valuation of macro-economic conditions and are importantly driven by trade projection. No liberalisation is supposed, only a fall in trade costs. More

discussion is necessary on this point.

About the role of demographics: they are, according to the authors of the World Bank report themselves, 'central to the growth scenario'. In developed countries, ageing and slow labour force growth is supposed to have a negative effect on both savings and investment, and growth. The opposite is true for developing countries, since their dependency ratio is expected to decline, and working age population is expected to grow. This role of demographics appears to be overstated, and its direction is far from clear. Moreover, demographics could work against developing countries. In those countries, accommodating the needs of the huge cohort of youngsters – in terms of food, education needs, and so on... – is an important challenge. The World Bank does not seem to consider that scenario.

The impact of demographics on savings is certainly more ambiguous than it is supposed here. Panel, within estimations of the impact of the dependency rate of population on saving rates, gives insignificant results. Furthermore, the contribution of population growth to GDP growth is small. So it seems that the results are mainly driven by total factor productivity. But what drives TFP? No indication is given on what drives the GDP projections. It is difficult to disentangle the contribution of proximate determinants (capital, labour, TFP) and that of fundamental determinants (institutions, policies, integration). Two questions arise here: what are the subjective aspects considered here, and how are they integrated into the model? In particular, how is TFP modelled? The answers to these questions are crucial, since those elements are likely to determine entirely the growth path.

Trade appears to be a driving force of growth. In the central scenario, world exports will triple and developing countries exports will quadruple by 2030. What drives this increase? As it is assumed that there is no change in trade policies, they seem entirely driven by the *ad hoc* assumption of a decrease in trade costs by 1% per year. A greater discussion of the plausibility and the impact of this scenario would be very valuable.

Finally, the introduction of the exchange rate evolution is crucial to obtain a picture of the world in 2030. An important share of the GDP growth comes from this exchange rate evolution. For example, for China, when the average GDP growth jumps from 4.6 to 7.2%, one third of the increase is due to exchange rate appreciation. The World Bank estimates are very similar to the CEPII's ones, but the Goldman Sachs predications seem very optimistic (10% of yearly increase in GDP for China).

Various Projections: yearly GDP growth rate and GDP

	real			current	
	World Bank	Goldman Sachs	CEPII	Goldman Sachs	CEPII
China	6.2	6.9	5.4	10.3	6.5
GDP billions US \$ 2030	8385	10362	6790	25610	11000
India	5.1	7.4	4.7	9.1	5.7
GDP billions US \$ 2030	2214	3836	1950	6683	2420
World	3.0	n.a.	2.8	n.a.	3.0
GDP billions US \$ 2030	75000	n.a.	70500	n.a.	74300

Source : CEPII.

Énergie et matières premières : les grands émergents bousculent les marchés

Les marchés de matières premières et de l'énergie ont connu avant la crise des tensions dont la nature plus ou moins cyclique ou tendancielle fait débat. Le rôle des économies émergentes est apparu dans ce domaine comme un facteur structurant dont on ne mesure toujours pas bien les conséquences à moyen-terme : prix structurellement élevés des matières premières y compris alimentaires, « peak oil » précoce, apparition de nouveaux réseaux « sud-sud » concurrents des anciens réseaux « nord-sud » etc....

Quel rôle ont joué et joueront exactement les grands émergents dans cette nouvelle donne ? Quelle est notamment la part respective des facteurs d'offre et de demande (croissance rapide des classes moyennes, ateliers du monde...) ? Quel impact ont et auront-ils enfin sur la structuration des grands marchés et de leur régulation ?

1. Le pic de 2007 et la montée des émergents, Chine en tête

Les marchés mondiaux des matières premières sont, à la date de cette séance, le **2 octobre 2007**, en pleine tourmente. Les prix ont été multipliés par quatre en dix ans et cette tendance est observée même si l'on met de côté le pétrole. Les taux de **fret** flambent et sont en augmentation quasi-constante depuis le début de l'année 2006, comme en témoigne l'indice BFI-BDI¹. Celui-ci est très anticipateur des tendances du marché ; le fret devient plus cher que la marchandise transportée. Après avoir diminué en 2004, l'augmentation a repris en 2006. Ceci illustre bien les tensions de la demande. Les besoins des pays émergents, et notamment de la Chine, qui importent énormément, expliquent cette tendance. Le cours du **pétrole** est également au plus haut, nous sommes au cœur d'un troisième choc pétrolier. Le *brent* est aujourd'hui au-dessus des 80 dollars US. Les tensions sont là encore très importantes ; ce qui est étonnant, c'est que l'économie mondiale ne semble pas s'en porter plus mal.

Les **métaux** suivent la même tendance : depuis 2001, l'indice moyen des six métaux non-ferreux cotés sur le London Metal Exchange a explosé, passant d'environ 60 à presque 300. Concernant le cuivre, il s'agit d'un problème de demande, la Chine étant le premier importateur mondial, pour ses besoins en électricité. Les perspectives de développement et de production sont de plus très limitées, sauf peut-être en Amérique latine. Le cuivre est aujourd'hui autour de 8000 dollars la tonne, alors que le prix de revient du plus mauvais producteur possible ne dépasse pas 2000 dollars. Le prix du nickel a suivi une tendance encore plus délirante, passant de 8000 à plus de 53000 dollars la tonne. La bulle a aujourd'hui un peu éclaté (on était autour de 30000 dollars en septembre). Mais là encore, le prix de revient de ce métal ne dépasse jamais 10 à 12000 dollars la tonne. Le nickel sert à fabriquer de l'inox et n'est situé que dans des endroits assez difficiles d'accès, au Canada, en Nouvelle-Calédonie ou en Russie. Il y a cependant beaucoup de spéculation dans ces variations. Mais sur les marchés sans spéculation, les ferrailles par exemple, les tendances sont les mêmes. Pour l'acier également, malgré les exportations chinoises. Même le **papier**, qui n'a pas de marché dérivé, a vu son prix doubler depuis 2002. Le **caoutchouc** suit une tendance similaire, et est passé de 50 dollars pour 100 kg en 2001-2002 à plus de 200 dollars aujourd'hui. Il est utilisé pour la fabrication des pneus, et cette augmentation est donc largement liée à la croissance du parc automobile chinois.

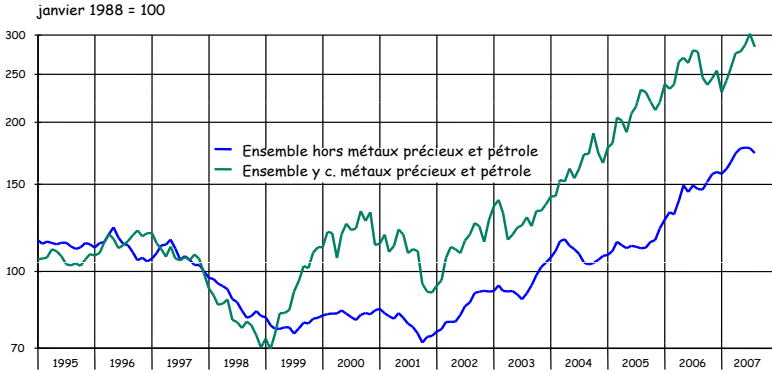
1 Créé en 1998, le Baltic Dry Index (BDI) est géré par la société britannique Baltic Exchange à Londres. Il est établi sur une moyenne des prix pratiqués sur 24 routes mondiales de transport en vrac de matières sèches tels que les minerais, le charbon, les métaux, les céréales, etc.

Le **coton**, en revanche, n'a pas connu de hausse de cours, en raison des subventions américaines et de la conjoncture moins bonne dans ce domaine. Ce n'est pas le cas du **blé**, qui est monté à 9 dollars en octobre 2007, alors qu'il était en 2005 autour de 3 dollars (le boisseau). Les prix mondiaux ont donc triplé. Si l'on ajoute la flambée des taux de fret, un pays importateur comme l'Algérie a dû voir ses coûts multipliés par quatre ou cinq. La première flambée des cours du blé fut la conséquence de l'annonce d'une sécheresse en Australie, qui a eu pour conséquence de diminuer de 10 millions de tonnes les prévisions de production dans ce pays (la production mondiale étant autour de 700 millions de tonnes). Les principaux importateurs sont les pays du Maghreb, le Maroc, la Tunisie, pour qui cette hausse va aussi certainement poser des problèmes. L'Inde est également un gros importateur. Un point nouveau est le prix en Union européenne. Jusqu'à il y a seulement deux ans, l'Europe était isolée du reste du monde, en raison de la Politique Agricole Commune (PAC). Cette politique a connu une rupture fondamentale, et les prix de l'UE sont aujourd'hui supérieurs aux prix mondiaux. Le **maïs** flambe également, essentiellement en raison des perspectives de consommation de cette céréale sous forme d'éthanol. Le prix est encore plus haut en Europe. Le soja en profite et voit son cours augmenter également, tout comme l'huile de palme. Les autres produits tropicaux (café, cacao) restent en revanche médiocres.

Au-delà de la spéculation, l'ensemble de ces tendances est fondamentalement lié à des problèmes de demande, la croissance mondiale étant au dessus de 4% par an depuis cinq ans. La production industrielle chinoise joue un rôle primordial. Dans les années 1980-1990, la Chine jouait un rôle à guichet fermé, mineur sur les marchés des matières premières. C'est en 2001-2002 qu'a eu lieu le changement. L'accélération fut très rapide, la Chine n'est plus autosuffisante et devient un importateur majeur. L'Inde est en revanche encore dans le rôle mineur, à guichet fermé, qu'occupait la Chine dans les années 1980-1990. Elle n'est pas encore un facteur déterminant, sauf peut-être dans le domaine de l'énergie. Mais elle va rapidement rattraper la Chine.

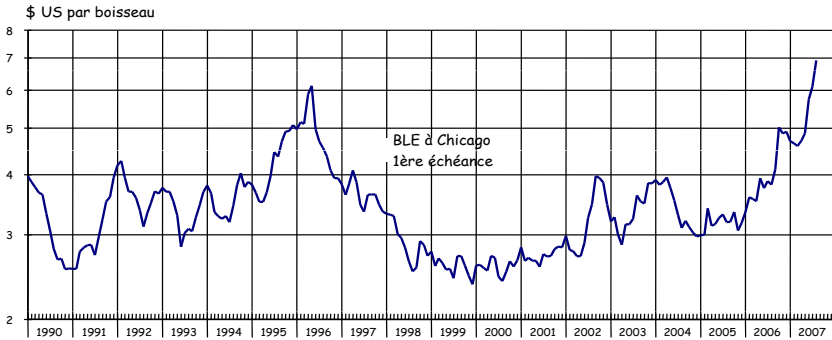
L'offre est à son maximum, en raison de problèmes climatiques, de désordres géopolitiques (Moyen-Orient, Nigéria), de patriotisme économique (Russie, Venezuela). Par ailleurs, il n'y a pas de développement suffisant dans la production, on privilégie le court terme. On peut s'attendre évidemment à des tensions pétrolières supplémentaires. Il est important de comprendre que c'est au bout du compte seulement un problème de prix pour la rareté. Il ne s'agit pas d'un problème conjoncturel mais structurel, qu'il faudra donc bien prendre en compte.

Evolution des prix des matières premières avec et hors pétrole



Source : Coe-Rexecode.

Evolution des prix du blé



Source : Coe-Rexecode.

FABIEN ROQUES

2. Les scénarios énergétiques à l'horizon 2030

L'édition 2007 du World Energy Outlook (parue le 7 novembre 2007) contient des projections à horizon 2030 de l'Agence Internationale de l'Energie avec différents scénarios. Deux scénarios seront présentés ici, le scénario de référence, et le scénario alternatif. Le premier prend en compte les politiques, mesures et réglementations adoptées à la date de mi-2007. Le second prend en plus en compte l'ensemble des mesures et réglementations en discussion mais qui

ne sont pas encore implémentées, et évalue l'impact potentiel en termes de consommation, d'offre énergétique, et d'implications environnementales.

Dans les grandes lignes, dans le scénario de référence, la demande d'énergie primaire continuera de croître d'ici à 2030, et sera en 2030 supérieure à la demande actuelle de plus de 50%. Le pétrole restera le carburant primaire le plus consommé, devant le charbon et le gaz. En ce qui concerne le pétrole, on assistera encore à une augmentation de la demande en raison principalement de la demande du secteur des transports, et de l'absence de substitut existant. L'augmentation de la demande de pétrole proviendra surtout de l'Asie en développement où la croissance, source majeure de la demande, est plus importante. Du côté de l'offre, se posera de plus en plus le problème de l'accès aux réserves. La production de pétrole conventionnel dans les pays non membres de l'OPEP va décliner, et la demande croissante s'appuiera donc de plus en plus sur les pétroles non conventionnels, et sur une augmentation de production des pays membres de l'OPEP. Du côté de l'offre, donc, le principal problème proviendra de l'accès aux réserves. La part de l'offre totale provenant des pays de l'OPEP augmentera, alors que l'offre de pétrole conventionnelle dans les pays hors OPEP diminuera.

Si l'on s'intéresse aux autres sources énergétiques, différentes tendances peuvent être décrites. En termes absolus, c'est la demande de charbon qui augmentera le plus, sous l'impulsion du secteur de la production d'électricité. En ce qui concerne le charbon, on assiste depuis 2002 à une explosion de la demande, provenant en grande majorité de Chine. La plupart de la demande d'électricité devrait être satisfaite par le charbon, qui devrait rester la source principale de production d'électricité en 2030. Le gaz, dans ce domaine, devrait souffrir de la hausse des prix, qui sont très corrélés avec les prix du pétrole. Dans notre scénario de référence, le marché du gaz reste segmenté de manière régionale. Cependant, la donne change en partie en raison de l'apparition du gaz liquéfié, qui limite le recours aux pipelines. Les prix sur les différents marchés régionaux devraient s'aligner dans une certaine mesure. La demande augmentera de façon très importante en termes relatifs pour les énergies renouvelables, même si leur contribution au mix d'énergies primaires restera assez faible d'ici à 2030 en termes absolus.

Tournons-nous maintenant vers les implications environnementales, ainsi qu'en termes de sécurité d'approvisionnement, de ces tendances de consommation et de production énergétique. Du point de vue environnemental, le fait marquant est que les émissions de CO₂ augmenteront de façon très importante d'ici à 2030. De plus, le poids relatif des différents pays est amené à changer. La Chine dépassera les États-Unis autour de 2010 en termes d'émissions totales. Cependant, il convient de placer ces chiffres dans le contexte de croissance économi-

que de la Chine et de l'Inde, en tenant compte à la fois des émissions cumulatives et de leur niveau par habitant. Ainsi, le niveau d'émission par habitant de la Chine ne sera qu'autour de 60% de celui de l'OCDE en 2030.

Les besoins d'investissement d'ici à 2030 sont considérables, de l'ordre de 22 mille milliards de dollars (2006) en termes cumulatifs dans le scénario de référence. Ces investissements seront pour plus de la moitié dans le secteur de la production d'électricité. La moitié de ces besoins proviendra des pays en développement, dont 18% pour la Chine. Il est inquiétant de constater que si l'investissement des principales compagnies pétrolières et gazières a doublé entre 2000 et 2005, la plupart de l'augmentation est due à l'inflation des coûts. Paradoxalement, les compagnies pétrolières majeures font des bénéfices sans précédent mais n'ont pas nécessairement les moyens de les réinvestir.

Ces résultats étaient basés sur notre scénario de référence, le scénario « *Policy as usual* ». Considérons à présent notre scénario alternatif, qui prend l'hypothèse d'un progrès technologique plus important et de politiques et réglementations plus volontaristes et courageuses. Ce scénario reste néanmoins réaliste. Les politiques clés dans le domaine de la réduction des émissions de CO₂ seront dans le secteur de l'efficacité énergétique, qui représente les deux tiers de la baisse des émissions d'ici à 2030 dans ce scénario alternatif. Dans ce dernier, les importations européennes de pétrole commenceraient à stagner puis à diminuer après 2015, en raison de l'augmentation de l'efficacité des automobiles et de l'utilisation plus importante des biocarburants. Les importations de gaz des principales régions consommatrices seraient considérablement plus faibles que dans le scénario de référence.

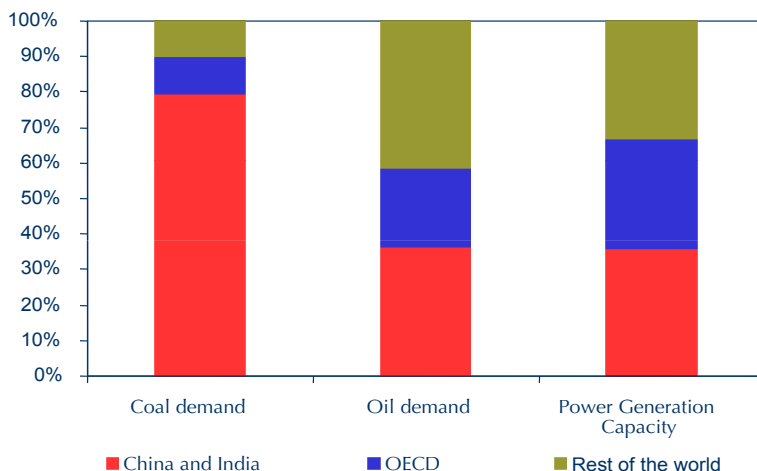
Les implications des projections d'accroissement de demande de la Chine et de l'Inde sur les marchés mondiaux seront très importantes. L'Asie en développement comptera pour plus de la moitié de la croissance du PIB mondial d'aujourd'hui à 2030, et la Chine pour un tiers à elle seule. La croissance chinoise n'est cependant pas une nouveauté, et, si elle se poursuit comme il est probable jusqu'en 2020, des réformes importantes seront nécessaires par la suite. L'industrie contribue à hauteur de 50% au PIB chinois (largement plus que dans les pays de l'OCDE), alors que l'Inde est plus dépendante du secteur des services. La part de la Chine et de l'Inde dans la croissance de la demande de charbon d'ici à 2030 sera autour de 80%. Une incertitude importante demeure cependant sur la Chine dans ce domaine ; on considère pour l'instant qu'elle va rester importatrice, mais de façon relativement peu importante : des investissements chinois majeurs seront effectués pour que ce pays ne devienne pas trop dépendant. La croissance de la demande de pétrole proviendra à 40% de ces deux pays, comme celle d'électricité.

Mentionnons quelques exemples concrets associés à ces grandes tendances.

Le potentiel d'augmentation du parc automobile dans les pays émergents, en particulier en Inde et en Chine, est énorme, et les importations de pétrole de ce dernier devraient se situer en 2030 quasiment au niveau de l'Union européenne – alors que l'Inde aura rattrapé le Japon dans ce domaine. Par ailleurs, l'efficacité de la production électrique a augmenté dans ces deux pays ces dernières années, mais reste largement en dessous de la moyenne de l'OCDE (entre 60 et 70% de l'efficacité des pays de l'OCDE selon le type d'énergie considéré). Cela représente un potentiel important dans le cadre de scénarios alternatifs.

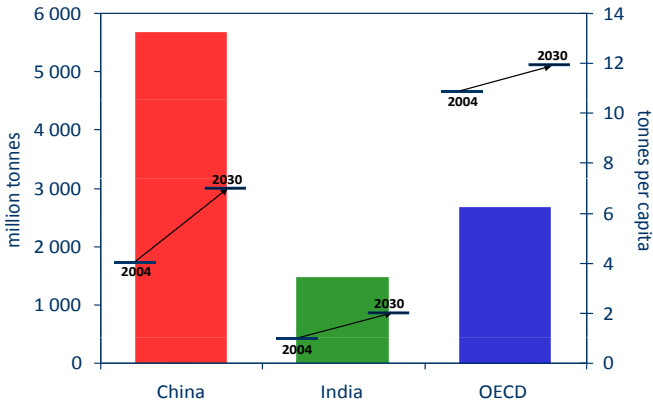
Pour conclure, une part croissante de la demande globale d'énergie proviendra de l'Inde et de la Chine. La taille de cette croissance dépendra du taux et de la nature de l'augmentation du PIB, notamment sa répartition sectorielle. La mise en place de nouvelles politiques en Chine et en Inde pourrait avoir des conséquences significatives pour les marchés mondiaux de l'énergie et de l'environnement. S'il y avait un message à retenir, ce serait celui de l'urgence de l'action politique. Ceci est d'autant plus important que le secteur est caractérisé par une très forte inertie (une centrale est par exemple en place pour 60 ans). Ainsi, les décisions d'investissements d'ici à 2015 détermineront les technologies en place pendant les 60 prochaines années. Des intentions politiques fortes et une action gouvernementale urgente sont nécessaires afin de créer des incitations claires et de modifier les comportements d'investissement actuels. Les pays membres de l'OECD ont un rôle pionnier à jouer dans ce domaine pour donner une impulsion et permettre le développement de technologies novatrices.

China and India account for a significant part of the growth in the global fuel demand and power generation capacity



Source : OECD/IEA – 2007.

**Emissions growth in China is twice as large as in the OECD,
but in 2030 per capita emissions will still be lower than current OECD ones**



Source : OECD/IEA – 2007.

DIDIER BEUTIER

3. La place à venir du nucléaire

Quelques réflexions sur le cas du nucléaire et la manière dont l'augmentation de la consommation des grands pays émergents peut modifier la situation telle qu'elle est aujourd'hui. A l'heure actuelle, les ressources conventionnelles totales d'uranium se situent autour de 14,75 millions de tonnes. Si l'on ajoute à ce chiffre les ressources non conventionnelles, on obtient entre 15 et 25 millions de tonnes supplémentaires. Les réserves assurées (4,75 Mt) permettent déjà d'assurer à elles seules environ 85 années de production. Géographiquement, les ressources d'uranium sont bien réparties. Le Canada, l'Australie et le Kazakhstan sont les principales puissances dans ce domaine. En termes d'exploration, on n'est pas encore au niveau du pétrole, il reste un potentiel de découverte largement plus important.

Malgré une hausse sensible du prix de l'uranium, les centrales nucléaires restent compétitives, car le coût du combustible est largement inférieur à celui des centrales au gaz ou au charbon. L'uranium ne représente que 10% du prix total de l'électricité. Dans la production nucléaire mondiale, l'Union européenne pèse plus que les États-Unis ou l'Asie, même si les États-Unis restent un pays pilote. La Corée du Sud est en pleine expansion. Les mises en service de centrales seront

à l'avenir – d'ici à 2020 – plutôt asiatiques. Ces pays ont mis en place des programmes nationaux d'envergure – notamment en Chine, en Inde et en Russie. De manière intéressante, les centrales américaines ne vont pas s'arrêter malgré leur ancienneté, car les licences dans ce pays seront probablement reconduites pour 20 ans. Au total, les nouveaux programmes annoncés produiront plus de 6000 GW par an et nécessiteront donc autour de 900000 tonnes d'uranium. La hausse du prix de l'uranium provient surtout des stocks, qui commencent à diminuer. La production minière doit augmenter de manière importante, ce qui nécessite un effort d'investissement conséquent.

Passons au cas de la **Chine**. Les ressources estimées de ce pays sont autour de 70000 tonnes, alors qu'en 2006, ses besoins étaient d'environ 1500 tonnes par an. En 2020, les besoins de ce pays seront de près de 8000 tonnes par an. La production de la Chine n'étant que de 800 tonnes par an, une solution doit être trouvée. Ce pays cherche actuellement un accès en Australie, recherche qui a débouché sur un accord gouvernemental en avril 2006 et à des participations financières du groupe Sinosteel – qui conduiront à des productions à partir de 2010. Un accès est aussi recherché au Niger : deux projets de décrets ont été formulés par le gouvernement nigérien en juillet 2006, visant à permettre à CNUC¹ et Trendfield d'exploiter deux mines – peut-être en 2010. Enfin, une compagnie minière a été créée en août 2006 par la China Guangdong Nuclear Power.

L'**Inde** est un cas différent. Ne faisant pas partie du traité de non-prolifération, elle mène une politique d'indépendance technologique et d'autoproduction totale. Elle ambitionne de produire 40 GW nucléaires en 2030, soit 5% de la production électrique mondiale. Ses ressources en uranium sont de 61000 tonnes, et ne peuvent alimenter plus de 10 GW, d'où le développement de surgénérateurs et de la filière Thorium. L'ouverture diplomatique, si elle se confirme, permettra à l'Inde d'accélérer son programme nucléaire et d'importer de l'uranium.

Ces deux pays émergents ont un impact important sur le marché de l'énergie nucléaire. Depuis trois ans, leur effet se situe surtout sur le coût des matériaux (acier, cuivre) et des sous-traitants de l'ingénierie. Quelle que soit la filière (charbon, nucléaire, gaz), la hausse totale depuis 2005 varie de 15 à 30% dans les devis de centrales électriques. Un deuxième effet apparaît dans les anticipations des consommateurs d'uranium, chez qui se développent des inquiétudes à l'égard des ressources disponibles futures. A moyen terme, la concurrence sur le marché international des réacteurs va s'accroître, avec des acteurs s'appuyant sur leur marché national (Russie, Corée du Sud, Chine...).

Tout laisse à penser que la motivation de la Chine et de l'Inde pour le nucléaire

1 China Nuclear Uranium Corporation (CNUC)

va se renforcer plutôt que diminuer dans les deux prochaines décennies. Ces pays vont connaître une croissance forte des besoins en électricité. Par ailleurs, les difficultés d'accès au pétrole et au gaz, le besoin de lutter contre le changement climatique et les ambitions technologiques et politiques de ces pays ne peuvent qu'abonder dans ce sens. D'ores et déjà, ce n'est pas la capacité financière qui freine. Au regard de leur développement économique rapide, les rythmes de mise en service prévus par l'Inde et la Chine (2 GW par an pour le premier, 4 pour le second d'ici 2020) sont envisageables

Faut-il avoir peur des entreprises des pays émergents ?

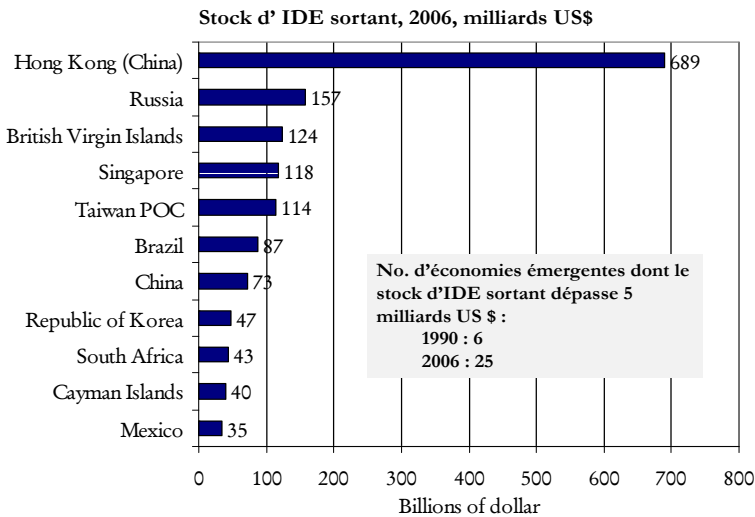
Les grands émergents jouent un rôle croissant sur les flux d'investissements directs (IDE). Autrefois confinés à des flux « nord-sud » visant à capter de grands marchés, et plus ou moins protégés, ces flux sont de plus en plus stratégiques et désormais plus symétriques. Ces dernières années, les grandes firmes du sud comme les entreprises chinoises, indiennes ou brésiliennes ont été de redoutables challengers dans des acquisitions plus ou moins hostiles et elles semblent devenir des concurrentes sérieuses à l'échelle mondiale dans certains secteurs.

Quels sont ces glissements de flux et de rapports de force à l'échelle macro-comme micro-économiques ? Quelles sont les évolutions auxquelles on peut s'attendre dans les prochaines années et notamment jusqu'où les entreprises des grands pays émergents resteront des acteurs marginaux ou bien de plus en plus centraux et sur quels marchés ou secteurs ? Quelles sont les stratégies d'adaptation des firmes des pays développés face à ce qui semble bien être une nouvelle donne mondiale ?

1. L'internationalisation des entreprises des économies émergentes

L'internationalisation des entreprises des économies émergentes est un phénomène récent, mais qui a pris rapidement de l'ampleur. Aujourd'hui, certaines de ces entreprises sont devenues des *leaders* mondiaux dans leur secteur, ce qui remet en cause, dans une certaine mesure, la hiérarchie des firmes multinationales.

Principaux pays d'origine des entreprises des pays émergents



Source : World investment Report 2007.

Le phénomène est, en effet, bien réel dans les statistiques et a pris une ampleur considérable dans les années 1990, notamment en Asie. Aujourd'hui, 61 des entreprises des économies émergentes figurent dans le classement des 500 plus grandes firmes mondiales, publié par le magazine *Fortune*.

Ces firmes sont également *leaders* dans leur secteur, à la fois dans le secteur primaire, l'industrie manufacturière, et les industries de services. C'est notamment le cas d'Arcelor Mittal. Toutefois, il reste difficile d'identifier la nationalité même de ces firmes, compte tenu des participations multiples.

1 Auteur notamment du World Investment Report 2007, Transnational Corporations, Extractive Industries and development, New York & Geneva, United Nations, October 2007

Enfin, les grandes firmes des pays émergents sont devenues très actives au niveau international dans des secteurs stratégiques, notamment dans les domaines du gaz et du pétrole, et ont étendu leur influence sur le continent africain.

Une caractéristique de ces firmes reste à noter : elles sont, pour une part non négligeable, contrôlées par des gouvernements ou prennent la forme de grandes entreprises familiales. Ce qui pose la question de leur gouvernance.

Nombre d'entreprises de pays en développement figurant parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales

Country	1995	2000	2005	2006
Brazil	5	3	5	6
China	1	3	7	8
Hong Kong, China	4	2	3	4
India		1	4	5
Korea, Rep. Of	13	11	15	16
Kuwait			1	
Mexico		4	6	6
Russia		2	7	7
Saudi Arabia			1	1
Singapore			1	1
Thailand			1	1
Turkey	1		2	1
Tawain, Prov. of China			3	4
South Africa				1
Total developing	24	26	56	61
United States	139	189	167	160
Japan	150	100	75	68
France	38	38	40	41
Germany	36	37	37	40
United Kingdom	34	31	36	32
Canada	13	20	18	19
Netherlands	13	14	13	15
Switzerland	13	11	12	12
Italy	11	9	9	9
Australia	9	6	9	9
Spain	7	6	9	9
Sweden	6	5	6	7
Belgium	3	3	6	6
<i>Other developed countries</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>7</i>	<i>12</i>
Grand Total	500	500	500	500

Des entreprises émergentes leaders dans leur secteur

Rank	Manufacturing				
	Automotive	Chemical	Electronics	Petroleum refining	Steel
1	General Motors Corp.	BASF AG	Siemens AG	Royal Dutch Shell PLC	Arcelormittal
2	Daimler AG	Dow Chemicals Company	Hitachi Limited	Exxon Mobil Corp.	Toyota Tsusho Corp.
3	Toyota Motor Corp.	Bayer AG	ABB Limited	Royal Dutch Shell	Nippon Steel Corporation
4	Ford Motor Company	El Du Pont De Nemours	HERAEUS HOLDING GMBH	BP PLC	Posco
5	Volkswagen AG	Sabie	Kyocera Corp.	Chevron Corp.	JFE Holdings
6	Honda Motor Company Limited	Lyondell Chemical Company	Danaher Corp.	Total SA	Companhia Vale Do Rio Doce SA
7	Nissan Motor Company Limited	Mitsubishi Chemical Holdings Corp.	Samsung	Conocophillips	Baoshan Iron & Steel Company Limited
8	Peugeot SA	Hanwha Corp.	Omron Corp.	Sinopec Corporation	JFE Shoji Holdings
9	Hyundai Motor Company Limited	Akzo Nobel NV	Agilent Technologies Inc	ENI	United States Steel Corp.
10	Fiat	Linde AG	Agfa-Gevaert	Valero Energy Corp.	Nucor Corp.
11	BMW AG	Air Liquide R	Invensys PLC	Petrochina Company Limited	Kobe Steel Limited
12	Renault SA	Sumitomo Chemical Company Limited	Toshiba TEC Corp.	Gazprom Inc	Noble Group Limited

Source : World investment Report 2007.

NICOLAS VÉRON

2. Les entreprises des économies émergentes

Avant tout, il faut noter que le classement de ces firmes multinationales se fait sur la base de leur capitalisation ; le classement pourrait donc être influencé par une bulle. Ensuite, la montée en puissance relative des multinationales émergentes se fait davantage au détriment des firmes américaines que des firmes européennes.

Faut-il avoir peur cependant des entreprises des économies émergentes ? Il existe aujourd'hui, dans l'économie mondiale, des déséquilibres macroéconomiques qui contribuent au phénomène observé. Les grandes firmes des économies émergentes ont pour origine des pays où l'épargne est forte (la Chine et l'Asie orientale notamment). L'inquiétude relative à l'émergence de ces firmes provient en partie du fait que ces déséquilibres ne sont pas soutenables sur le long terme. Il existe donc un risque économique et aussi, potentiellement, un risque politique lié à l'émergence rapide de ces firmes.

L'un des risques majeurs soulevés à ce propos est la perspective d'une instru-

mentalisation des firmes et fonds d'Etat pour des motifs non économiques, correspondant à un phénomène d'intrusion du politique. Toutefois, il existe des forces contraires et on observe peu d'exemples d'entreprises d'Etat ayant investi pour des motifs apparemment politiques (on peut noter toutefois la tentative d'investissement de la part d'une banque russe dans le capital d'EADS). De surcroît, les prises de position agressives dans des industries stratégiques ne sont pas viables, car les pays européens possèdent dans ces secteurs de solides défenses comme l'a d'ailleurs illustré le cas d'EADS.

En ce qui concerne les industries extractives, la visée géopolitique des émergents n'est pas non plus évidente. Les entreprises, ou fonds d'Etat, s'autonomisent souvent de leur gouvernement, et sont fréquemment gouvernées par des dynamiques internes.

En réalité, les grandes entreprises des pays émergents tendent un véritable miroir à nos entreprises, ce qui a conduit à une réaction forte des corps politique et social français : doit-on autoriser une firme indienne à prendre possession d'une firme française ? Quelle distinction y a-t-il entre l'intérêt de la France et celui des sociétés françaises ? Si on regarde les cent premières firmes européennes, on constate que la part de leur activité réalisée dans leur pays d'origine baisse considérablement avec une tendance à l'eupéanisation, ce qui signifie que leurs intérêts propres tendent mécaniquement à se dissocier de l'intérêt national.

ALAIN RICHEMOND

3. Le cas de l'acier

Il faut faire attention lorsque l'on évoque les conséquences du décollage des émergents car, historiquement, le décollage du Japon faisait peur également. Il existe des contreparties à l'accès aux pays émergents et les flux de commerce et d'investissements sont croisés. La nouveauté intéressante provient de l'émergence d'un capitalisme familial qui bouscule les chaînes de valeur.

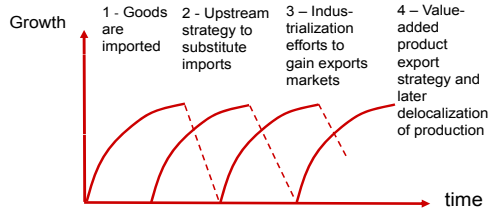
Dans un monde global et interdépendant, les avantages compétitifs ont une durée de vie de plus en plus courte. Le pouvoir de marché et les avantages comparatifs se modifient de plus en plus rapidement (Financial Times : Bhagwati). Ensuite, la course à la taille mondiale s'accélère. Puis trois qualités s'imposent pour expliquer la victoire des « entrepreneurs » comme Mittal ou Tata : adaptation, flexibilité et rapidité. A ceci s'ajoute le phénomène d'une chaîne de valeur de plus en plus intégré : mines, aciers, distribution, transformation. Il faut alors faire face à un degré de concentration plus élevé en amont et en aval (comme l'automobile) pour défendre les marges. Le *leader* mondial devient alors celui

Sur ce plan, le modèle de croissance internationale de la Chine s'apparente à celui du Japon

La croissance en vol d'oies sauvages (Akamatsu)

Le modèle de développement international de la Chine comporte des similitudes avec celui du Japon, de la Corée ou de Taïwan.

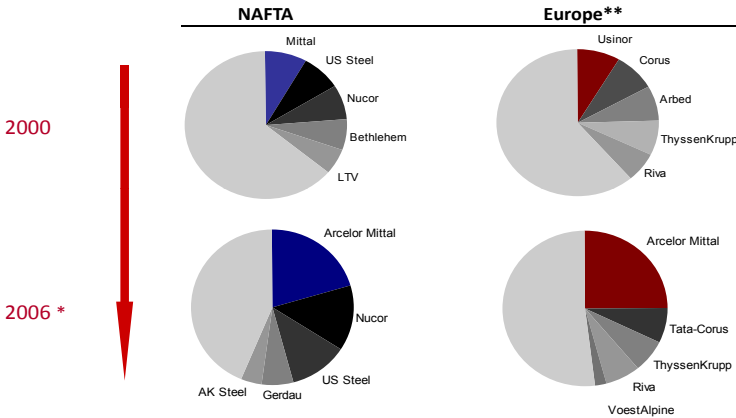
Flying geese model



Dans l'industrie automobile (à fort contenu d'acier) ce que le Japon a réalisé en 20 ans, la Corée l'a fait en 10 ans et la Chine compte le faire en 5 ans.

Source : ArcelorMittal.

En conséquence, dans les pays développés, le processus de consolidation s'est accéléré y compris avec des acteurs de pays émergents



* ArcelorMittal based on IISI crude steel production data for 2005

** EU, CEE and Ukraine

Source : ArcelorMittal.

qui a la capacité de donner la priorité aux prix avant les volumes. Ceci impose alors d'acquérir la taille critique nécessaire pour éviter le cycle infernal des excès de capacité et des chutes de marges.

La demande d'acier dans le monde a très fortement augmenté avec le décollage des économies émergentes. On estime que les émergents seront responsables des 2/3 de l'accroissement de la demande mondiale d'acier sur la période 2006-2015. Sur un total dans le monde de 580 Mt en 2007, les pays BRIC représentent 390 Mt soit 67% du total. La consommation d'acier devrait continuer à croître à un rythme moyen annuel de 2% dans les pays de l'OCDE et de 9% dans les pays émergents. Ce phénomène a généré un mouvement de consolidation et de concentration au niveau mondial, et les firmes du secteur sont redevenues rentables.

En Chine, la spécialisation dans les produits à fort contenu en acier s'est faite en trois étapes : (1) entre 1995 et 2005, le pays a adopté une stratégie de substitution d'importations ; (2) le pays devient exportateur net d'acier ; (3) la Chine accélère ses exportations de produits à fort contenu en acier. Il est à noter que les firmes chinoises du secteur de l'acier commencent à jouer un rôle majeur au niveau mondial, alors que les *joint ventures* ont permis des transferts de technologie.

DOMINIQUE KRAUT

4. Le cas de la société chinoise ZTE

L'entreprise ZTE est une firme chinoise du secteur de la téléphonie, cotée aux bourses de Shenzhen et de Hong Kong. Il s'agit d'une entreprise privée dont plus de 50% du capital est flottant. ZTE est la plus grande entreprise chinoise cotée de solutions télécom et bénéficie d'une grande notoriété en Chine et dans la plupart des pays émergents comme par exemple en Inde. Elle compte à ce jour plus de 60000 salariés (elle en comptait 30000 en 2006) dont 10000 travaillent hors de Chine.

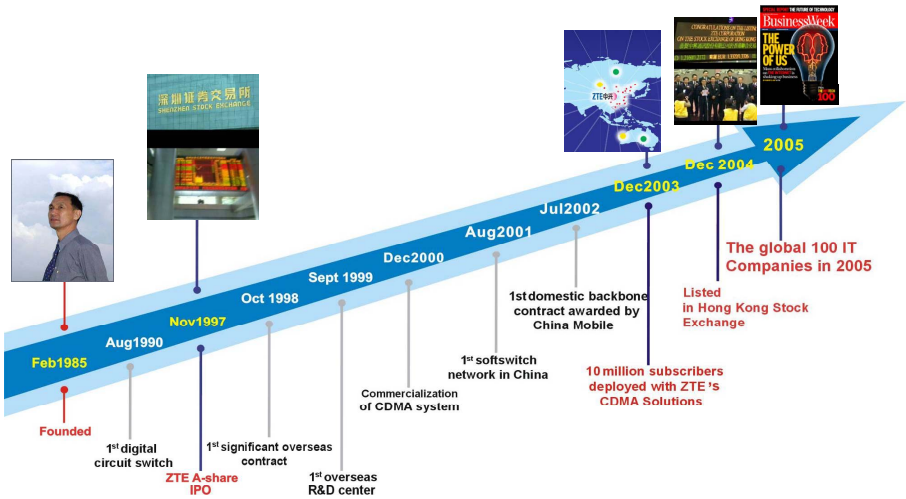
Pour 2008, le groupe a annoncé un chiffre d'affaires de US\$ 6,49 milliards ce qui représente une hausse de 27,4% par rapport à 2007. Il est à noter que la part réalisée à l'export ne cesse d'augmenter et atteint désormais 60%.

Le groupe est présent mondialement et fournit ses produits et solutions à 500 opérateurs dans 140 pays. Un des atouts du développement d'une société comme ZTE est sa puissance dans le domaine de la R&D et ZTE possède 15 centres de par le monde et leur dédie le tiers de ses effectifs.

Ceci a pour résultat le dépôt par ZTE de 17000 brevets au plan national ou international, la plupart étant des brevets associés à des droits de propriété intellectuelle, notamment dans la sécurité des réseaux et la transmission optique. ZTE est membre de plus de 70 organisations internationales de normes ou standards et coprésident de deux groupes de travail de la section télécommunications de l'UTI (ITU-T en anglais).

ZTE s'est développé en Europe à partir de 2004 et emploie aujourd'hui 600 personnes dans 33 bureaux de représentation. Et afin d'être au mieux à l'écoute des besoins spécifiques de ses clients occidentaux, ZTE a décidé d'installer le siège de la division couvrant l'Europe et l'Amérique du Nord, en France, à Boulogne Billancourt.

Development Path



Source : ZTE Corporation. All rights reserved.

Le risque « pays émergent » a-t-il disparu ?

« Pays émergent » a longtemps rimé avec crise financière. De la crise de la dette des années 1980 jusqu'à la grande crise asiatique de 1997-1998, ces pays semblaient condamnés à subir des crises périodiques. Depuis 2001, les primes de risque sur ces pays se sont fortement réduites ainsi que leur volatilité. Est-ce un phénomène purement conjoncturel ou a-t-on assisté à un changement plus structurel comme certains économistes l'avancent ?

S'agit-il notamment d'un changement structurel global tenant à une nouvelle configuration des (dés)équilibres financiers et monétaires à l'échelle mondiale ? S'agit-il d'un changement des comportements tant dans les pays développés que dans les pays émergents eux-mêmes sous l'effet notamment d'un effet d'apprentissage des crises du passé ? S'agit-il pour les grands pays émergents d'un effet de taille ? Y a-t-il enfin un glissement vers la gestion du risque essentiellement micro-économique et quels sont les nouveaux outils pour s'en prémunir ?

Post-scriptum : les conclusions de ce séminaire n'augurent bien sûr rien de ce qui va advenir à l'issue de la crise actuelle. Celle-ci met en évidence leur forte dépendance à l'égard des marchés des pays développés mais aussi, semble-t-il, pour certains d'entre eux une meilleure capacité à gérer les situations de crise.

1. L'évaluation du « risque émergent » en février 2008

La crise liée à la montée des défauts sur les prêts hypothécaires *subprime* aux États-Unis en août 2007 et au tarissement des marchés de crédits qui s'en est suivi, a pour origine les pays développés, contrairement aux crises des années 1980 et 1990. Les pays en développement n'en ont dans l'ensemble pas été victimes. En effet, ils ont été, depuis une dizaine d'années, à l'origine d'excédents massifs de balance des paiements courants et ont accumulé d'importantes réserves, sans que leurs banques se soient engagées dans l'offre de produits financiers risqués. Cela pose la question du caractère structurel ou non de cette résistance des économies émergentes et de leur capacité à soutenir la croissance mondiale en cas de ralentissement durable dans les économies « avancées ». En d'autres termes, les pays émergents sont-ils dorénavant découplés des cycles conjoncturels des économies « avancées » et notamment des États-Unis ?

Dans la dernière période, l'économie mondiale a cru à un rythme tendanciel de 5% par an et les pays émergents ont représenté presque la moitié de la croissance mondiale. Un ralentissement durable de l'activité dans les pays « avancés » n'aurait alors qu'un impact limité sur la croissance mondiale. Ce raisonnement comptable est pourtant trop simpliste. Deux canaux de transmissions sont, en effet, susceptibles d'affaiblir la croissance des pays émergents.

Le premier est celui des flux de capitaux privés, dont les pays émergents sont toujours importateurs nets. Le second est celui des flux commerciaux. Cela renvoie au débat sur l'autonomisation de la croissance des pays émergents vis-à-vis des importations américaines. L'approfondissement de l'intégration commerciale au sein de la région asiatique ne doit en effet pas faire oublier l'importance du marché américain et des importations américaines de produits finis pour ces économies.

Par ailleurs, les demandes internes des pays émergents ne représentent que 20% des demandes internes mondiales (5% seulement pour la Chine). Les politiques dirigées vers leur demande intérieure n'auront donc que des effets limités.

De cette séance, on peut dégager quatre conclusions importantes. Tout d'abord, une privatisation des risques, avec un passage de risques souverains à un risque « corporate ». On peut ensuite remarquer que les pays émergents ont des surplus de la balance courante mais sont importateurs de capitaux car leurs marchés financiers domestiques sont fragiles. Ce dernier point représente un défi de développement pour l'avenir. Les marchés financiers internationaux analysent ainsi les faiblesses des pays émergents. Les BRICs vont croître grâce à leurs

fondamentaux puissants, mais plusieurs risques domestiques persistent. Enfin, il faut souligner que la crise financière dans les pays développés est sérieuse, car c'est la crise d'un système, celui de la titrisation excessive.

PIERRE CAILLETEAU

2. L'évolution du risque souverain

On distingue généralement le risque souverain, c'est-à-dire la capacité des États à rembourser leurs dettes, du risque pays, lié à la différence pour une entreprise entre opérer dans un pays risqué ou un pays non risqué. Une troisième catégorie peut être distinguée aujourd'hui, liée à la cyclicité économique et financière prononcée des pays émergents du fait de leur croissance rapide. On peut la considérer comme une version atténuée du risque pays.

Le risque souverain s'est amélioré car les États ont augmenté leurs actifs liquides. Le risque pays, dans sa version initiale, s'est aussi amélioré avec la diffusion de bonnes pratiques de gouvernance et l'émergence d'entreprises multinationales ayant des actifs à l'étranger et ayant donc à souffrir de l'imposition de barrières aux échanges avec le reste du monde. Par contre, le risque pays, dans sa version atténuée, a augmenté à cause des difficultés associées au rattrapage économique rapide (bulles, intégration économique et financière...).

Que sait-on aujourd'hui sur le risque souverain ?

- Du côté des liquidités, l'accumulation de réserves de changes par les pays émergents apparaît comme une assurance contre le risque. Cela se double d'une posture intellectuelle d'amélioration des risques.
- L'intégration économique et financière s'est beaucoup approfondie, à l'exemple des pays d'Europe centrale et orientale.
- Connaître le solde du compte courant n'est pas suffisant : il faut analyser la structure des financements, seule à même de renseigner sur la nature et la vulnérabilité des financements.
- « La libéralisation financière finit souvent dans les larmes. »
- Il vaut mieux s'endetter en monnaie locale qu'en devise.

Un certain nombre de questions liées au risque restent cependant sans réponse aujourd'hui.

On ne sait pas :

- distinguer ce qui est cyclique de ce qui est conjoncturel ;
- mesurer les phénomènes de contagion *ex-ante* ;
- résoudre les crises ;
- mesurer le risque politique.

3. La mesure du risque économique

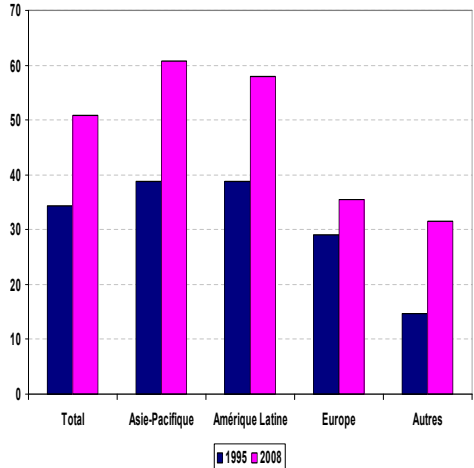
L'analyse du risque économique chez Groupama Asset Management se fait à partir de méthodes quantitatives élaborées. Le risque économique est évalué pour 33 pays à partir de six variables macroéconomiques : la balance du compte courant et les flux d'investissements directs étrangers, le solde budgétaire, les investissements de portefeuille, la dette extérieure, l'inflation et la différence entre croissance du PIB et taux d'intérêt courts. Il est alors possible d'attribuer un score à chaque pays, qui mesure sa distance par rapport à la frontière du risque. Ce score mesure un risque, et non pas une probabilité de crise.

L'évolution de ces six indicateurs entre 1995 et 2008 apporte plusieurs éléments. On enregistre d'abord une amélioration de la balance du compte courant et du solde budgétaire dans la plupart des pays. L'inflation a, elle aussi, baissé dans presque tous les pays. Enfin, la dette publique s'est réduite sur la période. Ceci a conduit à une amélioration du score de risque calculé par Groupama Asset Management, de 30 en moyenne en 1995 à 50 en 2008. Cette amélioration est particulièrement sensible pour les pays asiatiques et dans une moindre mesure pour les pays d'Amérique latine. La situation de l'Europe émergente est plus contrastée, avec des dégradations des scores des pays baltes, de la Hongrie, de la Turquie, de l'Islande et de la Roumanie. Enfin, la situation de l'Afrique du Sud s'est dégradée. Il est ensuite possible de cartographier la situation des différents pays étudiés, et de les regrouper en huit catégories en fonction de leurs scores respectifs dans les différentes catégories.

La réalisation de différents risques affecterait différemment les régions du monde. Les pays moins affectés par un ralentissement seraient ceux d'Asie et d'Amérique latine. En cas de baisse des prix des matières premières, la Russie, l'Amérique latine et l'Indonésie seraient les plus touchés. Enfin, une remontée de l'aversion pour le risque des investisseurs étrangers toucherait en priorité l'Europe émergente et les pays à forts déficits courants.

Evolution du risque entre 1995 et 2008

Comparaison de la mesure du risque des pays émergents en 1995 et 2008

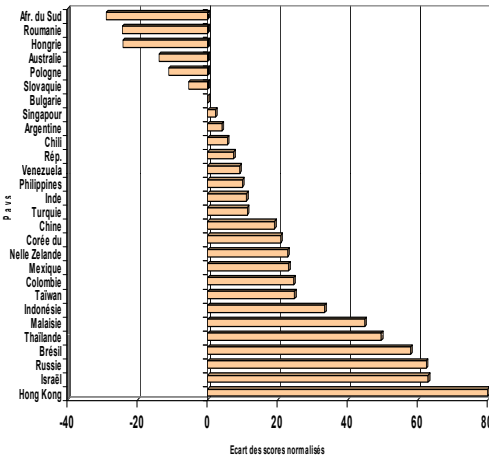


Source : Groupama Asset Management. Tous droits réservés.

- Dans l'ensemble, la situation économique des 28 pays s'est améliorée en 2008 par rapport à leur situation en 1995,
- La hiérarchie est maintenue,
- L'amélioration est très nette pour les pays d'Asie,
- L'amélioration est également sensible pour les pays d'Amérique Latine,
- L'amélioration est beaucoup moins importante pour les pays d'Europe.

Evolution du risque entre 1995 et 2008 (2)

Evolution du risque relatif entre 1995 et 2008



- L'amélioration est très nette pour Hong-Kong, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et Taiwan,
- L'amélioration est également sensible pour le Brésil, la Colombie ou le Mexique. L'amélioration est moindre pour l'Argentine,
- A l'inverse, la situation s'est détériorée entre 1995 et 2008 pour 6 pays, dont 4 pays de la zone Europe émergente (Roumanie, Hongrie, Pologne, Slovaquie). La situation de la Bulgarie est restée stable sur la période.

Source : Groupama Asset Management. Tous droits réservés.

4. La crise globale et les émergents

Nous sommes dans un contexte de crise importante dans les pays occidentaux, pouvant déboucher sur une croissance faible durant un certain temps. Dans ces conditions, les pays émergents seraient le nouveau refuge des investisseurs et leur croissance pourrait compenser le ralentissement occidental. Cette vue naïve est contredite par la réévaluation de la gravité de la crise et la chute concomitante des bourses occidentales et émergentes en janvier 2008, après l'afflux de capitaux dans les pays émergents au début de la crise, au cours de la seconde moitié de l'année 2007. Le pronostic a été confirmé par la généralisation de la crise au monde entier à partir d'octobre 2008. Une vue comparative apparaît plus pertinente : les pays émergents semblent moins touchés aujourd'hui que lors des dernières récessions américaines. En particulier, en 2001, les firmes asiatiques (Corée, Taiwan, Hong Kong, Malaisie) sortaient de la crise asiatique et étaient encore endettées, ce qui avait entraîné une récession violente. Cette année, la baisse de la demande américaine, et donc le ralentissement des exportations, peut être mieux combattue par la demande interne grâce à des budgets excédentaires ou en équilibre et par des réserves de change abondantes. Cependant, la contraction du commerce mondial est sévère et l'approfondissement de la crise financière provoque d'importants retraits de capitaux qui étaient investis dans les pays émergents.

La hausse des flux entrants de capitaux en 2007 fait peser des risques communs à tous les BRICs (Brésil, Russie, Inde et Chine). Cela a entraîné une hausse des valorisations boursières et immobilières, dépassant toute estimation raisonnable de la croissance. D'autre part, ces flux de capitaux ont poussé à l'appréciation accélérée des taux de change, que les banques centrales essaient de maîtriser au prix d'une expansion monétaire difficile à stériliser. L'inversion du mouvement a donc produit de violents mouvements de change en Corée, en Europe de l'Est, en Russie par exemple, qui mettent les systèmes bancaires de ces pays en difficulté.

4.1. La Chine

Contrairement aux autres pays asiatiques encore fragilisés par la crise de 1997, la croissance chinoise a été peu affectée par la récession de 2001. La solde extérieur a augmenté jusqu'à 11% du PIB chinois, mais sa contribution à la croissance n'est que de 8%. Une disparition de l'excédent extérieur ne baisserait la croissance chinoise que de 1%. La Chine semble donc convenablement protégée.

¹ Texte revu en janvier 2009 par l'auteur.

gée contre une récession aux États-Unis ou un fort ralentissement en Europe. La hausse des revenus salariaux, et donc la hausse de la consommation de détail et de la demande interne, soutiennent la croissance.

L'économie chinoise souffre cependant de plusieurs déséquilibres internes. Tout d'abord, l'inflation des prix fonciers est dangereuse, soutenue par l'afflux de 14 millions de migrants en ville chaque année. La crise immobilière a éclaté et la chute de la construction a entraîné toute l'industrie lourde. Il est donc nécessaire d'accélérer la construction et de décourager la spéculation sur les logements de luxe. Le second risque interne est lié à la spéculation boursière, soutenue par l'entrée des comptes individuels et les achats croisés d'actions des entreprises. Elle a gonflé artificiellement les profits des entreprises cotées (les plus-values représentent 30% des profits). Une forte correction boursière a donné un coup de frein à la dépense intérieure. Enfin, l'inflation sur le marché des biens et services a été forte (6,5% par an), mais limitée à un groupe étroit de produits alimentaires (les prix des produits alimentaires ont augmenté de 17%). Elle a reflué très vite au second semestre 2008.

La mise en place d'une politique monétaire restrictive a combattu avec succès l'inflation. Son reflux a ensuite permis à la banque centrale de renverser son orientation restrictive en baissant à la fois le taux d'intérêt directeur et le taux des réserves obligatoires. Dans la même perspective, la politique de change a été mobilisée parce que la Chine a supporté la dépréciation forte et rapide de nombreuses monnaies asiatiques (Taiwan, Corée, Singapour, Malaisie et Inde) et d'autres pays émergents. La Chine a donc abandonné le panier de devises que suivait le yuan et qui provoquait son appréciation régulière vis-à-vis du dollar, pour s'y reconnecter de manière à limiter son appréciation en termes de taux de change effectif.

Enfin, la vulnérabilité des banques chinoises aux crédits titrisés à risques est faible, et leur exposition au risque *subprime* l'est également. Les banques sont donc en bonne position pour financer le plan de relance décidé par le gouvernement fin 2008.

De plus, en devenant des sociétés par action, les banques chinoises ont largement amélioré leur transparence, avec la divulgation régulière de leurs comptes. On ne connaît cependant pas grand-chose des systèmes de contrôle interne.

4.2.L'Inde

La croissance indienne a été soutenue par l'augmentation du taux d'investissement de 31% à 37% du PIB ces cinq dernières années. Mais le besoin d'investissements dans les infrastructures est bien plus important (492 milliards de dollars d'ici 2012). Il sera donc nécessaire de canaliser les apports de capitaux dans les

financements de long terme.

Par ailleurs, l'inflation accélère en dépit de l'appréciation de la roupie (le taux de change effectif réel a bondi de 7,2% entre mars et novembre 2007), ce qui fait pression sur les profits et érode la compétitivité prix des entreprises indiennes. Malgré cette dégradation de la compétitivité, le déficit courant reste modeste grâce notamment à la progression des revenus de services. Le déséquilibre budgétaire reste lui aussi maîtrisé.

L'économie indienne doit faire face à des risques financiers. La hausse de l'indice boursier est supérieure de 40% au cours des trois dernières années. Couplée à l'appréciation du change et le démantèlement des restrictions sur la propriété étrangère, cela a entraîné une explosion des fusions & acquisitions. Mais les valorisations sur lesquelles ces opérations sont faites impliquent des taux de croissance de long terme incompatibles avec les infrastructures du pays. L'amélioration de l'efficacité des banques publiques et le développement d'un marché obligataire ouvert aux étrangers sont nécessaires au financement de ces investissements.

4.3. La Russie

Le principal risque financier est une entrée massive de capitaux spéculatifs sur les actions et sur les obligations, due à la surévaluation de la bourse de Moscou, aux fortes hausses de profits des entreprises de matières premières et à l'anticipation d'appréciation du rouble à court terme. L'appréciation du rouble fait aussi peser un risque sur l'économie russe. Elle réduit la compétitivité de l'industrie russe et les profits des entreprises. L'insuffisance d'investissements productifs pourrait alors faire échec à la stratégie de diversification de la structure productive du gouvernement russe. Les risques se sont réalisés. La fuite des capitaux étrangers est intervenue à partir d'août 2008.

4.4. L'Europe de l'Est

Plusieurs pays de la région (Bulgarie, pays baltes, Roumanie) sont fragiles et sont lancés dans un endettement inflationniste débridé dans l'anticipation d'un « bail out » par l'UE. D'autres (Serbie, Ukraine) espèrent l'accrochage européen. Ainsi, le durcissement des conditions de crédit depuis août provoque une réévaluation du risque souverain qui est loin d'être terminée. Une grande inquiétude s'est manifestée sur le marché quant à la viabilité de l'endettement externe faisant envisager des interventions de grande ampleur de l'Union européenne et du FMI.

4.5. Le Brésil et l'Argentine

Le Brésil et l'Argentine ont des structures productives fortement dépendantes

des matières premières, ce qui rend la valeur de leurs exportations dépendante des prix mondiaux. Par ailleurs, à 16% au Brésil et 19% en Argentine, leur taux de formation brute de capital fixe (FBCF) est trop faible pour renforcer leur spécialisation.

L'explosion des valeurs boursières (en 5 ans, l'indice boursier a progressé de 320% en Argentine et de 435% au Brésil) souligne leur vulnérabilité aux entrées de capitaux. Les deux pays font enfin face à des difficultés de politique monétaire. Au Brésil, le taux d'intérêt réel est encore de 7% alors que le taux de croissance n'atteint pas 5% et le taux de change effectif réel s'est apprécié de 36% en 5 ans. En Argentine, la forte expansion monétaire liée à l'augmentation rapide des réserves de change pousse l'inflation à la hausse. Toutes ces évolutions se sont retournées en même temps. La différenciation des pays se fait entre ceux dont l'état a les moyens financiers de mettre en œuvre des politiques anticrise et ceux qui ne les ont pas.

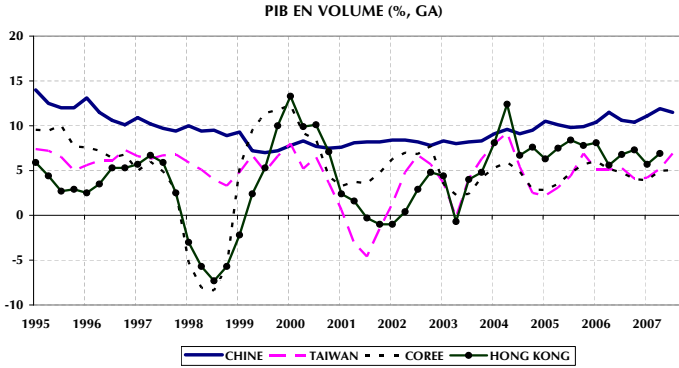
5. Conclusion

L'avenir du recyclage de l'épargne mondiale est une question importante. Les pays émergents financent le déficit courant américain depuis 2000, et cela devrait continuer car ce déficit pourrait rester important. En effet, la réduction des déséquilibres courants américains nécessite une remontée forte de l'épargne des ménages, ce qui entraînerait une récession. La Fed devrait donc tempérer la remontée de l'épargne des ménages.

L'essor des fonds souverains devrait avoir un effet stabilisant, puisque ce sont des investisseurs de long terme, discrets et ayant des horizons permettant de faire jouer les forces de retour vers les valeurs fondamentales. Compte tenu de leur poids, on doit s'attendre à un rééquilibrage des prix des actifs, avec une hausse du rendement des obligations et une baisse de la prime de risque action et du rendement des actions. Cependant, la sévérité de la crise financière est telle que les investisseurs se sont repliés sur les titres d'état. Seules des politiques budgétaires expansives peuvent donc mettre de l'ordre dans le désendettement du secteur privé et rétablir des conditions financières normales.

Le socle de la croissance chinoise

Contrairement aux autres économies de l'Asie de l'Est, la croissance chinoise a été peu affectée dans la récession de 2001



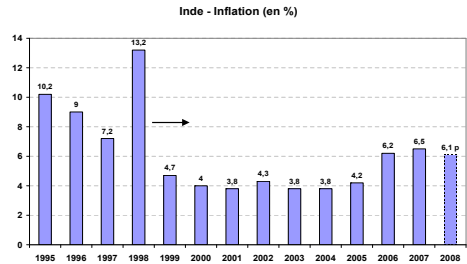
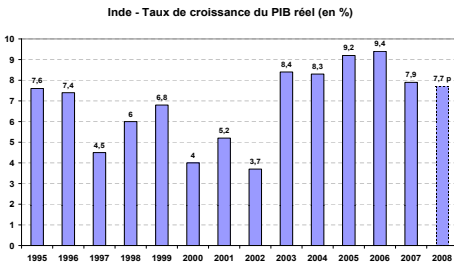
Le solde extérieur est monté à 11 % du PIB, mais sa contribution à la croissance n'est que de 8 %. Sa disparition ferait <1 % de baisse du taux de croissance.

Même en cas de récession US et de fort ralentissement en Europe, la Chine est convenablement protégée des fluctuations de la croissance mondiale

Source : M. Aglietta.

Inde : croissance soutenue et montée des tensions

- Croissance forte grâce à l'augmentation du taux d'investissement de 31 à 37% du PIB dans les 5 dernières années. Mais besoin d'investissement bien + élevé en infrastructures (\$492b d'ici 2012). Il faut donc canaliser les apports de capitaux dans le financement LT.



- Accélération de l'inflation en dépit de l'appréciation de la roupie. Pression sur les profits et érosion de la compétitivité.
- Le taux de change effectif réel a bondi de 7,2% entre mars et novembre 2007.

Source : M. Aglietta.

L'environnement : limite à la croissance dans les pays émergents ?

Les émissions de CO₂ par la Chine ont dépassé en 2007 celles des Etats-Unis. Est-ce soutenable ? Les crises de l'eau se multiplient en Chine mais aussi en Inde et dans la plupart des grands émergents soumis à une forte pression démographique avant même la fin de leur grande transition urbaine. Même la Russie semble confrontée aux défis du développement durable, au moins vis-à-vis du reste de la planète. Un rapport comme celui de Nicolas Stern montre les risques très sérieux pour la planète comme pour ces grands émergents du coût croissant de leur développement rapide.

Qu'en est-il réellement de ces limites ? Le coût de la soutenabilité pourrait-il compromettre la poursuite de leur rattrapage et à quel horizon ? Des solutions existent mais quelles sont-elles, dans quel délai seront-elles mises en œuvre, et avec quel impact économique ? Quel impact cela pourrait-il avoir notamment sur la croissance des économies développées et la stratégie de nos entreprises ?

1. A propos des scénarios OCDE sur la soutenabilité

L'Asie contribue à une pression très forte sur les prix de l'énergie, des métaux, mais le phénomène n'est pas nouveau. Néanmoins la tension reste soutenue sur les marchés de matières premières du fait de la croissance chinoise, et il est important de savoir si cet aspect est compensé par des opportunités plus grandes pour les pays riches, liées à l'accès à un plus grand marché.

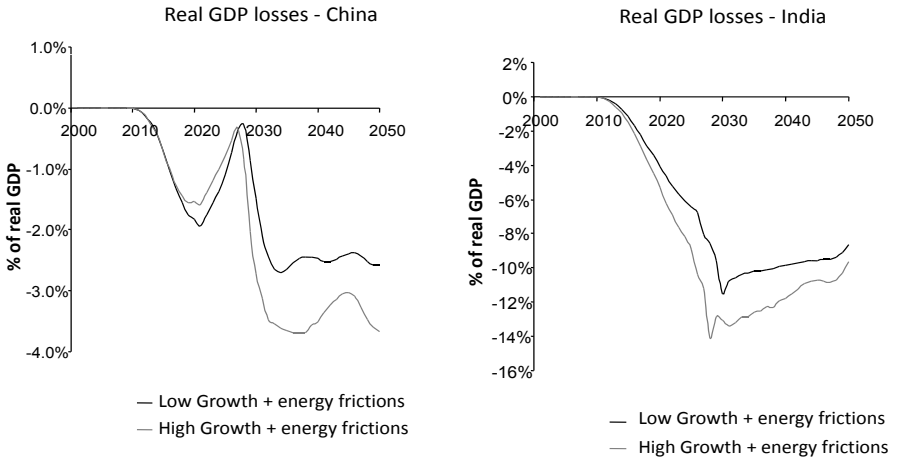
Les différents scénarios élaborés prennent en compte plusieurs dynamiques de croissance de la production chinoise. Il semble que l'impact des prix de l'énergie ne soit pas totalement compensé par une croissance des débouchés, mais ce résultat reste très fragile et dépend grandement des hypothèses. La différence entre la Chine et l'Inde est que la croissance indienne est davantage fondée sur les services. Ceci est important à prendre en compte.

Un point de discussion important aujourd'hui est la sous-évaluation du yuan. Les simulations pour la Chine et l'Inde indiquent une dévaluation de leurs monnaies à l'horizon 2030, ce qui va accroître leur compétitivité industrielle. La raison de cette dévaluation sur le long terme est que l'accroissement des prix de l'énergie doit les conduire à exporter davantage pour équilibrer la balance commerciale, d'où une nécessaire dévaluation.

Il est possible de réaliser d'autres scénarios avec frictions, liés à de mauvaises surprises technologiques. Tout incident non prévu dans le scénario de référence a en réalité un impact très fort. La Chine perd en termes de croissance au moment du choc, puis regagne à moyen terme grâce à des effets d'apprentissage. Un second choc, très violent, intervient ensuite ; il correspond à l'occurrence d'un deuxième choc pétrolier dans le modèle, ainsi qu'à l'inversion de la pyramide des âges dans le pays (forte réduction du taux d'épargne). La Chine se prépare donc à une situation difficile d'ici à une vingtaine d'années. Le scénario de base est donc très fragile, et dépend fortement de la réalisation de ces chocs.

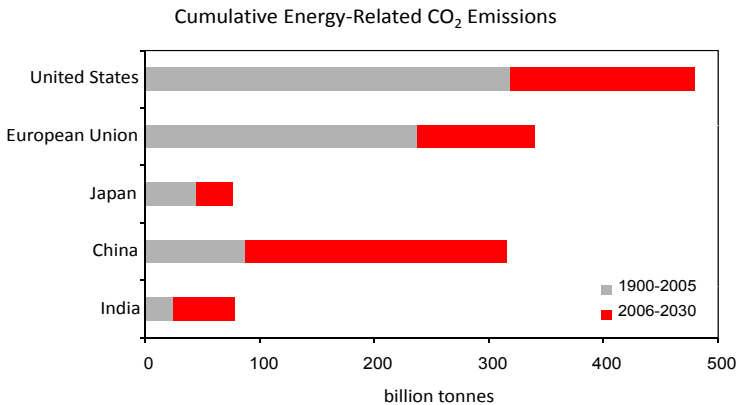
Un des enjeux de la négociation sur le climat provient des émissions. Sur ce point, les prévisions indiquent que 60% de la croissance des émissions entre 2005 et 2030 provient de l'Inde et de la Chine, mais les deux pays restent toutefois bien en deçà des émissions réalisées par les Etats-Unis et l'Union européenne. Il est intéressant de regarder qui gagne et qui perd en termes de PIB en cas d'imposition d'une politique climatique (contrainte carbone unique), par rapport à un scénario de référence sans politique climatique. Les simulations indiquent qu'à long terme (2050), la Chine et l'Inde gagnent grâce à une baisse des prix du pétrole, ce qui joue favorablement sur leur balance commerciale.

Des « bizarreries » à regarder de près



Source : C.I.R.E.D. Unité Mixte de Recherche EMESS et CNRS.

Un des noeuds de la négociation climat : Chine et Inde dans les Emissions Mondiales de CO₂



60% du total des émissions mondiales de CO₂ entre 2005 et 2030 viendraient de Chine et d'Inde

Source : C.I.R.E.D. Unité Mixte de Recherche EMESS et CNRS.

Par contre, les pays de l'OPEP perdent. Mais on observe dans la simulation un gros problème de transition face à l'objectif de réduction de la pauvreté pour les ménages qui ne peuvent supporter un prix du carbone à 30 US dollars.

Il existe donc un chaînon manquant dans le protocole de Kyoto, correspondant à une action immédiate sur les infrastructures. Cette action nécessite par conséquent une réorientation de l'épargne mondiale, ainsi qu'un développement plus autocentré de l'Inde et de la Chine.

GEORGES VALENTIS

2. Les enjeux environnementaux pour une entreprise comme Veolia

Les problèmes environnementaux sont liés à l'eau, l'air, le changement climatique et la mobilité.

Pour ce qui concerne l'eau, les cours d'eau sont pollués en Inde, en Chine et aux Etats-Unis, ce qui pose des problèmes d'approvisionnement ainsi que des problèmes sanitaires. En Chine, la moitié des sept grands bassins hydrauliques sont pollués, ce qui joue sur la santé des paysans ainsi que sur la production et la richesse. Deux tiers des villes chinoises enfin souffrent de problèmes de pénurie d'eau. En Afrique aussi, certaines sources sont polluées par les déchets.

Il est possible de suivre quelques pistes pour préserver les ressources, en suivant la hiérarchie environnementale :

- préservation de l'eau, en améliorant notamment la gestion des déchets et des pollutions. Il y a deux ou trois décennies encore en Europe, la réglementation quant à la gestion des déchets était quasi inexistante ;
- lutte contre le gaspillage, ce qui pose la question de la tarification. Il est possible et souhaitable de mettre en place une tarification sociale, de manière à prendre en compte la pauvreté ;
- recyclage de l'eau ;
- production à partir de l'eau de mer.

La pollution de l'air et le changement climatique sont également des enjeux majeurs. Toutes ces formes de pollution nécessitent de réaliser des innovations technologiques majeures, ainsi que de développer des services adaptés.

En ce qui concerne enfin la mobilité, trois aspects sont à prendre en compte : le temps perdu dans les embouteillages, les difficultés d'accéder à un bassin large d'emploi et la pollution accrue en raison des conditions de circulation. Quel est l'impact net sur le PNB et quelles sont les solutions novatrices à mettre en œuvre pour répondre malgré tout à la demande croissante de mobilité ? Dans notre

cas, nous travaillons sur des innovations dans les services avec, par exemple, « Praxitèle », un système de transport collectif sur mesure.

ANDRÉ DOUAUD

3. Le cas de l'automobile

Du côté des consommateurs, le parc automobile des pays de l'OCDE est saturé alors que celui du reste du monde est convexe. Une grande partie du parc motorisé dans les pays en développement est constitué de deux-roues. Un des enjeux est donc de savoir s'ils vont rester à du deux-roues ou modifier leurs préférences vers davantage d'automobiles.

Du côté des producteurs, les Etats-Unis restent en tête, devant l'Union européenne et l'Asie Pacifique. Depuis 2002 on note une accélération du nombre de véhicules produits, avec seulement un million de véhicules hybrides et *flex fuel* mis sur le marché, surtout au Brésil. Chez les nouveaux producteurs, la Chine a rapidement accru sa capacité de production automobile, ce qui n'est pas le cas de l'Inde.

Cette accélération en termes d'équipement automobile contribue à soulever des questions en termes de pollution de l'air notamment. En France, les premières normes anti-pollution ont été mises en place dans les années 1970, et les émissions polluantes des véhicules ont été considérablement réduites aujourd'hui grâce notamment à la mise en place des normes « euro 4 » sur les nouveaux véhicules, bientôt suivies des normes « euro 5 » et « euro 6 ». L'objectif est une neutralité du carburant à l'horizon 2015.

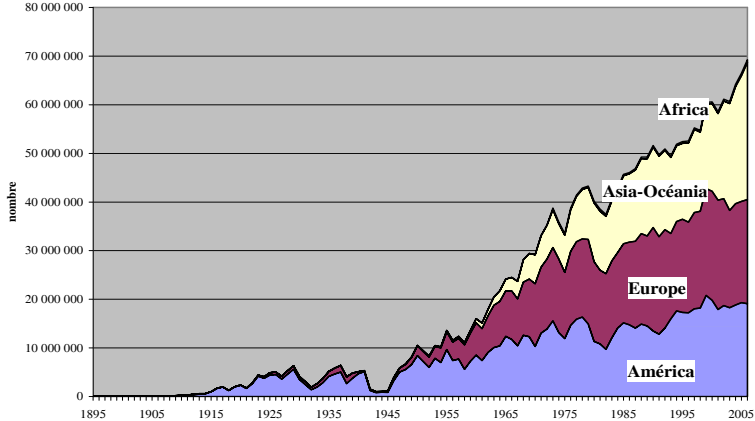
Du côté des pays en développement, malgré un retard à l'allumage, on prévoit une application des normes « euro 4 » d'ici à 2010-2015. Le problème n°1 dans ces pays est l'âge du parc, et aussi la mauvaise qualité des carburants. Tout ceci contribue à une très mauvaise qualité de l'air dans les métropoles. Toutefois, les chiffres indiquent que le transport est responsable de 14% des émissions de gaz à effet de serre.



Washington, September 27 th 2007

11 OICA STATISTICS COMMITTEE

WORLD MOTOR VEHICLE PRODUCTION 1995-2006



Sources : CCFA, VDA SMMT, JAMA,,IRF, . . Élaboration M.Freyssenet, 2004

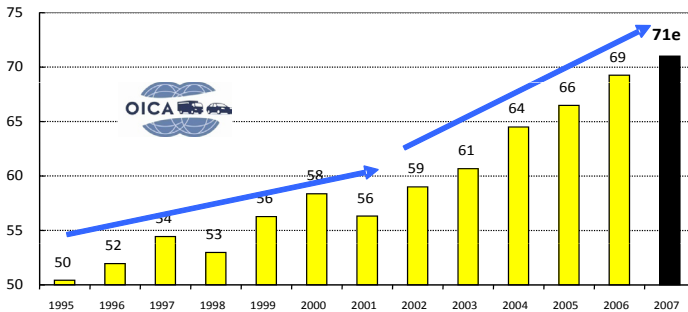
September 2007



Comité des Constructeurs Français d'Automobile

Production automobile mondiale

La production mondiale a dépassée 73 millions de véhicules VP+VUL+VI en 2007



Le problème de l'émergence des nouvelles technologies

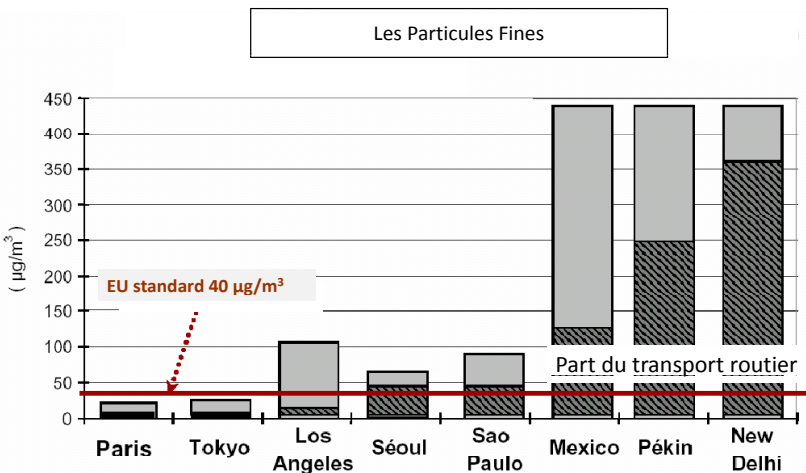
De 1966 à 2006 le monde a produit 600 millions de véhicules
dont 1 million de véhicules hybrides et 10 millions de véhicules Flex fuel

Source : OICA, September 2007.

Pour ce qui concerne la consommation de carburants, l'explosion de la consommation de pétrole provient de la zone Asie Pacifique. Du point de vue des véhicules, les producteurs américains sont les mauvais élèves avec des émissions importantes, ce qui est moins le cas pour le Japon (beaucoup de petits véhicules), et l'Europe (beaucoup de diesels, voitures moins polluantes). Les alternatives vont des biocarburants à l'hydrogène et l'électricité. Mais suivant le mode de production, le gain en termes environnementaux peut être important ou extrêmement réduit. En particulier, la Chine continue d'augmenter son parc de centrales à charbon, ce qui est bien entendu très néfaste pour la qualité de l'air. Le Brésil a lui réussi sa révolution en produisant 80% des nouveaux véhicules sur le mode *flex fuel*.



Qualité de l'Air Problème majeur des mégapoles des PVD

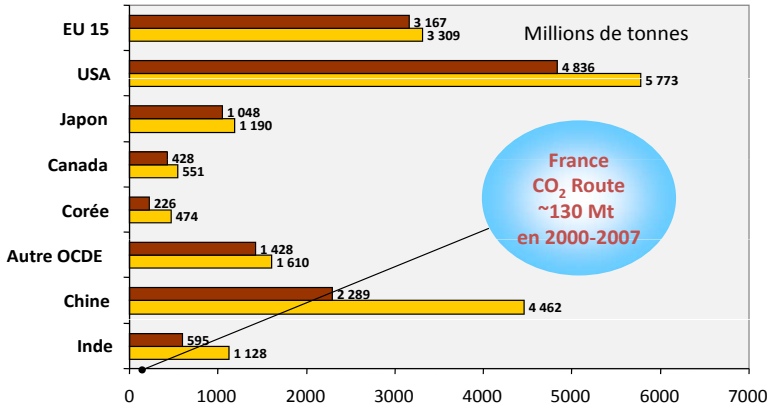


Source : L. Schweitzer, Panorama, Paris 2005, Pollution atmosphérique HEI/Airparif.



Comité des Constructeurs Français d'Automobile

CO₂ Monde de 1990 à 2004



France
CO₂ Route
~130 Mt
en 2000-2007

Réduire d'un facteur 4 les émissions de la route en France est à comparer aux baisses d'émissions de CO₂ que peuvent apporter nos technologies d'excellence aux pays "climatiquement" Très Gros Emetteurs : USA, Chine, Inde...
Exemple : La diésélisation de 30% du parc VP USA réduirait de 125 Mt les émissions de CO₂, soit l'équivalent du CO₂ de la route française

Source : OICA, September 2007.

LAURENCE TUBIANA

4. Les négociations internationales sur l'environnement

L'enjeu majeur des négociations internationales sur l'environnement est l'association des grands pays émergents. Ceux-ci s'opposent en effet à toute politique environnementale qui entraverait leur croissance. En particulier, les pays en développement ne souhaitent pas prendre d'engagement contraignant tant que :

- les pays développés ne se sont pas engagés dans une réduction sérieuse de leurs émissions ;
- des solutions n'ont pas été trouvées en termes de financement.

Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) souhaite une réduction de moitié des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050, mais cet objectif nécessite bien entendu une participation des pays en développement. Pour atteindre ces objectifs, il faudrait limiter les émissions à deux tonnes par habitant et par an, alors que nous sommes aujourd'hui à 20 tonnes pour les Etats-Unis et le Canada. Cet objectif nécessite donc une participation large, mais il existe un coût de transition en particulier pour les pays

en développement (PED) aux alentours des années 2020-2030 correspondant à la transition énergétique.

Il existe des leviers de changement internes, en particulier une perception très claire que les coûts environnementaux locaux et globaux vont avoir une influence négative sur la croissance.

Au niveau international, il existe aussi une réflexion sur la sécurité énergétique et le coût des importations. Les exportations chinoises sont également très intensives en énergie, et la Chine a commencé à supprimer les crédits aux exportations de ses industries les plus polluantes. Pour des pays comme la Chine, réduire les émissions polluantes est une manière de sécuriser son accès aux marchés énergétiques.

Les composantes discutées en vue d'un accord sont les suivantes :

- les pays en développement ne veulent pas s'engager sur des objectifs quantifiés, toutefois les objectifs fixés par le GIEC nécessitent leur concours. Une des grandes discussions à l'heure actuelle est de définir des secteurs dans lesquels les pays en développement pourraient prendre des engagements ;
- il faut parallèlement ouvrir une discussion sur la transition énergétique ;
- tout accord doit incorporer le marché du carbone et les prix du carbone. La création de marchés domestiques du carbone, et l'internalisation des prix du carbone posent cependant des problèmes de liaison des marchés entre eux ;
- adaptation des modèles de croissance dans les pays en développement ;
- transferts de technologie et coopération sur les technologies matures en combinant les éléments de finance carbone pour amortir le surcoût des technologies. Pour exemple, il existe des solutions solaires non largement déployées.

Les visions ne convergent cependant pas pour le moment : les Européens veulent un accord global avec des objectifs contraignants, alors que les Etats-Unis souhaitent un accord fondé sur des politiques et des engagements volontaires. La vision des émergents est plutôt plus proche de celle des Etats-Unis.

Les grands pays émergents et leur marché du travail

Entre surplus illimité de travail et pénuries, quelles inflexions quantitatives et qualitatives à venir ?

L'ouverture économique du monde à partir des années 1980 a représenté un quadruplement de l'offre mondiale de travail. Les grandes économies émergentes en ont représenté l'essentiel compte tenu de leur taille continentale et on a parfois parlé d'offre « illimitée » de travail. Comme dans le même temps, les pays matures voient leur population vieillir et leur population active plafonner voire se réduire, l'impression est que les marchandises et les services (de plus en plus échangeables) vont suivre le capital mobile dans ces nouveaux bassins de main-d'œuvre illimitée.

Pourtant, une analyse rigoureuse des tendances à l'œuvre dans les grandes économies émergentes montre que cette substitution n'est pas si évidente. L'offre de travail qualifié notamment y connaît des tensions persistantes et la demande mondiale de travail peu qualifié semble faiblement élastique dans le contexte technologique actuel. Quelles sont les évolutions quantitatives et qualitatives de ces dernières années et les tendances à moyen-terme dans les grands émergents ? Comment y évoluent les salaires et les qualifications ? Quelles conséquences peut-on en tirer pour les entreprises et les responsables économiques dans un pays développé comme la France ?

1. Introduction

La question du marché mondial du travail et notamment le rôle des pays émergents a déjà été soulevée il y a deux ans par un rapport du FMI. Celui-ci mettait en exergue, tout en distinguant les « qualifiés » et les « non qualifiés », les effets, pour le marché du travail des pays développés, de l'essor des marchés du travail dans les pays en voie de développement.

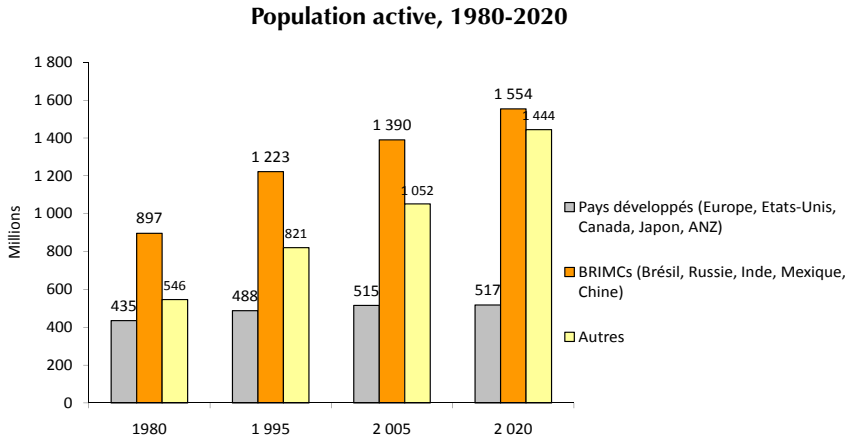
Le FMI indiquait également pour les pays émergents trois éléments clés qui leur permettraient de tirer profit de cette globalisation du marché du travail : le développement des capacités technologiques, le profit à tirer des délocalisations et l'amélioration de l'efficacité de leur marché du travail. Les pays émergents sont donc devant la nécessité de modifier, d'améliorer de façon structurelle leur économie ainsi que de gérer au mieux les variations géographiques en interne (sous entendu la question des migrations) afin de profiter pleinement de leur insertion dans le marché du travail mondial.

2. Abondance et pénurie coexistent

L'intégration des grands émergents (BRIMC : Brésil, Russie, Inde, Mexique, Chine) a augmenté le marché du travail mondial de plus de 1 milliard de travailleurs. La conséquence de cette intégration, analysée par Richard Freeman (« The great doubling », 2006) est la modification du rapport de forces entre le facteur travail et le capital qui se fait au détriment du facteur travail.

La Chine et l'Inde ont un poids écrasant dans cette arrivée sur le marché mondial des réserves de main-d'œuvre des pays en développement. A la lecture de la répartition du travail dans ces pays, on constate que la Chine possède déjà plus de travailleurs dans l'industrie que les pays de l'OCDE (181 millions en Chine contre 119 millions dans l'OCDE). En Chine et plus encore en Inde, une grande partie de la main-d'œuvre travaille encore dans le secteur agricole, d'où des flux migratoires qui sont importants (Chine) ou potentiels (Inde). L'importance de l'emploi agricole explique leur position dans les négociations multilatérales sur la question de l'agriculture. Néanmoins, les pays de l'OCDE ont bien plus de travailleurs dans le domaine des services que la Chine et l'Inde (335 millions dans l'OCDE contre respectivement 238 millions en Chine et 123 millions en Inde). Après, la vague de « délocalisation » des industries manufacturières des pays avancés vers les émergents, se pose désormais la question de la migration

des activités de services vers des pays tels que la Chine et l'Inde.



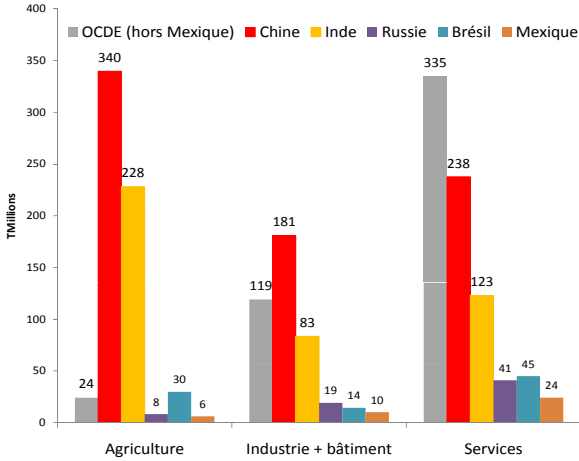
Source : BIT.

L'Etude de l'évolution de l'emploi en Chine et en Inde, au cours de leur phase de croissance rapide, fait clairement apparaître trois tendances remarquables :

- faible création nette d'emplois mais de forts gains de productivité ;
- croissance de l'emploi informel et précaire (en Inde, en 2004, le secteur non organisé représente 94% de l'emploi et plus de 50% en Chine) ;
- pas de hausse significative des salaires des travailleurs qualifiés pourtant prédite par la théorie.

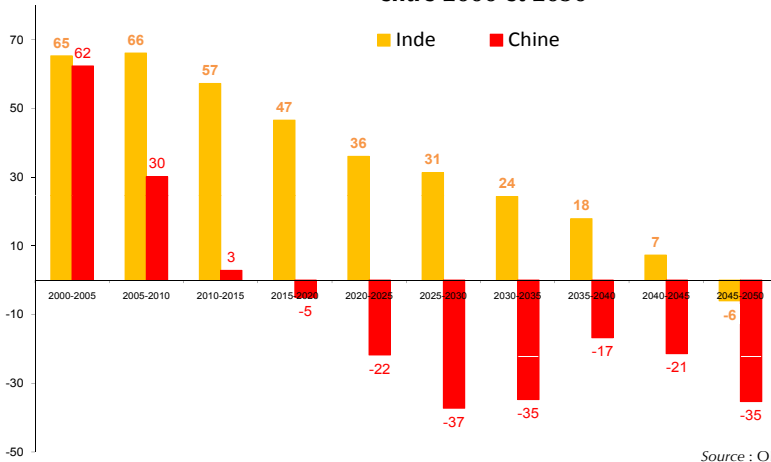
Les perspectives de la Chine et de l'Inde quant à l'évolution de la démographie semblent en revanche contrastées. Ainsi, en Chine, on va assister dès 2010-2015 à une décroissance de la population d'âge actif. Cette décroissance va avoir un impact direct sur les disponibilités en main-d'œuvre, sur les flux migratoires internes (100 millions de travailleurs en trop dans les campagnes mais 40% ont plus de 40 ans), ainsi que sur le niveau de salaire.

Emplois par grands secteurs.



Source : OCDE et BIT.

Chine et Inde: variation de la population en âge de travailler entre 2000 et 2050



Source : ONU.

Pour l'Inde, les perspectives sont toutes autres dans le sens où une croissance de la population est attendue jusqu'en 2045. Dès lors se pose la question de la création de travail pour les masses de travailleurs « non qualifiés ».

Une perspective commune aux deux pays est la pénurie de plus en plus aiguë de travailleurs très qualifiés. Malgré les efforts faits dans l'enseignement et la formation, ils restent insuffisants. On assiste donc de façon logique à une hausse des salaires des très qualifiés qui sont dorénavant à la hauteur des salaires pratiqués en Europe de l'Est. Cette pénurie de travailleurs très qualifiés peut-elle dès lors freiner la croissance de la Chine et de l'Inde ?

L'intégration en masse de travailleurs sur le marché mondial du travail a donc un effet sur l'économie mondiale, qui pourrait s'accroître en raison de la forte réserve de main-d'œuvre. Mais cela doit être nuancé à la lumière des perspectives démographiques, notamment en Chine, et de la segmentation du marché du travail dans l'ensemble des pays émergents.

DOROTHEA SCHMIDT

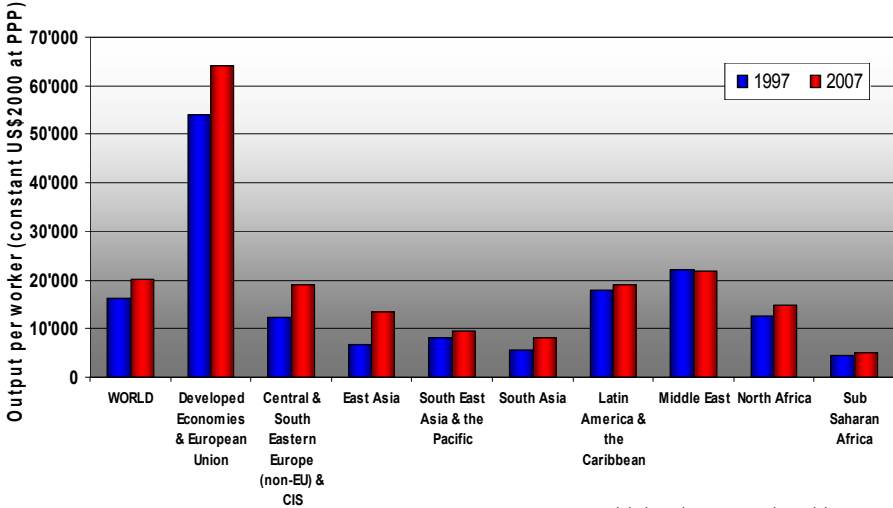
3. Un grand potentiel de travail non exploité

Il devient de plus en plus important, semble-t-il, de ne pas considérer uniquement la Chine et l'Inde mais bien l'ensemble de tous les pays en développement. Cette vision plus large permettrait d'estimer de façon bien plus précise le potentiel de travail non exploité dans le monde.

Dans la grande majorité des pays, la croissance de la population s'accompagne d'une croissance de l'emploi. Il devient alors nécessaire de s'intéresser à la qualité du travail et non plus seulement à la quantité comme on a coutume de le faire. Dans la création de travail, il est dès lors important de se concentrer sur ce que le Bureau International du Travail (BIT) appelle « *decent jobs* » i.e. des *jobs* qui permettent une vie décente, accompagnés d'une protection sociale, entre autres. Cet objectif n'est pas vain dans le sens où des régions telles que l'Afrique Sub-saharienne ou encore l'Asie du Sud ont des taux de travailleurs pauvres qui se situent entre 30% et 50%. Il s'agit de travailleurs qui habitent avec leur famille et vivent avec moins de 1 dollar par membre de famille et par jour. Le véritable défi est donc l'adéquation entre la demande et l'offre de travail, mais en qualité et non pas en quantité.

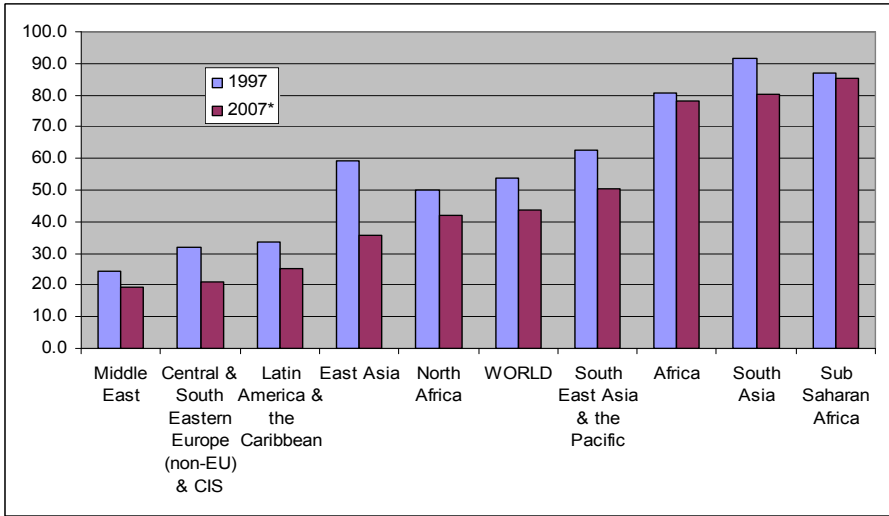
Dans cette optique de recherche de qualité en lieu et place de la quantité, il faut s'intéresser de près aux gains de productivité. S'il apparaît clairement que les pays ont des vitesses de rattrapage de productivité qui sont inégales, il est d'autant plus important d'investir dans le capital physique et humain.

Change of Labour Productivity



Source : ILO, Global Employment Trends Model 2007.

Working poverty (US\$2 a day level) (1.3 Billion in 2007)



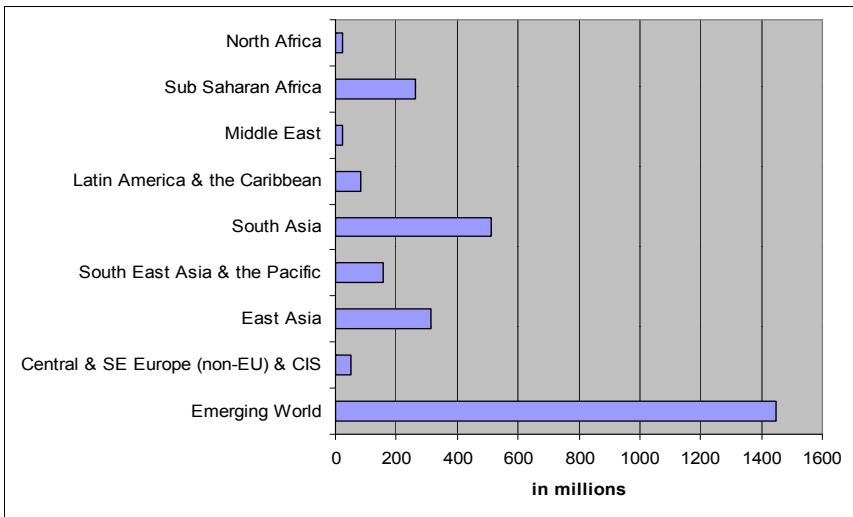
Source : ILO, Working Poor Model 2007.

A cela se rajoute un autre défi qui est celui du chômage. En effet certaines régions telles que l'Afrique du Nord ou encore le Moyen-Orient ont des taux de chômage supérieurs à 10%. Là encore les individus sont touchés de façon hétérogène, les femmes et les jeunes étant les catégories de la population les plus touchées. Dans ces deux régions, le taux de chômage des femmes et des jeunes dépasse largement les 20%.

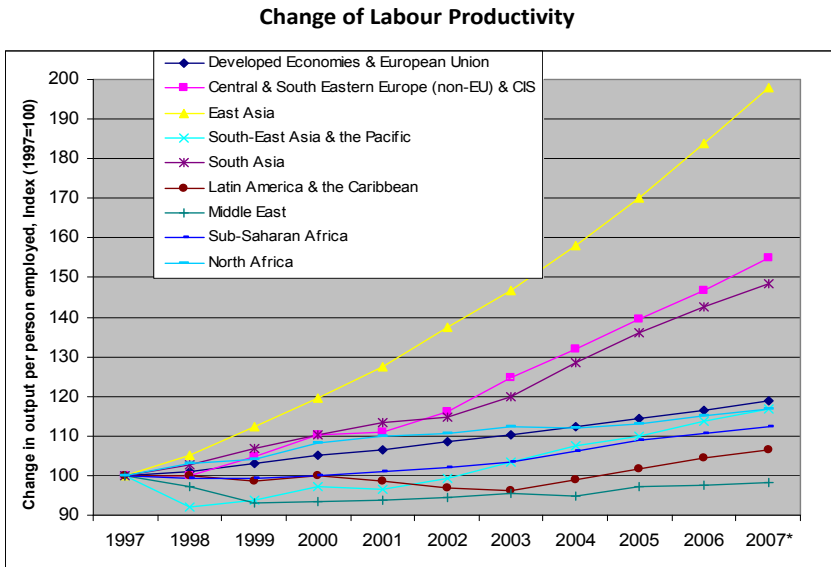
Le défi du chômage se voit complété par celui de la lutte contre l'inactivité qui peut atteindre chez les femmes plus de 60% dans certaines régions (Afrique du Nord, Moyen-Orient, Asie du Sud).

Dès lors que l'on prend en compte tous ces défis et l'ensemble des régions du monde, on estime que le travail potentiel non exploité dans les pays émergents est supérieur à 1400 millions, l'Asie du Sud représentant environ le tiers de ce potentiel.

The labour potential in the emerging world



Source : ILO, Working Poor Model 2007.



Source : ILO, Global Employment Trends Model 2007.

BAUDOIN REGOUT

4. Quel est vraiment le potentiel de travail délocalisable ?

Le nouveau rapport de *McKinsey Global Institute* analyse le problème des délocalisations mais uniquement dans le secteur des services, intensif en travailleurs qualifiés. Celui-ci est concerné par les délocalisations notamment en raison du développement des moyens de communication et d'Internet en particulier.

L'analyse de la demande laisse apparaître certains faits stylisés très instructifs. Il apparaît, selon le rapport, que 11% des 1.46 billion d'emplois dans les services sont potentiellement délocalisables. En 2008, seulement 1.2% d'emplois du secteur des services ont été délocalisés. L'étude qui porte sur 8 secteurs met en exergue de fortes disparités en termes de potentiels de délocalisations. Celui-ci est calculé à la lumière des caractéristiques des secteurs selon qu'ils nécessitent une proximité avec les clients, le marché ou encore une présence physique. Ainsi le secteur informatique a un potentiel de délocalisations de 49% de ses employés alors qu'en bas de l'échelle, la vente au détail, uniquement 3%.

Comment peut-on expliquer la différence entre les 11% prédits et les 1.2% effectifs ?

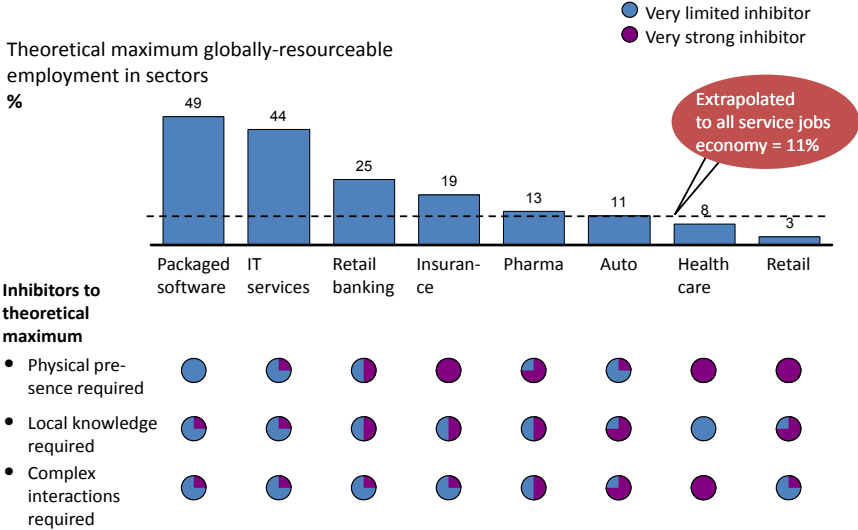
Trois éléments de réponses peuvent être apportés :

- les caractéristiques des secteurs et les dynamiques de ceux-ci (notamment en termes de concurrence et de potentiel économique) ;
- les aspects réglementaires propres à chaque pays et chaque secteur que cela soit en termes de réglementation sur les délocalisations ou de réglementation sur la protection de la propriété intellectuelle. Ce dernier point étant notamment important pour le secteur informatique ;
- les caractéristiques propres à chaque entreprise, en termes de management, de rendements d'échelle, de coûts fixes importants à couvrir quand on délocalise ou bien encore d'opportunités stratégiques, autres que la délocalisation, dès lors que l'on veut réaliser des gains de productivité.

L'analyse de l'offre sur 36 pays met en lumière un potentiel de 33 millions de personnes ayant un diplôme universitaire et jusqu'à 7ans d'expérience professionnelle (à titre indicatif, 15 millions de personne répondent à ce critère dans les pays de l'OCDE). Néanmoins, peu d'entre eux répondent parfaitement à la demande que cela soit pour des raisons d'éducation, de maîtrise d'une langue étrangère ou encore de mobilité géographique. Dès lors, le *pool* de 33 millions de personne se réduit de manière considérable si on le confronte à la demande.

Pour que les pays développés puissent réduire les délocalisations ou leurs effets dans le secteur des services, il peut être important, voire indispensable, de développer et d'améliorer leurs infrastructures, de rendre le système éducatif plus performant, de rendre le marché du travail plus flexible et enfin de développer la formation continue.

Only 11 % of service jobs can be offshored

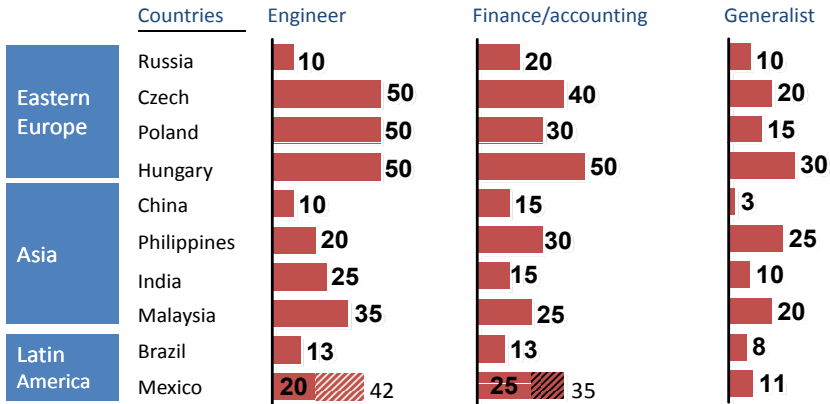


Source : McKinsey Global Institute analysis.

Suitability varies markedly among countries

“Of 100 graduates with the correct degree, how many could you employ if you had demand for all?”

Percent



Source : McKinsey Global Institute analysis.

5. La pénurie de qualification

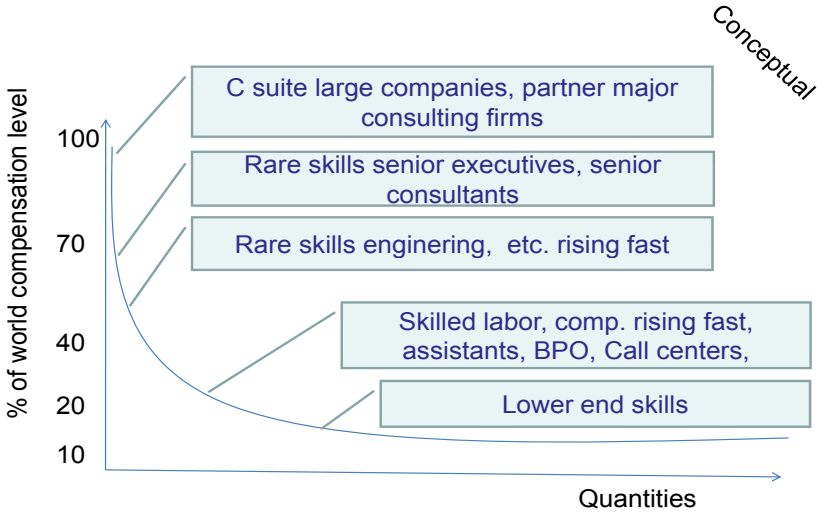
Il apparaît nettement aujourd'hui qu'il y a une forte croissance de la demande de travail qualifié et plus exactement une demande de qualifications qui ne peut être satisfaite notamment pour des raisons démographiques. De fait, il y a une pénurie de qualifications et pas seulement pour les plus élevées, et cela partout dans le monde, ce qui laisse entrevoir des troubles sociaux futurs à cause d'un effet indirect : les différences de revenus entre les employés qualifiés et les non qualifiés vont s'accroître.

On peut tirer de ce constat les implications suivantes :

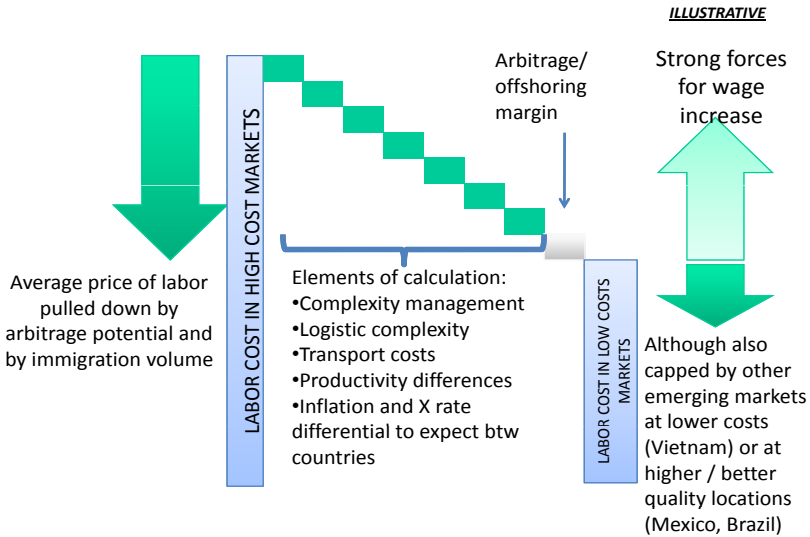
- la pénurie de qualification va entraîner une baisse de la qualité du travail fourni. Afin de lutter contre cette pénurie, les entreprises vont devoir former leur personnel et tout mettre en œuvre afin de les conserver ;
- cette pénurie va aussi induire une hausse des salaires pour les très qualifiés. En revanche les moins qualifiés vont être confrontés à une concurrence mondiale et seront donc exposés aux délocalisations de façon accrue. La logique de délocalisation va donc varier selon le type de personnes touchées ;
- on va voir l'apparition et le développement d'une division internationale des tâches : le « Net Taylorisme ». Le taylorisme originel était né d'une pénurie de qualification. Aujourd'hui, ce même manque, complété par les possibilités technologiques offertes par Internet va permettre la création d'un marché mondial des tâches. Ce concept trouve déjà sa réalisation dans l'exemple du système de santé américain, ou de plus en plus de radiographies effectuées aux Etats-Unis sont envoyées en Inde par Internet pour y être analysées.

Le marché mondial va donc se trouver restructuré. La valeur de chaque agent dépendra non seulement de son savoir faire mais également de sa valeur de marché à l'endroit où il se trouve. L'ensemble de ces implications a pour conséquence directe la remise en cause de l'*offshoring* qui nécessite des investissements souvent très importants (complexité du management et de la logistique, coûts de transports...). Le management et la formation ont donc un rôle primordial à jouer dans la transformation du marché du travail en interaction avec la structure sociale.

Le coût mondial du travail et l'élastique indien



La remise en cause de l'offshoring



Une vision de l'Inde la crise mondiale et son impact sur l'économie indienne

Selon Jean-Joseph Boillot, une première analyse de l'impact macroéconomique de la crise financière sur l'Inde montre deux obstacles majeurs pour la soutenabilité de la croissance indienne à moyen-terme : l'énergie et les infrastructures. Cette réflexion est d'autant plus importante que 2008 est une année charnière avec la concomitance d'une crise globale et d'un retournement de cycle pour l'Inde. De nombreuses questions ont notamment été posées quant à la capacité des pays émergents, surtout l'Inde et la Chine, à résister au retournement de la conjoncture dans les pays développés et à faire face aux incertitudes nées de la crise des subprimes.

Après une croissance vigoureuse sur les trois dernières années, plus de 9%, et une croissance qui restera malgré tout rapide en moyenne en 2008, autour de 7,5%, la montée de l'inflation à un rythme à deux chiffres et tout un ensemble d'indices de retournement significatifs (chute de la bourse de Bombay, déficits budgétaires et de la balance courante en pleine explosion...), montrent que le moment est opportun pour évaluer la véritable capacité de l'Inde à résister aux perturbations mondiales. C'est en outre un bon exemple de « grand » pays émergent, puisque son apparition sur la carte des émergents est somme toute récente. Elle remonte tout au plus au milieu de la décennie 1990, au moment de l'accélération des réformes lancées par l'actuel Premier ministre Manmohan Singh. Mais ce n'est véritablement qu'au cours de ce cycle d'expansion que l'économie indienne a acquis son réel statut de pays émergent. Quels en sont les moteurs et les faiblesses ?

Ce membre du Conseil consultatif économique auprès du Premier ministre nous fait part de la situation économique indienne. Les douze derniers mois, particulièrement agités au niveau mondial, ont eu une conséquence directe sur l'économie indienne. Le premier indicateur qui permet d'identifier cette difficulté est l'inflation qui est passée de 5% à 12% environ. Cette forte augmentation est directement liée à la très forte hausse du prix du pétrole et des autres ressources naturelles. Outre l'augmentation du prix des matières premières, l'année 2008 a été marquée par la crise des *subprimes* et une importante instabilité du secteur financier mondial. Or, quand on analyse les composantes de la croissance indienne, il apparaît que celle-ci est le fruit, pour 3 ou 4%, de la consommation ici affectée par l'inflation des matières premières, et que le reste (environ 5%) provient de l'investissement. De ce fait, la crise des *subprimes* et ses conséquences sur la finance mondiale, a eu un impact non négligeable sur les entreprises indiennes, notamment sur leur endettement et donc leur niveau d'investissement.

Néanmoins, la croissance semble être toujours aussi vigoureuse malgré une baisse de régime depuis le troisième trimestre 2007, et l'inflation reste sous contrôle. Si pour l'instant l'optimisme est de rigueur sur la manière dont l'Inde a supporté le choc, les perspectives économiques mondiales pour 2009, qui ne font pas apparaître d'amélioration, peuvent inquiéter. En effet, subsistent toujours de fortes incertitudes sur les ressources énergétiques mais également sur les produits agricoles. Dès lors on peut se poser la question de savoir si la crise actuelle ne peut pas être interprétée comme un cycle de développement qui se situe plus précisément au sein d'un cycle global mondial.

Au-delà de la crise mondiale qui semble ne pas épargner l'Inde, il est intéressant de faire un bilan de la situation globale du pays. D'un point de vue macroéconomique, la croissance indienne a connu un rythme soutenu de 9% pendant de nombreuses années (8,8% en moyenne sur les cinq dernières années). Celle-ci a été encouragée par une croissance très forte de l'investissement qui est passé de 25% du PIB en 2000 à 37% en 2007. L'augmentation du taux d'épargne qui était de 23% en 2000 et de 36% en 2007 n'est pas étrangère à la forte croissance du taux d'investissement. En effet cette hausse du taux d'épargne a permis un plus grand financement domestique et dès lors une moindre dépendance vis-à-vis du financement étranger. Toujours au niveau macroéconomique, on dénombre de nombreux points forts, tels que l'amélioration du système fiscal, notamment pour prendre en compte les développements récents au niveau des ressources naturelles, ainsi que la présence d'une forte population jeune en âge de travailler. Le développement d'un système fiscal de qualité a également permis de réduire le déficit public.

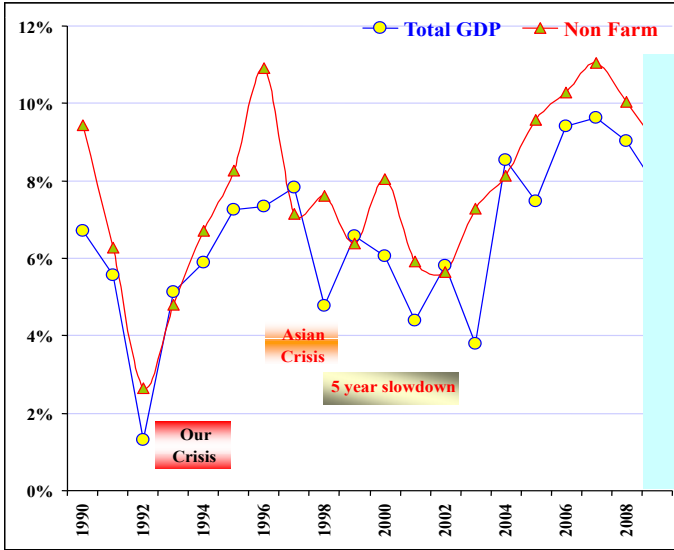
Au niveau microéconomique, on constate également des évolutions encourageantes pour le futur. Ainsi, on a depuis quelques années une forte augmentation de la productivité, de la compétitivité, que cela soit en termes agrégés ou au niveau de l'entreprise. L'équilibre financier des entreprises et la rentabilité sont ainsi en nette amélioration malgré la baisse des protections douanières, impliquant une plus grande concurrence sur le marché indien. De nombreuses entreprises voient également le jour et créent donc un dynamisme économique extrêmement intéressant. Celui-ci s'accompagne de la naissance, voire du développement, d'une classe moyenne consommatrice. On assiste donc à l'expansion d'une véritable société de consommation.

Ces évolutions positives, au niveau macro ou microéconomiques, ne pourraient être possibles sans une véritable mutation structurelle. Il semble que la société indienne ait amorcé un véritable changement structurel. Ainsi, la population, grâce à une plus grande éducation, à un apprentissage constant, a su faire preuve d'adaptabilité, permettant ainsi de bien mieux assimiler les réformes de la société indienne. À cela s'ajoute une grande confiance de la société civile indienne, le tout faisant que les politiques macroéconomiques ont été beaucoup plus soutenables. Au-delà du changement d'attitude de la population, nécessaire à tout changement, on a eu des évolutions structurelles notables, aussi bien au niveau du système financier (fin de la mono banque étatique dès 1991), de la performance des entreprises que de la part des hommes politiques qui ont appris à composer avec le marché et non contre le marché.

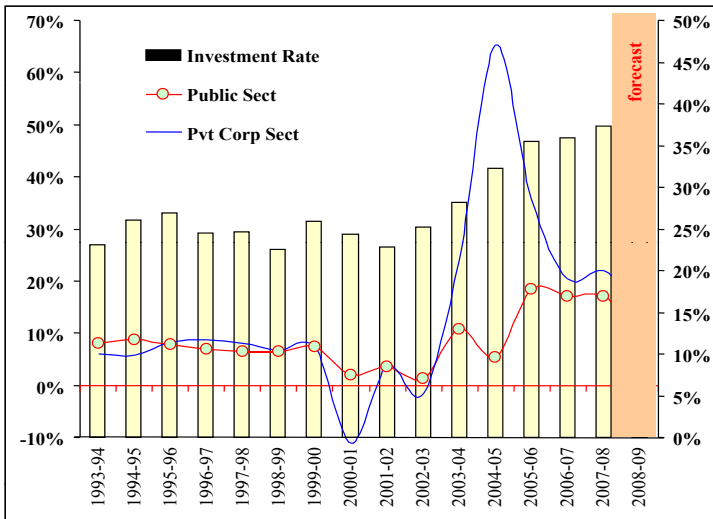
Il est à noter que la croissance du système productif indien est pour beaucoup dans ce développement national. Celui-ci s'accompagne, comme on l'a déjà souligné, de gains de productivité, permettant une bien plus grande rentabilité du capital. Celle-ci est néanmoins à nuancer dans le sens où elle concerne surtout les plus grosses firmes. Cet essor des entreprises indiennes ressort clairement dans la part que prend l'Inde dans le commerce international. Ainsi, au début des années 1990, elle était d'environ 0,4% contre 1,2% en 2007. Celle-ci a été facilitée par une baisse de la protection douanière, ainsi que par de fortes incitations aux exportations, mais également grâce à un durcissement de la politique monétaire.

Un élément important de la croissance de l'Inde est la compréhension de son marché du travail. Depuis 1991, on a eu une véritable explosion de la création d'emplois. De plus, celui-ci s'accompagne de gains de productivité inhérents à un véritable investissement préalable en termes d'éducation. Le travail moyen a donc augmenté en qualité. Il reste néanmoins à former encore mieux les travailleurs en améliorant les capacités d'enseignement sur l'ensemble du territoire.

Les trois phases de la croissance indienne post-1991



La reprise de 2002 est tirée par l'investissement privé



Un autre point à souligner, qui peut également expliquer la relative bonne tenue de l'économie indienne face aux perturbations mondiales venant de la hausse du prix des ressources naturelles, est sa relativement faible consommation d'énergie. En effet, l'Inde consomme 704 KWh/capita alors que dans le même temps, la Chine en consomme 2200 et les Etats-Unis 14500. Afin que l'énergie ne soit pas une limite au développement de l'Inde et afin d'arriver à une consommation de 3500 KWh/capita dans 25 ans, l'Inde aurait besoin de nouvelles structures aptes à produire 750000 MW. Cette augmentation ne semble pas irréaliste dans le sens où on attend un renouvellement des systèmes productifs ainsi qu'une amélioration des infrastructures.

A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il est intéressant d'analyser la soutenabilité de la croissance actuelle de l'Inde. Le processus d'investissements et de consommation qui guide de façon assez évidente la croissance est-il soutenable à moyen et long terme ?

Tout d'abord, on peut constater que l'Inde a connu depuis 1991 trois phases différentes de croissance. La première fut caractérisée par une expansion très rapide qui fut suivie d'une phase d'accalmie puis par une dernière phase très vigoureuse. En fait, la conjoncture actuelle peut-elle être considérée comme faisant partie d'un cycle ou est-elle la prémisse d'une véritable rupture ? Une des réponses passera par l'évolution de l'investissement. Comme on l'a vu, celui-ci a fortement cru dans les phases de forte croissance (le ratio de l'investissement privé des entreprises par rapport au PIB passant de 6 à 14%). Comment va-t-il résister sur le moyen terme à la crise mondiale ? Néanmoins, la meilleure façon de résister à l'impact de la crise mondiale réside dans la qualité des investissements. Or, l'Inde représente clairement pour les investisseurs une belle opportunité, accentuée à l'heure actuelle par le rapport entre l'euro et le dollar, qui pourrait être encore plus importante selon le rapport de force entre les prêteurs et les investisseurs. L'analyse des comptes extérieurs de l'Inde fait clairement apparaître un déficit courant croissant, mais soutenable, directement lié à l'évolution de la demande interne qui croît de façon importante, notamment avec le développement de la classe moyenne. La structure est donc opposée à celle que connaît la Chine. Néanmoins cette structure paraît pour le moment soutenable.

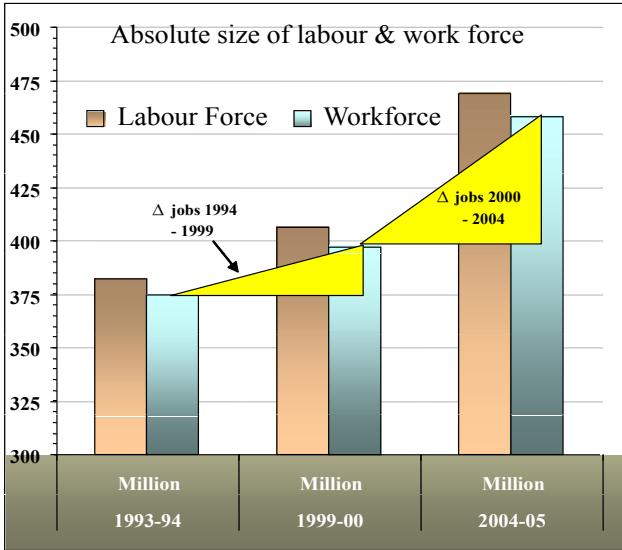
En conclusion, il apparaît que l'Inde fait face à de nombreux défis et à de nombreuses difficultés potentielles mises en lumière par la crise mondiale actuelle, comme pour l'ensemble des pays émergents. Mais ce pays dispose d'opportunités très importantes et d'un potentiel de croissance élevé.

On peut identifier par contre trois défis majeurs qui vont conditionner fortement

l'évolution de ce grand pays émergent :

- le développement des infrastructures physiques, notamment celles touchant au développement de l'éducation de qualité sur l'ensemble du territoire ;
- le développement des infrastructures sociales ;
- l'amélioration du système institutionnel, du système de gouvernance et notamment la réduction de la corruption.

Evolution de l'emploi total en Inde, 1993-2004



Les pays émergents dans la tourmente

De retour de missions en Asie – Chine, Corée, Inde, Japon – quels enseignements tirer ? En effet, alors que la crise financière s’approfondit et s’élargit, il apparaît de plus en plus clairement que les pays émergents d’Asie qui, au départ, semblaient pouvoir largement échapper à cette crise, ne sont plus à l’abri de la tempête. Quel bilan peut-on faire des difficultés rencontrées ainsi que des mesures prises pour y faire face dans les grandes économies asiatiques ? Que dire également de la Russie ?

1. La Russie

On peut distinguer trois étapes dans l'arrivée de la crise mondiale en Russie : i) une veillée de crise ; ii) des plans d'enraiment ; iii) un glissement vers une crise généralisée de l'économie russe qui s'observe depuis novembre 2008.

L'arrivée de la crise en Russie a été suivie, entre autres, au travers de deux indices boursiers que sont le RTS et le MICEX, le premier en dollars et quelque peu sophistiqué, le second en roubles et plus simple. Il s'agit de marchés boursiers étroits et très réactifs qui ne sont pas restés indifférents à l'effondrement boursier occidental des 21 et 22 janvier 2008, ni à l'annonce du plan Bush de 150 milliards de dollars. Toutefois, ces indices russes sont ensuite remontés pour atteindre leur plus haut historique en mai 2008 avant de retomber assez nettement, puis d'enregistrer une chute vertigineuse mi-juillet. Ce retournement des indices boursiers n'a cependant pas immédiatement entamé la confiance des banques ni dans les banques. Fin août, les dépôts des particuliers ont continué de croître ainsi que les crédits aux entreprises et aux ménages. Le 12 septembre, Poutine parle encore de la Russie comme d'un « havre de paix ». Mais s'est déjà mis en marche un mécanisme de vente d'actions servant souvent de gages à des crédits bancaires qui offraient des ratios extrêmement favorables à l'achat. Ce mécanisme a entraîné un problème important de liquidités au sein des banques.

Pour y faire face, à partir de la mi-septembre, la Russie a mis en place un certain nombre de plans d'enraiment de la crise proches de ceux des pays occidentaux, en injectant des dizaines de milliards de dollars puisés dans « l'atout de la Russie » que sont ses importantes réserves de change qui s'élevaient à plus de 500 milliards de dollars, dont 200 milliards de fonds souverains. Le 13 septembre a ainsi été mis en place un plan de 70 milliards de dollars, porté dans un deuxième temps à 120 milliards de dollars, comportant des infusions massives de liquidités dans les banques et des promesses de rachats de *Blue chips* pour 20 milliards de dollars. Ce plan a été accompagné d'un assouplissement des règles de rappel des marges et d'un début de politique de détaxation vis-à-vis des compagnies pétrolières à la fois sur leurs taux d'imposition et sur la taxe à l'exportation des produits pétroliers. Les règles étaient devenues problématiques avec la chute du prix du baril qui faisait que la taxe avait fini par absorber tous les bénéfices possibles de la part des exportateurs. Ce plan a entraîné un regain des indices boursiers jusqu'à fin septembre où le RTS a perdu la moitié en quelques jours après le plongeon du Dow Jones du 29 septembre, qui est aussi la date du rejet surprise du Plan Paulson. Alors la situation s'aggrave avec un nouveau problème à l'horizon, celui du remboursement des emprunts massifs

faits par les grandes sociétés russes auprès des institutions financières privées occidentales, qui sont de l'ordre de 460 à 480 milliards de dollars. Ces emprunts russes sur les marchés financiers internationaux doivent faire face à une première échéance de 40 milliards de dollars fin 2008. Pour aider, le gouvernement russe a ajouté 50 milliards de dollars à son plan de sauvetage qui s'alourdit et tend vers les 200 milliards de dollars.

A partir de là, on entre dans la troisième étape, celle d'un glissement vers une crise généralisée. La mesure de la mise en place des 50 milliards d'aide au refinancement des entreprises russes qui ont emprunté auprès des banques occidentales a rapidement suscité des réactions parmi les oligarques russes. Sur quels critères seront choisis les « ayant-droit » ? Cette troisième phase s'accompagne d'autres mesures d'enraiment comme une nouvelle baisse significative de la taxe à l'exportation des produits pétroliers, annoncée le 18 novembre, qui était de 39 dollars par baril exporté, soit plus que le prix export et le coût du transport. Par ailleurs, Poutine, en tant que Premier ministre, s'est engagé à faire adopter le 20 novembre une série de mesures remarquable notamment la baisse de 4% de l'impôt sur le bénéfice des entreprises en 2009 afin d'encourager leur autofinancement. Autre décision importante, le 10 novembre, la Banque centrale de Russie a laissé le rouble fluctuer plus bas que le plancher du « corridor » jusque là admis par rapport aux monnaies de références que sont le dollar et l'euro. Cette défense du rouble vise à sauvegarder une partie des réserves dont disposait le gouvernement russe. Depuis, se sont accumulés d'autres signes de crise à savoir : i) un taux du rouble qui tombe entraînant des ventes importantes ; ii) des achats de dollars par les particuliers ; les entreprises et les banques ; iii) des réserves en baisse ; iv) un prix du baril de pétrole brut qui continue à chuter ; v) un début d'annonce de cas de chômage et de licenciements avec en bout de chaîne des réductions d'emploi ; vi) des baisses d'activités en particulier dans le secteur de l'automobile ; vii) une croissance d'ensemble qui faiblit visible depuis novembre au travers d'une baisse de la consommation de l'énergie électrique ; viii) une baisse récente de la notation russe Standard & Poor's passée de BB+ à BB-.

Si le FMI et l'Institut de Vienne pour l'économie internationale ont des jugements plutôt optimistes sur la situation russe, soutenue selon eux par de bons fondamentaux, ceux de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) sont plus mitigés. Quant à Poutine, il est confiant alors que Medvedev se montre plus prudent. Ce qui est incontestable c'est l'immaturation du système bancaire russe et son incapacité à financer les investissements à long terme des entreprises. Autre caractéristique de la Russie, elle se situe en fin de peloton dans les perspectives de redémarrage étant, en tant que pays exportateur d'énergie, complètement dépendante de la reprise mondiale dans son ensemble.

2. La Chine

AGNÈS BÉNASSY-QUÉRÉ

En préambule sur la Chine, le gouvernement chinois semble vouloir s'accrocher au chiffre magique de 8% de croissance pourtant difficile à justifier. En effet, on observe aujourd'hui des exportations en baisse, un investissement en chute libre, avec toutefois une consommation plutôt robuste et difficile à expliquer alors qu'on s'attend à des licenciements et donc à une baisse des revenus. Le gouvernement a mis en place une politique de stimulation de la consommation qui n'aura pas nécessairement d'impact dans l'immédiat. Pour illustrer le modèle de croissance chinois et les problèmes auxquels la Chine est confrontée, si l'on part de l'indice 100 en 1993 et l'on regarde le PIB, l'investissement en capital et la consommation, on observe que ces trois agrégats croissent au même rythme de 1993 à 2002, et qu'à partir de 2003 il y a un décrochage de la consommation. La Chine arrive dans la crise mondiale avec un excès important de capacités de production. Or le gouvernement semble vouloir maintenir ce modèle de croissance i) en détaxant les activités exportatrices, ii) en soutenant artificiellement la demande pour les biens d'investissement et la construction. Ces mesures ne sont pas cohérentes avec l'objectif de rebasculer la croissance sur une demande stimulée par la consommation interne. Ces difficultés peuvent provenir du fait qu'en Chine les incitations des gouvernements locaux ne soient pas les mêmes que celles d'un pays capitaliste. La Chine affronte donc la crise avec un système financier qui bénéficie du fait qu'il n'est pas très développé mais avec un handicap qui est son excès de capacité.

FRANÇOISE LEMOINE

Les nouvelles qui arrivent de Chine ne sont pas bonnes et annoncent clairement une baisse de la croissance et des exportations. Ce qui se passe en Chine actuellement montre très clairement qu'il n'y a pas de découplage au plan mondial entre pays émergents et reste du monde, ni entre pays émergents asiatiques et reste du monde.

La Chine est entrain de passer d'une situation de simple ralentissement cyclique à un atterrissage brutal sous l'effet de la crise économique mondiale. En effet, depuis 2003 la Chine a connu une phase de forte accélération de sa croissance, avec un taux de croissance à deux chiffres sur la période 2007. Depuis le début 2008, elle amorçait cette phase de ralentissement qui suit généralement les phases d'accélération notamment parce que les autorités centrales chinoises commençaient à mettre en place des mesures de politiques monétaires restrictives visant à contenir l'inflation et freiner la spéculation : hausse des taux

d'intérêt, plafonnement des prêts bancaires. Les premiers effets de ces mesures se sont fait sentir début 2008 notamment dans le secteur de la construction et de l'immobilier qui avait le plus bénéficié de la croissance et dont les poids étaient passés de 5% du PIB en 1993 à 10% en 2007, en créant d'énormes surcapacités. Les politiques restrictives ont rapidement fait sentir leurs effets sur ce secteur qui s'est contracté, entraînant, compte tenu de son poids dans l'économie chinoise, des effets amont extrêmement forts : chutes de prix, mise en difficulté de nombreux secteurs d'industries lourdes jusqu'alors moteurs de la croissance chinoise (production des métaux, de l'acier et du ciment). S'est ajoutée à ceci, pendant l'été 2008, la chute des prix mondiaux des matières premières accentuant d'autant plus les difficultés des secteurs amont. Il y a donc un premier facteur de ralentissement de la croissance qui est un facteur interne.

Deuxièmement, il y a dans l'industrie manufacturière chinoise des excès de capacité et, ces derniers temps, des sources de baisse de compétitivité que sont, d'une part, le renchérissement du coût de la main-d'œuvre lié à de multiples facteurs comme l'instauration du nouveau code du travail et, d'autre part, l'appréciation du renminbi (RMB) de plus de 20% par rapport au dollar sur la période juillet 2005-juillet 2008. Donc une perte de compétitivité des secteurs intensifs en main-d'œuvre qui s'est traduite depuis le début de 1998 par le ralentissement des exportations d'une province comme le Guangdong, par exemple, qui exporte surtout des produits à forte intensité de main-d'œuvre. A tout ceci se rajoute plus récemment l'impact de la crise mondiale.

Jusqu'en septembre, voire octobre 2008, les exportations chinoises ont assez bien résisté et ont même enregistré une augmentation de plus de 20% en valeur, et de plus de 13% en volume. Ce ralentissement s'est transformé très récemment en un effondrement puisque, d'après les derniers chiffres, les exportations ont baissé de 2% en valeur en novembre 2008.

Jusqu'en octobre, le ralentissement économique était essentiellement d'origine interne. Depuis, il se conjugue avec l'impact de la crise mondiale et on a la conjonction de deux phénomènes : un ralentissement cyclique, et un choc externe extrêmement violent parce que l'industrie exportatrice chinoise a une place relativement importante au sein de la production industrielle. On estime que 20% à 30% de la production industrielle est exportée. Ce secteur exportateur contribue à environ 20% de l'investissement. Aussi, les effets en chaîne de la baisse des exportations sont potentiellement très importants.

Face à cela, depuis l'été 2008, les autorités chinoises ont pris de nombreuses mesures en injectant 4000 milliards de RMB soit 586 milliards d'euros à dépenser sur la période 2009-2010, soit 8% du PIB. Cependant, il y a des doutes sérieux sur l'ampleur de la relance dans la mesure où un bon nombre des

mesures incluses dans ce paquet de relance étaient déjà programmées dans le plan quinquennal. Ce plan de relance va-t-il accélérer leurs mises en œuvre, remettre à l'ordre du jour des projets en voie d'abandon ? Donc il ne s'agit pas véritablement de 8% du PIB de mesures véritablement nouvelles et l'ampleur du paquet de relance est difficile à mesurer précisément. D'autre part, comment ce plan de relance va-t-il être financé ? Sur les 4000 milliards de RMB de relance globale, environ 30% doit être financé sur le budget de l'Etat par le gouvernement central. La question qui se pose porte sur le financement des 70% restants sachant bien sûr que les autorités locales sont prêtes à mettre en œuvre ces mesures de relances et font des projets, mais elles disposent de peu de recettes propres, et les gouvernements provinciaux sont pour beaucoup dans une situation financière difficile et n'ont pas le droit de s'endetter auprès des banques même si elles le font officieusement. Aussi, les projets de relance mis en avant par les gouvernements locaux supposent un financement des autorités centrales. Le gouvernement chinois étant très peu endetté, on peut concevoir que les banques financent une partie des plans de relance en achetant des bons du trésor puisque leur situation financière est saine et qu'elles sont peu endettées.

Les prévisions des économistes rencontrés sur place se situent autour de 7,5% de croissance pour 2009, soit un très net ralentissement par rapport à 2007 où la croissance était à 11,9% avec une estimation de 9% pour 2008. La Banque mondiale estime que la contribution nette des exportations va être négative, de l'ordre de moins 2 points de PIB en 2009, alors qu'elle était de l'ordre de 2,5% de PIB en 2007. L'économiste Stephan Greene de la Chartered Bank (Shanghai) estime que l'ensemble du paquet fiscal, c'est-à-dire la contribution des dépenses publiques nettes à la fois en termes de consommation et de capital pour relancer la croissance, va être de l'ordre de 2,8 points de PIB en 2009, et qu'il ne semble pas déraisonnable d'arriver à une croissance économique de l'ordre de 7,5 points de croissance pour cette même année si on fait confiance aux autorités chinoises pour stimuler la croissance par des dépenses fiscales notamment en investissements d'infrastructure (routes, ponts) et en dépenses de développement de la couverture sociale (éducation, santé), ces dernières étant plus longues à mettre en œuvre.

Ce qui ressort nettement tout d'abord c'est qu'en 2009 la relance, si elle a lieu, se fera par le secteur public et l'investissement public, loin de produire un rééquilibrage de la croissance chinoise au profit de la consommation. L'impact de la crise et les mesures de relance vont accentuer le déséquilibre de la croissance au profit de l'investissement, le seul moteur qui peut tirer la croissance à court terme, du moins en 2009. La deuxième conséquence est que la relance par la consommation ne pourra intervenir que plus tard, éventuellement sur la période 2010-2012. Autre point important c'est que ce ralentissement de la croissance va se faire au détriment du secteur privé qui va souffrir de la baisse des expor-

tations, et dans une certaine mesure du ralentissement de la consommation. Le secteur privé s'est développé dans une phase de surchauffe qui a engendré une prolifération de petites entreprises privées dans des secteurs comme le secteur de la sidérurgie¹. Cette crise va aussi avoir un effet d'assainissement. De nombreux investissements faits par des entreprises privées sont en surcapacité, ils n'étaient pas rentables et n'avaient pas la taille adéquate. Donc globalement, le choc va affecter le secteur privé alors que les entreprises publiques ont bénéficié de la grande phase de restructuration suite à la crise de 1997-1998. L'année 2009 va être une année de transition qui ne va pas contribuer à résoudre le problème du déséquilibre de la croissance chinoise.

MICHEL FOUQUIN

3. La Corée et le Japon

Que dire de ces deux autres pays asiatiques que sont la Corée et le Japon, même si ce dernier ne fait pas partie des économies émergentes. En effet, le Japon doit être pris en considération si on veut comprendre ce qui se passe en Asie.

Tout début décembre 2008, l'économiste du Samsung Research Institute en charge des prévisions macroéconomiques pour la Corée du sud était effondré à l'annonce que les exportations coréennes avaient baissé de 20% en rythme annuel. Une chute inattendue qui remettait en cause toutes ses prévisions, et d'ajouter que ce constat d'un effondrement des exportations était le même pour un certain nombre de pays d'Asie, notamment Taiwan qui a vu ses exportations vers la Chine chuter d'environ 50% en valeur en novembre 2008. Avec ce choc du mois de novembre, on a soudainement l'impression que l'économie chinoise se rétracte et que tout ce qui est autour en subit violemment les conséquences. On est dans une phase de chute particulièrement risquée pour faire des prévisions.

Deux ou trois remarques pour situer l'environnement et les conditions dans lesquelles la Corée du sud et le Japon abordent cette crise. Sur le plan financier, il n'y avait pas grand-chose à dire. La Corée après la grave crise financière de 1997-1998 avait depuis réduit le taux d'endettement de ses grands groupes de 400% à 100%. Aujourd'hui, les grandes entreprises coréennes sont financièrement saines, l'endettement public coréen est un des plus faibles de l'OCDE, avec un stock de la dette d'environ 33% du PIB. Ensuite, les banques coréennes sont très peu présentes à l'international ce qui les mettait à l'abri des mauvaises

¹ Dans certaines provinces, les fermiers qui faisaient de l'élevage de canard, suite à la grippe aviaire se sont reconvertis dans la production d'acier profitant du boom de la demande et de l'explosion des prix. Ils se trouvent aujourd'hui confrontés à une nouvelle crise.

surprises. Et pourtant comme ailleurs la crise mondiale se fait sentir en Corée et au Japon, ceci par trois voies.

La première c'est le retrait massif des investisseurs internationaux qui avaient pris des positions sur le marché coréen. Il n'y a pas vraiment de fuite des capitaux, ce n'est pas un manque de confiance à l'égard de la Corée, c'est simplement que les *hedge funds* et autres organismes chargés d'investir en Corée ont désespérément besoin de récupérer leurs avoirs ce qui a entraîné l'effondrement de la bourse de Séoul pour plus de 50%. Le même phénomène, une chute de la bourse, s'est produit au Japon mettant les banques japonaises en difficulté. La chute de la valeur de leurs portefeuilles d'actions qui tiennent une place très importante dans leurs fonds propres les contraint à réduire leur activité de crédit. En Corée comme au Japon ce sont surtout les PME qui sont touchées par la raréfaction du crédit.

Le deuxième vecteur va être l'inquiétude des ménages qui se répand très vite. Au Japon cela a été particulièrement violent, la consommation des ménages a baissé en niveau absolu, c'est-à-dire que le Japon est entré en récession dès le deuxième trimestre 2008. On prévoit des troisième et quatrième trimestres également négatifs ainsi que l'année 2009. En Corée le niveau d'endettement des ménages est très élevé suite à la politique gouvernementale encourageant leur endettement au début des années 2000. Ils doivent donc eux aussi réduire leur niveau de dette ce qui est mauvais pour la consommation.

Enfin Corée et Japon sont des économies fortement dépendantes des échanges internationaux.

Dans le cas du Japon, l'explication de la première partie de la récession vient du choc brutal sur les termes de l'échange enregistré durant la première partie de l'année 2008, alors que les prix des matières premières avaient explosé et que les prix des exportations japonaises étaient assez faibles. La deuxième partie de la récession vient du fait que les marchés à l'exportation entrent en récession. Les marchés à l'exportation, notamment chinois et américains ainsi que ceux du reste de la zone, qui avaient tiré la croissance du Japon et de la Corée pendant toutes ces années se contractent. C'est le troisième élément qui explique cette situation.

Paradoxalement, les deux pays ne réagissent pas de la même façon face à la crise, notamment pour ce qui concerne le change. Le won coréen dans une économie fragilisée aux exportations a perdu plus de 30% de sa valeur depuis le début 2008 par rapport au dollar alors que le yen s'apprécie très fortement. On a à faire à des phénomènes particuliers. Les investisseurs internationaux empruntaient en yens (Carry Trade in yens) massivement avec des taux d'intérêt très faibles pour les changer en dollars et aller ensuite prêter ces dollars et

bénéficier ainsi de taux d'intérêt élevés. Ces achats de dollars maintenaient une parité du yen basse. Le jour où le besoin de récupérer le maximum de liquidités a conduit les investisseurs à liquider leurs positions, on a vu un mouvement d'appréciation du yen tout à fait considérable. En Corée, on a une réaction plus traditionnelle qui est qu'en période de difficultés les parités baissent. Par rapport à cette divergence on voit bien que cette situation va poser des problèmes. L'effondrement en termes réels des marchés mondiaux, plus la montée du yen, font que le Japon a perdu beaucoup de sa compétitivité à tel point que le Japon a enregistré un déficit de sa balance commerciale fin 2008. Certes les grands groupes japonais sont mondialisés et échappent à cette contrainte mais en Corée comme au Japon le point faible de l'économie réside dans les petites et moyennes entreprises. Les grands groupes d'une manière générale vont surmonter la crise, ayant des liquidités et peu de dettes. On prévoit même dans le cas de la Corée un renforcement des *chaebols*, le système des grands groupes qui tirent l'économie coréenne. Au Japon, c'est moins évident.

Un mot sur le plan de relance. Celui de la Corée est extrêmement ambitieux étant presque aussi important que celui de la Chine, ce qui paraît plausible. En effet, la dette publique étant faible, le gouvernement dispose de marges de manœuvre pour relancer son économie, 50% en déduction fiscale, et 50% en dépenses publiques supplémentaires. On retrouve les infrastructures comme partout ailleurs. Donc les Coréens ont la possibilité de relancer leur économie et vont le faire de manière assez massive, sans compter que le président de la Corée est un ancien de chez Hyundai avec un sens très développé pour la défense de l'industrie.

Au Japon, on est dans une situation très différente. Les taux d'endettement du Japon représentent 180% du PIB, un montant très élevé même si le service de la dette est raisonnable du fait de la faiblesse des taux d'intérêt qui devrait perdurer. Par ailleurs, la situation politique du Japon est délicate avec la succession de trois Premiers ministres dont deux ont échoué, et les chances de réussite de l'actuel paraissent faibles. La crédibilité politique est faible et les plans de relance sont régulièrement rejetés par le sénat japonais qui souhaite un changement de majorité au Japon. La politique de relance au Japon est donc très incertaine.

JEAN-JOSEPH BOILLOT¹

4. L'Inde

L'Inde oscille aujourd'hui, dans un contexte de turbulence mondiale et après les attentats de Bombay, entre cette *Indian Story*, une Inde qui va continuer à attirer

¹ Voir aussi du même auteur : les dures réalités du rattrapage, Banque Stratégie N° 265, décembre 2008

les capitaux et les services *offshore* du monde entier, et une crise qui viendrait uniquement de l'étranger. Depuis un an les évolutions endogènes amenaient à penser que le PIB indien allait descendre à environ 5% en 2009, mais l'impact de la crise est plus important que ce que l'on anticipait même si l'Inde affiche clairement un déni de crise qui inaugure mal des évolutions futures.

Encore récemment, l'Inde affichait la plus forte croissance qu'elle n'ait jamais connue, soit plus de 9% en moyenne sur trois ans. Serait-elle corrélée au cycle global de l'économie mondiale ou y a-t-il eu ces dernières années un réel changement dans son évolution ? La corrélation avec l'essor de la Chine ressort assez nettement. Ces deux puissances sont entrées graduellement depuis les années 1980 dans un phénomène de couplage avec l'économie mondiale. *Trend* ou surchauffe, de nombreux travaux comme ceux du CEPII et de l'ICRIER, montrent qu'avec un taux de croissance de 9% l'Inde était nettement au-dessus de son potentiel estimé plutôt à 6%. Aussi, d'où vient cette surcroissance de 3 points ? L'explication de l'exubérance du cycle indien est très largement fournie par les données du bas de la balance des paiements. On estime ainsi à 10% du PIB indien l'ampleur des entrées de capitaux en 2007. En effet, dans un contexte de surliquidités mondiales, les banques des pays occidentaux ont prêté des milliards de dollars aux grands groupes indiens depuis 2004, prêts OTC souvent (*over the counter*), à l'exemple des 2 milliards de dollars accordés au groupe Tata pour le rachat de Corus. Aujourd'hui, ces banques souhaitent le remboursement des prêts, au moins à échéance, alors que les entreprises indiennes ne sont plus du tout dans une situation financière confortable comme le montre le groupe Tata lui-même. Cet élément de surchauffe explique l'ampleur du retournement de l'économie indienne et les pressions inflationnistes estimées pour 2008 à environ une moyenne de 8%. Outre les pressions inflationnistes globales, des facteurs domestiques ont également été à l'œuvre dans la surchauffe et notamment la pénurie d'infrastructures et les déficiences dans le système éducatif alors que le moteur des exportations faisait appel massivement aux cols blancs dans le secteur des technologies de l'information. Les salaires des jeunes professionnels ont augmenté à plus de 15% par an sur la période 2004–2005 créant une forte pression inflationniste sur le reste de l'économie moderne et alimentant une bulle sur le marché immobilier et des biens durables comme l'automobile.

4.1. Retournement du cycle

Dans les prévisions initiales, le pic de croissance de 9% en 2007-2008 était suivi d'une retombée pouvant aller jusqu'à 4% en cas de mauvaise mousson, avec une reprise endogène de l'économie à partir de 2010-2011. Ceci était cohérent avec le *business cycle* indien. A titre d'exemple, sur la période 1995–2004, on a eu en 1996 un pic de croissance suivi d'un retournement du cycle qui avait rejoint le point bas de 4%. Les *business cycles* indiens sont des cycles longs.

Parmi les fondamentaux en Inde, figurent l'impotence administrative et la contrainte fiscale. Le déficit total consolidé de l'état central, des états et des entreprises publiques dépasse 10% du PIB et la dette publique cumulée incluant les dettes « hors bilan » fait à peu près 100% du PIB. Un tel déficit pour un pays en développement qui n'a pas plus de 15% du PIB en recettes fiscales est un véritable problème. Dans le contexte d'un système bancaire essentiellement public, tout prélèvement public supplémentaire conduit à un effet d'éviction (*crowding out effect*) sur le secteur privé. C'est ce qu'on est en train de vivre depuis le retournement brutal de la situation économique.

Celui-ci s'est manifesté d'abord sur le marché boursier avec un indice du Sensex perdant 60% en quelques mois, dont un véritable décrochement après la faillite de Lehman Brothers. Puis la contagion a gagné l'économie réelle en déprimant encore plus que prévu le retournement de la production industrielle observée depuis juin 2007.

En dépit de ce retournement de cycle, des institutions financières comme Goldman Sachs avaient en effet vendu l'idée du découplage de l'Inde lors des premiers soubresauts liés à la crise américaine des *subprimes*. De sorte que les flux de capitaux étrangers se sont en fait accélérés vers les pays émergents et en particulier l'Inde, conduisant au pic boursier de janvier 2008. Il a suffi que la crise financière s'aggrave en occident pour que la pyramide s'effondre. En janvier 2008, l'indice boursier était monté au-dessus des 21000 points alors que la valeur intrinsèque du Sensex est plutôt de l'ordre de 8000.

4.2. L'impact de la crise

L'impact de la crise se traduit tout d'abord sur le plan financier, où l'on observe une inversion complète des flux de capitaux externes avec l'arrêt total des entrées. En quelques semaines, les réserves de change ont ainsi chuté de 50 milliards de dollars (sur 300 Mds au départ). C'est donc la sphère financière externe qui entre en jeu.

Un deuxième phénomène est le resserrement du crédit interne, ou *credit crunch*. Les entrées de capitaux se sont en effet traduites par un emballement du crédit domestique, de l'ordre de +40% de croissance par an, qui a créé un endettement important des ménages vis-à-vis des secteurs porteurs de l'économie comme l'automobile et l'immobilier, même si la Banque centrale (RBI) avait commencé à le freiner en 2007.

Troisième étape, c'est la crise de l'économie réelle. Brutalement en octobre 2008, la croissance des exportations chute brusquement et passe de +25% à -12%. Outre la baisse de la demande des marchés développés comme ceux des Etats-Unis pour le textile-habillement, ceci est aussi en partie le reflet que la

Chine exporte la crise. Elle a encore augmenté son excédent soit en comprimant ses importations des pays en développement soit en stimulant ses exportations sur ces marchés comme en témoignent les importations sidérurgiques indiennes en provenance de Chine qui « massacrent » les entreprises indiennes du secteur. L'Inde a donc désormais « endogénéisé » l'impact du choc. Aujourd'hui, les autorités indiennes affirment avoir une politique économique « stimulative » sur le plan budgétaire et accommodante sur le plan monétaire, mais cela ne restaure pas la confiance des consommateurs, des banques et des entreprises qui ont brutalement déstocké et mis en attente leurs projets d'investissement.

4.3. Les scénarios à court terme

Un premier scénario n'exclut pas pour l'Inde une crise des paiements en 2009. En effet, dès lors que l'économie réelle est affectée avec des indices proches de ceux de la crise de 1929 comme le montrent les ventes de voitures qui ont chuté de 20% à jusqu'à 80% chez certains producteurs. En l'absence pour l'instant d'une véritable stimulation de la demande interne en Inde, les agents micro-économiques appliquent *de facto* des politiques pre-keynésiennes de type réduction immédiate des stocks et des coûts et notamment par licenciement de millions de salariés au statut précaire (98% de la force de travail en Inde ressort du secteur « inorganisé »).

On note dès lors un *free fall* de la consommation des ménages. Par exemple, les ventes du numéro deux des motos (Bajaj) ont chuté en novembre de 57% sur le marché domestique. *Free fall* auquel s'ajoute désormais un risque de surendettement des ménages et des entreprises qui s'étaient laissé emporter par l'abondance de crédits ces trois dernières années.

Sur le plan externe, 2009 sera une année extrêmement sensible pour l'Inde. Outre le creusement rapide du déficit commercial, c'est aussi le début de la période de remboursement des crédits extérieurs octroyés en 2004 pour une durée de 4 à 5 ans par les banques étrangères aux grands groupes indiens, de type *blue chips*. Il y aura très probablement un tirage important sur les réserves de change. Estimées à 250 milliards de dollars fin 2008, on peut considérer qu'en dessous d'un seuil de 150 milliards de dollars, l'Inde pourrait avoir un problème de solvabilité. D'autant que la politique de change suivie est celle d'une baisse de la roupie pour maintenir la compétitivité des exportations. Il suffit alors d'une très mauvaise mousson et de tensions politiques externes (Pakistan) ou interne (élections générales au premier semestre) pour que l'Inde n'ait d'autre solution que de se tourner vers le FMI d'une façon plus ou moins déguisée.

Un deuxième scénario plus rose serait pour l'Inde de pouvoir s'appuyer sur le redémarrage de l'économie mondiale en 2009 ce qui suppose : un ralentissement de la chute de l'activité économique dans les économies développées,

une politique de relance efficace en Chine et une baisse de la pression sur les exportateurs indiens.

4.4. Conclusion

On ne peut pas dire que l'on soit indifférent à ce qui va se produire en Inde, un relais important de la croissance mondiale avec plus d'un milliard d'habitants. Actuellement tous les indicateurs sont en berne : consommation, investissement, exportations et politique budgétaire, et les occidentaux doivent réfléchir à ce qu'il convient de faire.

En fait, on constate aujourd'hui que la Chine et l'Inde sont en train de reproduire l'environnement de la crise de 1929. L'Inde n'ayant pas de ressources internes véritablement solides pour relancer son économie risque i) de faire une dévaluation compétitive en laissant sa monnaie se déprécier et ii) de faire du protectionnisme en augmentant ses taxes sur ses importations en provenance de Chine.

Au-delà, la question est de savoir ce que l'on fait avec ce grand émergent sachant que 12 millions de jeunes Indiens arrivent chaque année sur le marché du travail. Avec une croissance qui oscille entre 0 et 3% et une crise de la balance des paiements, ce n'est pas 10 millions d'emplois qui vont se créer mais 3 millions qui disparaîtront. On a là une énorme perte d'externalités pour l'économie mondiale avec toute une force de travail non utilisée. Les chiffres sont de 100 millions pour l'ensemble des économies en développement. Sans compter l'impasse environnementale dans laquelle on était et qui risque fort de perdurer dans les prochaines années si on ne s'interroge pas sur une relance « par » les émergents, ou au moins « avec » les émergents.

Grands et petits émergents à l'épreuve de la crise

Après des crises à répétition dans les pays émergents au cours des années 1970-1990, les années 2000 ont vu s'intensifier l'attractivité des « Grands émergents » en raison notamment de leur taille et de leur plus grande stabilité apparente, ce qui a conduit à négliger les « Petits émergents ».

Or, en 2009, deux facteurs pourraient se conjuguer pour redonner de l'attractivité à ces derniers :

- la rapide croissance des « Grands émergents » exerce un fort effet d'entraînement sur les « Petits émergents », notamment par le biais des matières premières mais aussi en tant que sources de main-d'œuvre à meilleur marché. Jusqu'où l'effet d'entraînement peut-il jouer et quelle pourrait être l'ampleur des phénomènes de « malédiction des matières premières » ou de brain drain ?*
- les difficultés que rencontrent parfois les entreprises dans les « Grands émergents » redonnent de l'actualité au small is beautiful et à une plus grande diversification des risques.*

Quelle est donc la bonne carte de ces nouveaux « Petits émergents » dans le sillage ou en contrepoint des « Grands », en Asie, en Amérique latine et en Afrique ? Tout particulièrement, dans le contexte de la crise actuelle et de sa contagion différenciée, quels pourraient être les scénarios d'adaptation et de sortie de crise des uns et des autres ?

Les quelques pages qui suivent tentent de résumer les interventions de ce séminaire de clôture, qui s'est tenu en partenariat avec Medef International, le 18 décembre 2008.

1. Cadrage sur les pays émergents

L'introduction du séminaire a permis de mettre en lumière une opposition essentielle entre le « small is beautiful » de Bertrand Collomb et le « too big to fail » de Jean-Christophe Donnellier. En fait, il s'agit tout simplement du reflet de l'hétérogénéité de la catégorie « pays émergents » qu'ils soient gros ou petits.

BERTRAND COLLOMB

Les entreprises doivent aller chercher la croissance là où elle se trouve, c'est-à-dire dans les pays émergents. Le risque est présent dans chacun des pays du monde et pour l'entreprise, le risque, en particulier politique du pays émergent, n'est pas toujours considérablement plus élevé que le risque économique du grand pays développé. Surtout, la capacité d'acquérir dans un petit pays une position forte est beaucoup plus facile. Dans beaucoup d'industries, il est préférable d'avoir une position forte dans un marché relativement limité plutôt que d'être un acteur marginal dans un très grand marché. Le Groupe des 20 (ou G20) est un excellent signe d'ouverture pour le dialogue politique et économique afin de maîtriser les nouveaux enjeux pour agir ensemble dans une lutte contre les problèmes de la planète et en particulier celui du changement climatique.

JEAN-CHRISTOPHE DONNELIER

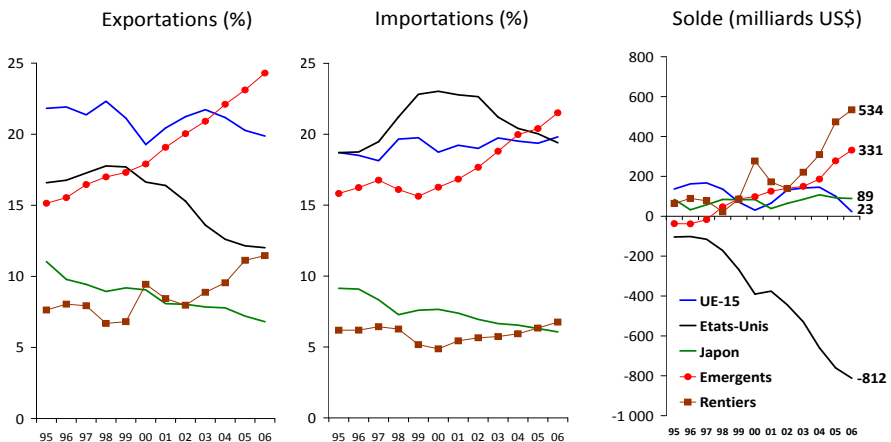
Il y a bien depuis quelques années à la fois une extension de l'émergence à de nouveaux pays (par effet d'entraînement), et une attractivité nouvelle des petits pays (compte tenu des difficultés à pénétrer commercialement des systèmes souvent protégés dans les grands émergents). Cependant, la crise est en train de donner une réponse claire (sans être définitive) quant à l'attractivité comparée des grands et petits émergents. D'abord la crise touche davantage les petits pays émergents, que ce soit par le canal commercial (degré d'ouverture plus élevé, spécialisation sectorielle plus forte, concentration des échanges), ou le canal financier (davantage recours à l'endettement en devises, transferts des migrants en baisse, peu de réserves de changes, problèmes de balance des paiements). Ensuite, l'ouverture aux émergents (accélérée par la crise), accélère la « prise de pouvoir » par les grands émergents (OMC, G20), qui défendent *in fine* leurs intérêts. En période de crise, l'effet de masse compte. On assiste à un regain du régionalisme autour des grands émergents (Brésil/Mercosur, Amérique Centrale,

ASEAN + 3, ...). Ces grands émergents vont ainsi bénéficier d'une demande intérieure importante pour soutenir la sortie de crise (contrairement aux petits qui dépendent davantage des exportations). De même les fonds souverains des grands émergents vont se retourner vers leur économie domestique plutôt que d'aller financer l'étranger.

FRANÇOISE LEMOINE

F. Lemoine présente de son côté une classification selon l'insertion dynamique dans l'économie mondiale avec deux groupes identifiables : les économies vraiment émergentes (57% de la population mondiale, 17% du PIB) et les pays rentiers (respectivement 8% et 6%).

La montée en puissance des émergents et des rentiers dans le commerce mondial de biens et de services



Source : CEPIL, CHELEM-CIN-BAL.

Les grands émergents et les autres : poids dans le commerce mondial de biens & services

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	2006	évol. 95-06	2006	évol. 95-06
	(% monde)	(point de %)	(% monde)	(point de %)
MONDE	100.0	-	100.0	-
RICHES	56.8	-12.8	64.2	-3.8
EMERGENTS	24.4	9.2	21.5	5.7
Mexique	2.4	0.5	2.1	0.5
Brésil	1.4	0.3	1.1	-0.3
Inde	1.8	1.0	2.0	1.0
Chine	9.8	6.0	6.5	3.3
Autres émergents	9.1	1.4	9.8	1.2
RENTIERS	11.5	3.9	6.7	0.6
Russie	2.9	0.8	1.8	-0.0
Autres rentiers	8.6	3.1	4.9	0.6
RESTE DU MONDE	7.3	-0.3	7.5	-2.5

Source : CEPII, CHELEM-CIN-BAL.

Les grands émergents et les autres : poids dans l'économie mondiale

	2006			évolution 1995-2006	
	Population	PIB courant	PIB-PPA par tête	Population	PIB-PPA par tête
	(% monde)		(milliers dollars)	(croissance, %)	
MONDE	100	100	9.0	15	30
RICHES	15	74	33.9	7	26
EMERGENTS	57	17	4.5	14	62
Mexique	2	2	11.4	16	29
Brésil	3	2	8.7	15	14
Inde	17	2	2.4	21	67
Chine	20	5	4.5	8	145
Autres émergents	15	6	5.4	14	34
RENTIERS	8	6	9.3	13	40
Russie	2	2	12.7	-4	63
Autres rentiers	6	4	8.0	21	31
RESTE DU MONDE	20	3	2.8	26	24

Source : CEPII, CHELEM-PIB.

Sur la question « Les grands émergents peuvent-ils tirer les petits ? », T. Mayer montre que les canaux de transmissions du développement passent essentiellement par une bonne gouvernance, un transfert de technologie ou un potentiel marchand des différents pays dans le monde.

Le potentiel marchand

Concept central = market potential

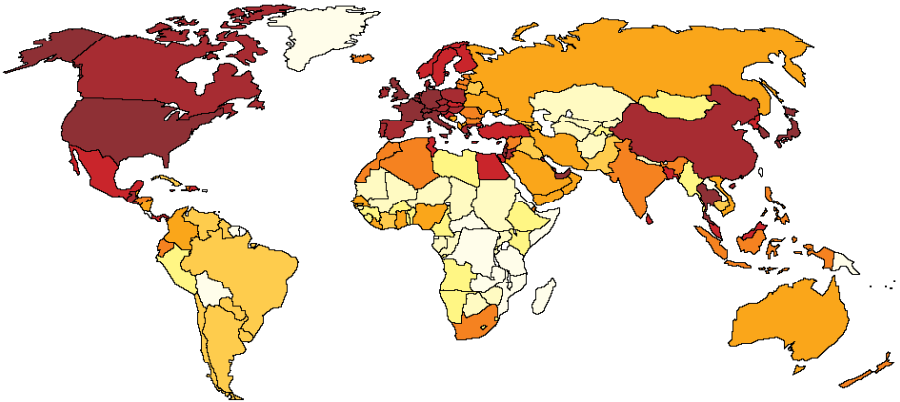
$$\text{HMP}_r = \sum_s Y_s / d_{rs}$$

Version moderne est plus complexe

- provient d'une équation de profit.
- traduit les possibilités d'exportation d'une firme implantée en r
- nécessite de prendre en compte autres coûts au commerce + concurrence des autres firmes / pays.
- pourquoi aujourd'hui se poser la question de l'accès au marché?

Source : « Market Potential and Development: A background paper for the World Development Report ».

Le market potential aujourd'hui

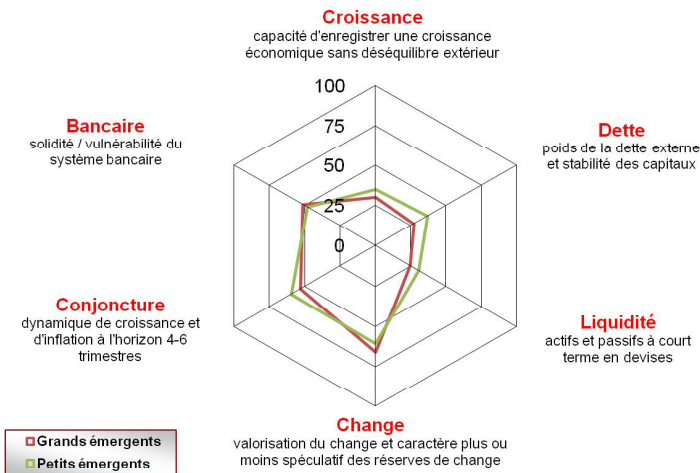


* plus la couleur est foncée, plus le potentiel est élevé

Source : « Market Potential and Development: A background paper for the World Development Report ».

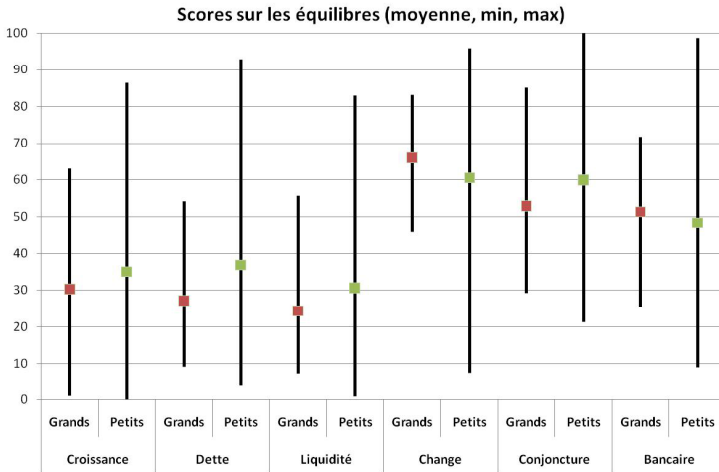
Ce dernier montre que la volatilité des petits et grand émergents est sensiblement la même lorsque l'on regarde le PIB. En revanche, les petits émergents sont plus éclatés vis-à-vis de leur solde courant respectif. Si l'on regarde les données bancaires, la dette, la croissance, les liquidités, le change et le taux de couverture, le groupe des petits pays émergents n'apparaît pas plus risqué en soi mais il est plus volatile.

Les grands et petits émergents à l'épreuve de la crise



Source : T.A.C.

Les grands et petits émergents à l'épreuve de la crise



Source : T.A.C.

2. Table-ronde Asie

MICHEL FOUQUIN

Depuis 2000, la Chine exerce une force d'attraction inégalée auparavant ; elle tire la croissance de la région notamment pour les pays proches, du Japon à Taïwan. Par le dynamisme de ses exportations et par l'accueil des investisseurs japonais, coréens et taïwanais, la Chine a transformé la division internationale du travail en accélérant la désindustrialisation japonaise, puis progressivement celle de la Corée et de Taïwan. L'entrée de la Chine à l'OMC (gage de stabilité économique et politique) a permis d'accélérer la délocalisation vers la Chine des entreprises japonaises, taïwanaises et dans une moindre mesure coréennes.

Cependant cette expansion chinoise pose quelques problèmes :

- le taux de surinvestissement en Chine est anormal et contraste avec la sous consommation des ménages chinois ;
- les déséquilibres commerciaux Etats-Unis/Asie sont insoutenables et ont joué un rôle dans la crise actuelle ;
- la demande chinoise a joué un rôle important dans la flambée des prix des matières premières sur la période 2001 à août 2008.

2.1. La crise en Asie

La chute brutale des exportations des pays voisins vers la Chine en novembre 2008 (37% en Corée, 40% à Taiwan) qui étaient au cœur de leur croissance va provoquer une rupture dans la croissance asiatique. De plus, les retraits massifs des investisseurs en Corée et au Japon ainsi que dans les PVD d'Asie entraînent la chute des places financières et fragilisent leur balance des paiements. Les pays réagissent de manière très inégale : rapidité des plans de relance en Chine et en Corée (pays peu endetté) alors que le Japon souffre de problèmes politiques internes.

Les prévisions de croissance pour 2009 sont pour la Chine de 6%, une récession forte au Japon, en Corée, à Taiwan, à Hong Kong et à Singapour est attendue.

Enfin, la crise déstabilise les monnaies asiatiques, avec comme scénarios possibles :

- une politique de dépréciation asiatique qui entraînerait des mesures protectionnistes aux Etats-Unis et en Europe ;
- une politique de maintien de la parité de la monnaie chinoise qui inciterait les autres pays à être raisonnables et la Chine à recentrer sa croissance sur la consommation intérieure. C'est le scénario le plus favorable permettant le rééquilibrage des relations avec le reste du monde.

JEAN-RAPHAËL CHAPONNIÈRE

L'évolution la plus frappante depuis la crise est la baisse de deux points de la croissance de l'Asie (hors Chine) qui devient inférieure à celles de l'Inde et de la Chine. Ce ralentissement est dû à la baisse de l'investissement ; le niveau d'investissement dans cette région est désormais considéré comme anormal.

Les relations des petits émergents avec la Chine sont bien plus importantes en moyenne qu'avec l'Inde (la Chine pèse huit fois plus que l'Inde dans le commerce extérieur) notamment pour les pays d'Asie de l'Est, la Corée ou Taiwan. Le poids du commerce avec la Chine varie entre 6% et 12% du PIB selon les pays hors Vietnam (où il représente 2% du PIB ; le déficit vietnamien avec le PIB est colossal en points de PIB). D'une manière générale, les pays ont un déficit avec la Chine alors qu'ils sont plus nombreux à être en excédent avec l'Inde.

On sait peu de chose sur la nature des échanges entre les petits émergents et leurs grands voisins, sauf pour le Vietnam, où ses exportations vers la Chine relèvent d'une dynamique Nord-Sud. Ce pays exporte des ressources naturelles, pétrole et charbon et très peu (20%) de produits manufacturés.

Entre 1999 et septembre 2008, la place de l'Asie n'a pas bougé sur les marchés

américain et européen. On a assisté à la baisse du Japon et des autres pays asiatiques et à la recomposition de l'Asie autour de la Chine, les filiales asiatiques assurant près de la moitié des exportations chinoises. Pour les petits émergents, les pays de l'ASEAN, on a assisté à l'érosion de tous sauf du Vietnam qui accueille des filiales asiatiques.

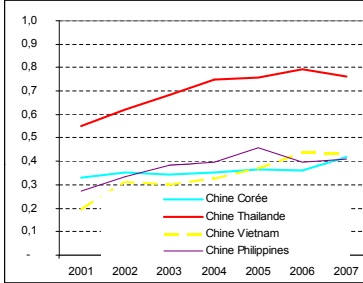
Quant aux structures des exportations, il y a un fort parallélisme des exportations chinoises et thaïlandaises. Pour les autres, c'est beaucoup moins net. Les exportations coréennes sont plus sophistiquées que celles de la Chine, elles le sont moins au Vietnam. Par contre, il n'y a pas de concurrence directe entre les exportations indiennes et celles des autres pays. L'Inde est sur des produits à plus forte valeur ajoutée.

Les croissances chinoise et indienne vont diminuer. L'impact de ce ralentissement sera moins important pour l'ASEAN que pour la Corée ou Taiwan car les exportations de ces pays de l'ASEAN vers la Chine pèsent assez peu dans leur PIB. Tous les pays redoutent que la Chine laisse filer le yuan. Depuis quelques mois, le taux effectif de change a diminué en Indonésie et en Thaïlande (il a augmenté au Vietnam) alors que le taux effectif du yuan s'est apprécié. Une baisse du yuan est peu probable.

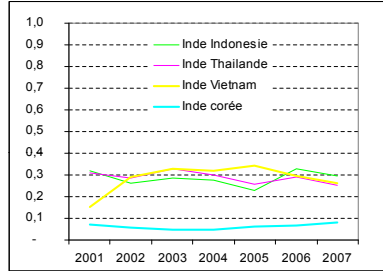
Si l'on se projette après la crise, il y a deux risques pour les pays de l'ASEAN : un retour vers des spécialisations matières premières avec les problèmes que cela posera en termes d'emploi, et le piège des revenus intermédiaires.

Quelle concurrence sur le marché américain entre les exportations asiatiques, chinoises et indiennes ?

La Chine est un concurrent frontal de la Thaïlande



L'Inde : peu de concurrence directe



La Chine ne joue pas dans la même catégorie que la Corée, le Vietnam ou les Philippines
L'Inde ne joue pas dans les mêmes catégories que les autres

$$Cos_{ij} = \frac{\sum_k E_{ik} * E_{jk}}{\sqrt{\sum_k E_{ik}^2 * \sum_k E_{jk}^2}}$$

- Indicateur de parallélisme : varie de 0 à 1 (identité)
- Mesuré à partir des données US ITC à 3 chiffres – 600 postes

Source : AFD.

CHRISTIAN BLANCKAERT

Dans l'industrie du luxe (Hermès), on évite de faire des distinctions entre les différents « types » de pays. Il n'y a pas de petits pays. Il faut plutôt parler en termes de potentiels.

Pour un groupe comme le nôtre, le chiffre d'affaires mondial au Japon est en diminution depuis l'envol du yen et la baisse de la consommation est entraînée par la récession. Par contre, les ventes progressent en Chine, et le potentiel reste énorme. Les petits pays de l'ASEAN résistent bien à la crise.

Le Japon souffre de l'augmentation du yen mais demeure une terre vitale à long terme pour les entreprises françaises en raison des fortes plus values artisanales ou scientifiques.

Notre stratégie est la suivante :

- raisonner en opportunités locales de niche et non pas viser un développement global des pays ;
- accentuer la pénétration dans des marchés ayant un excellent positionnement plutôt que dans des marchés de grandes tailles ;
- renforcer les capacités d'innovation et l'ancrage culturel d'origine ;
- revendiquer l'appartenance culturelle ;

- agir de manière décentralisée en accélérant les relations directes locales jusqu'au point de vente ;
- réviser le *business model* en donnant plus de responsabilités à chacun des dirigeants locaux.

On note que la vulnérabilité est dans la globalisation.

En conclusion, il faut privilégier l'ancrage local, la décentralisation, l'accélération de la proximité avec la clientèle à l'unité près.

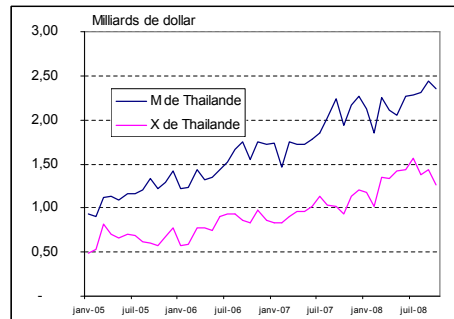
Les fluctuations monétaires récentes (dévaluation du won, du renminbi, de la roupie indonésienne, appréciation du yen...) sont un des éléments dangereux à court terme pour les entreprises.

Thaïlande

Chine

- Marchés tiers Concurrence frontale.
- Echanges bilatéraux Forte pression chinoise sur le marché thai et bonne accroche thai au marché chinois

Chine-Thaïlande



Source : GTA.

3. Table-ronde Amérique latine

GERARDO DELLA PAOLERA

La situation en Amérique latine va dépendre de la manière dont les Etats-Unis vont résoudre la crise. Une relance américaine avec une politique monétaire expansive et donc une dévaluation du dollar serait une bonne nouvelle pour l'Amérique latine alors qu'une relance fiscale avec réévaluation serait un frein au redressement (dollar en tant que *deus ex machina*).

Après une période 2002–2008 plutôt bonne, le Chili, le Brésil (bonne politique macro économique de ciblage de l'inflation), le Mexique ainsi que le Pérou seront mieux placés pour encaisser le choc en proposant des politiques contra-cycliques.

Les autres pays, Venezuela, Argentine, Equateur et Bolivie auront des problèmes macro économiques plus prononcés.

Pour la zone, le rôle à jouer par les pays sera limité car une intervention de l'Etat risque de bouleverser le taux d'intérêt interne. L'Amérique latine a besoin d'une relance des organismes internationaux. Le rôle du FMI va être crucial grâce à la création d'un fonds de réserve pour l'Amérique latine. Un accord a d'ores et déjà été trouvé avec la banque centrale américaine pour des *swaps* de monnaies avec le Brésil et le Mexique.

Pour Cuba, on peut envisager d'investir massivement après la chute du régime.

L'Uruguay peut devenir une véritable plateforme régionale pour servir les marchés brésilien et argentin.

En conclusion, la crise doit être considérée comme une opportunité pour sortir de la déflation.

JAVIER SANTISO

La crise est une leçon d'humilité pour les économistes.

Il existe différents canaux de transfert de la crise selon les pays : remises d'émi-grants (qui jouent également sur la demande interne), exportations, canaux financiers (*deleveraging*, effet de levier inversé) et bancaires.

L'Asie est devenue un troisième pôle de croissance exogène pour la zone (Etats-Unis et Union européenne). 37% des exportations chiliennes sont en direction de l'Asie.

La crise est importante pour les pays dans lesquels les remises de travailleurs émigrés ont une part élevée dans le PIB.

Une telle crise aurait été fatale il y a 10 ou 15 ans. Cette fois, l'inflation reste contenue, la dette est maîtrisée.

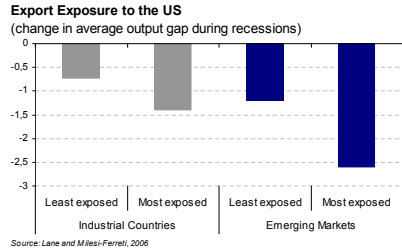
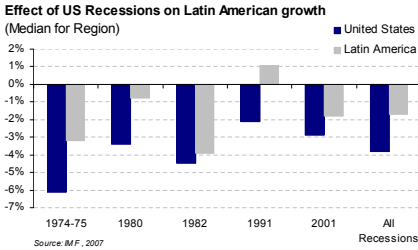
Par contre, la redistribution fiscale faible en Amérique latine est un obstacle aux plans de relance.

En n'intervenant pas dans une période de crête politique, la crise ne créera pas

de tensions politiques endogènes. Elle peut être vue par contre comme accélérateur dans les processus d'intégration économique de la région.

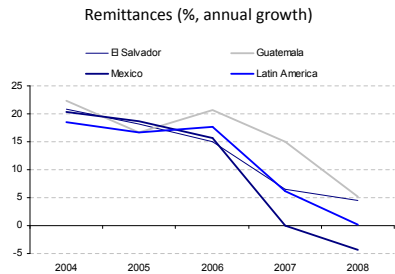
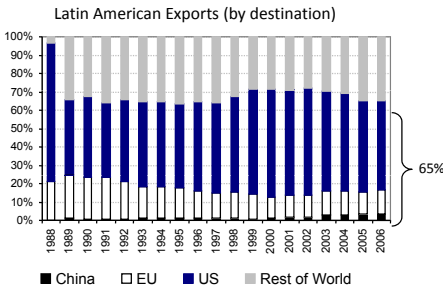
The financial crisis: should Latin America be worried?

Historically speaking, yes: when the U.S. sneezes, Latin America catches cold



The financial crisis: should Latin America be worried?

Current account channel: trade and remittances



SERGE RAGOZIN

Dans le secteur de l'hôtellerie, l'optimiste est présent sur la zone Amérique latine qui représente 22% du chiffre d'affaires d'Accor avec un fort potentiel de croissance et une capacité de résistance solide.

Au Brésil, la confiance est forte tant au niveau politique qu'économique. Le Président Lula a su entraîner le pays dans des réformes structurelles importantes en s'appuyant sur une rigueur de gestion exemplaire et d'importantes réserves (200 Mds de \$) et ceci malgré la dépréciation de 30% du real.

Le Mexique est probablement le pays le plus exposé en raison de ses liens économiques étroits avec les Etats-Unis.

La Colombie offre un potentiel intéressant malgré une image à l'international déficiente ; il y a une grosse demande intérieure dans l'hôtellerie économique.

Le Chili est la Suisse de l'Amérique latine. Les plans d'investissement sont intacts dans les deux métiers d'Accor.

Au Pérou, la demande nationale est forte (dans le secteur de l'hôtellerie pour le milieu de gamme) et il existe une bonne source de croissance.

L'Argentine et le Vénézuëla où la demande intérieure s'accélère offrent un potentiel de croissance intéressant.

Sao Paulo est un *hub* technologique qui devient une plate-forme mondiale qui n'est plus seulement régionale.

En conclusion, on ne distingue pas de petits ou grands émergents. Il faut se baser sur le potentiel de chaque pays et particulièrement sur celui de la demande intérieure.

Quelques remarques générales sur le continent :

- la situation des pays émergents dépend de la solidité institutionnelle et macro-économique de chacun. Le clivage petit/grand n'apparaît pas comme évident ;
- l'évolution sur 10 ans montre un ancrage du Mexique sur les Etats-Unis et une pénétration forte de l'Asie en Amérique latine ;
- l'importance des inégalités sur la zone est fortement liée au politique.

4. Table-ronde Afrique

JEAN-LOUIS TERRIER

Il n'y a pas de découplage de la crise en raison de la diminution du prix des matières premières (hors phosphate et or) qui diminueront le volume (en valeur) des exportations, des transferts des émigrés et de l'aide publique au développement (APD) et des fonds privés.

La croissance annuelle qui est de l'ordre de 5 à 6% sur ces cinq dernières années cache des disparités : +23% en Angola, +14% en Guinée équatoriale et +3.3% au Cameroun, alors qu'on enregistre environ 2 points de croissance de moins dans la zone du franc CFA.

En termes macro-économiques, l'Afrique sub-saharienne reste à la traîne en termes d'investissement/PIB, de diversification des exportations...

Il y aura décollage économique s'il y a un développement des infrastructures (notamment des routes) pour attirer les investisseurs privés et l'Etat. Il y a un réel besoin de fonds pour construire (43% des fonds de l'APD vont dans l'assistance technique).

Les facteurs clés sont les matières premières, les concessions pétrolières, le colonialisme, les prêts concessionnels, les prêts APD sans condition. Il faut en même temps créer des infrastructures et lutter contre la corruption.

MAHAMADOU SAKO

L'Afrique est un grand pays émergent. Après des taux de croissance en Afrique de 7 à 8% ces dernières années, les prévisions pour 2009 sont de l'ordre de 5%.

Les banques africaines qui se régionalisent ne seront pas affectées par la crise ce qui permettra de financer le tissu de PME-PMI. Par contre, il risque d'y avoir une réduction de l'APD et donc de la redistribution vers la santé et l'éducation. L'avenir dépendra de la baisse, ou de l'arrêt de la hausse des prix des matières premières qui ralentira alors les exportations.

La construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux et l'électrification rurale sont indispensables pour désenclaver de nombreux pays et les zones rurales. Il est important d'avoir un secteur privé fort.

Les choix politiques africains permettront ou pas de véritables plans de développement. Par ailleurs, l'intégration régionale est une clé de l'avenir : Afrique du Centre, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest.

Annexe

Pays émergents : nouveaux marchés ou nouvelles concurrence ?

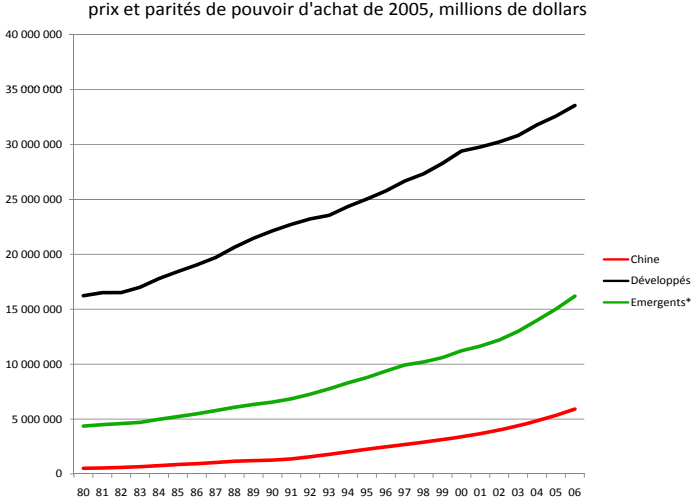
Les grands émergents sont loin d'être de simples pays producteurs à bas salaires. La taille considérable de leurs marchés intérieurs, notamment en parité de pouvoir d'achat, en fait parallèlement des cibles privilégiées des entreprises occidentales à la recherche de nouveaux relais de demande. C'est aussi une condition d'équilibrage macro-économique à l'échelle mondiale. Mais quels sont exactement les volumes de consommation, à quels prix et peut-on parler de simple reproduction des modes de consommation occidentaux ?

Entre les différents segments clairement perceptibles : luxe, classes moyennes et les fameux BOP (Base of Economic Pyramid), quelles cibles choisir ? Quelles sont les stratégies gagnantes ? Où sont les gisements de croissance des prochaines années ? Comment caractériser les consommateurs à venir dans les émergents ? À quel effet boomerang faut-il enfin se préparer si tenté que ces économies inventent peut-être des modes de consommation qui ont toute leur place sur les marchés des pays développés (le fameux « low cost ») ?

On trouvera ici les principales données présentées lors du séminaire du 3 juin 2008.

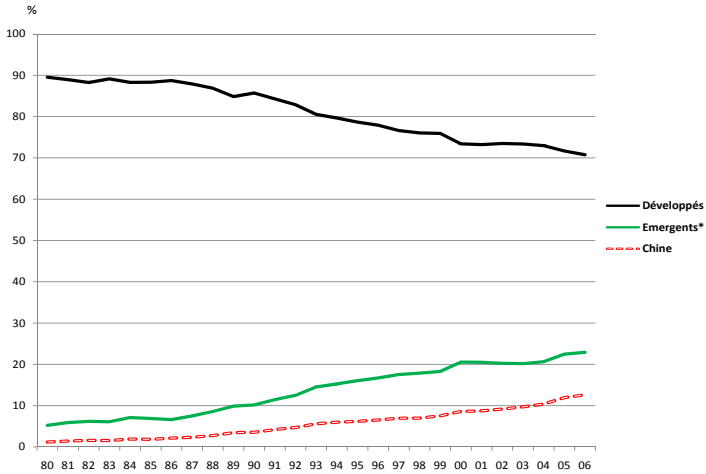
La montée en puissance des pays émergents dans le commerce mondial

**Evolution des PIB PPA par tête
1980 - 2006**



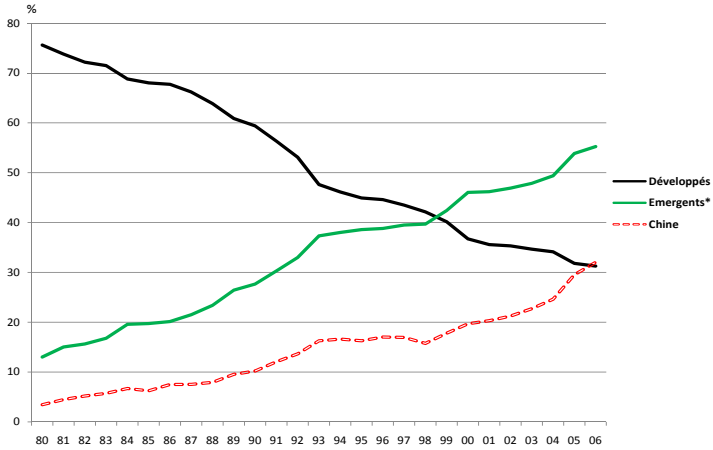
Source : CEPII, base de données CHELEM-PIB.

**Parts dans les exportations mondiales de biens de consommation
1980 - 2006**



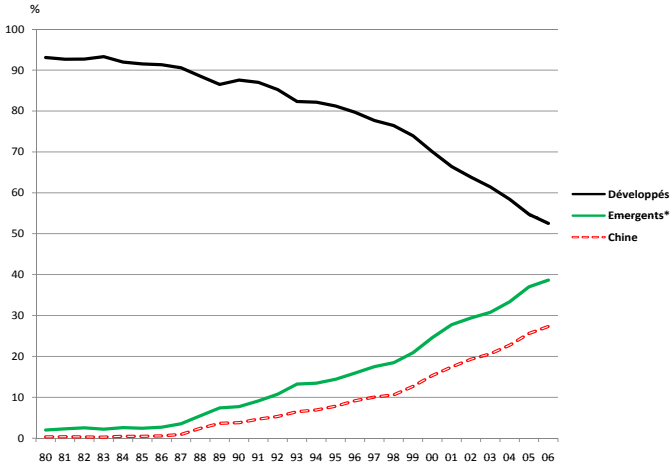
Source : CEPII, base de données CHELEM-commerce international.

Parts dans les exportations mondiales de vêtements de confection 1980 - 2006



Source : CEPIL, base de données CHELEM-commerce international.

Parts dans les exportations mondiales d'électroménager 1980 - 2006



Source : CEPIL, base de données CHELEM-commerce international.

Le poids croissant des Emergents dans les ventes d'un groupe comme L'Oréal

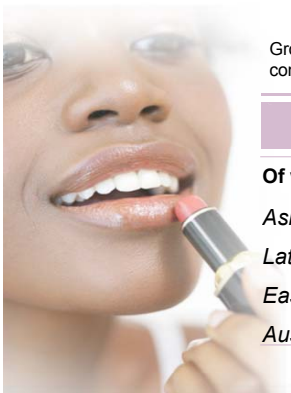
The limits of the model on a long term basis
Weight of geographical zones in cosmetics sales

	1990	2003	2004	2005	2006	2007
WESTERN EUROPE	72.9%	52.7%	51.4%	47.4%	46.6%	45.6%
NORTH AMERICA	19.1%	27.6%	26.5%	27.2%	26.3%	25.2%
REST OF THE WORLD	8.0%	19.7%	22.0%	25.4%	27.1%	29.2%
ASIA		7.8%	8.9%	9.7%	9.7%	10%
JAPAN		2.7%	2.6%	2.6%	2.2%	2%
ASIA (excluding JAPAN)		5.1%	6.3%	7.1%	7.6%	8%
LATIN AMERICA		4.9%	5.1%	6.1%	6.8%	7%
EASTERN EUROPE		3.0%	3.7%	4.8%	5.7%	7.2%
OTHER COUNTRIES		4.0%	4.3%	4.8%	4.8%	5.1%
COSMETICS TOTAL	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Source : Groupe L'Oréal. All rights reserved.

The hopes and the perspectives
Old and new countries

**Rest of the World
 Without Japan**



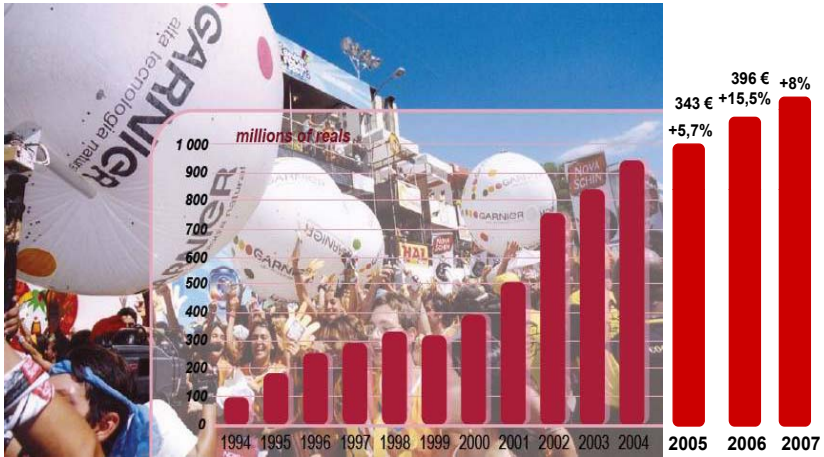
Growth in constant currencies	2005	2006	2007
	+8.1%	+9.9%	+10.0%
Of which			
Asia without Japan	+6.6%	+ 8.8 %	+7.9 %
Latin America	+11.4%	+13.9 %	+9.8 %
Eastern Europe	+7.2%	+7.3 %	+13.3 %
Austral zone	+9.0%	+9.7 %	+10.7 %

*Excluding soaps and toothpastes
 2007 provisional estimate

Source : Groupe L'Oréal. All rights reserved.

The limits of the model on a long term basis but also perspectives
The huge stake of the growth relay countries

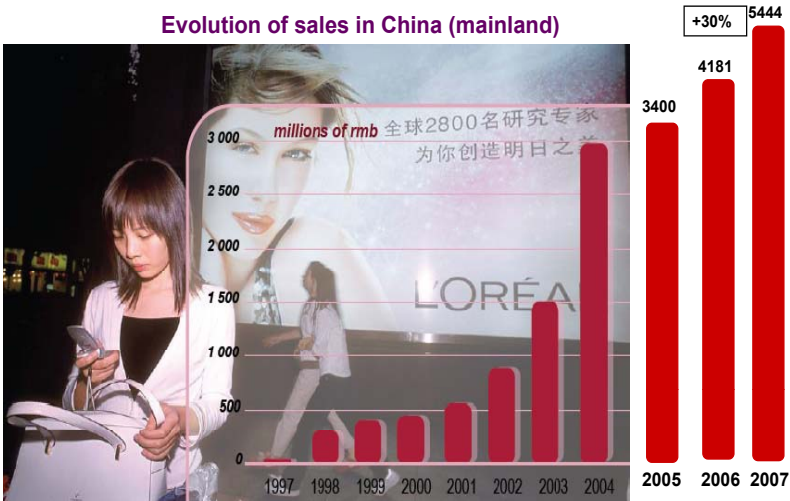
Evolution of sales in Brazil



Source : Groupe L'Oréal. All rights reserved.

The limits of the model on a long term basis but also perspectives
The huge stake of the growth relay countries

Evolution of sales in China (mainland)

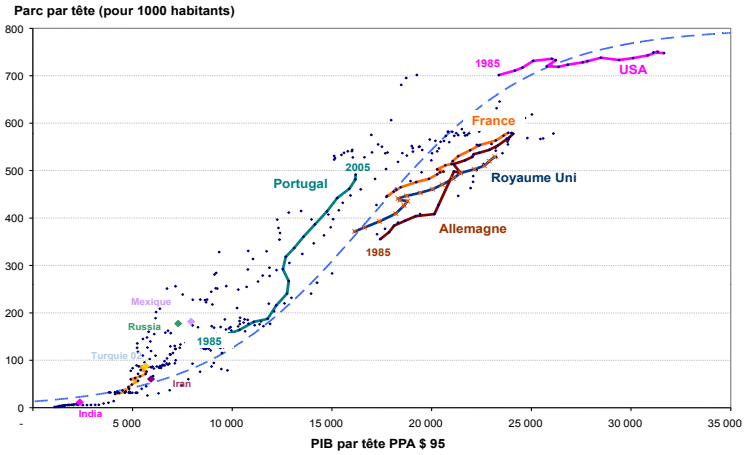


Source : Groupe L'Oréal. All rights reserved.

ERIC CHAMPARNAUD & JEAN-LOUIS GUÉRIN

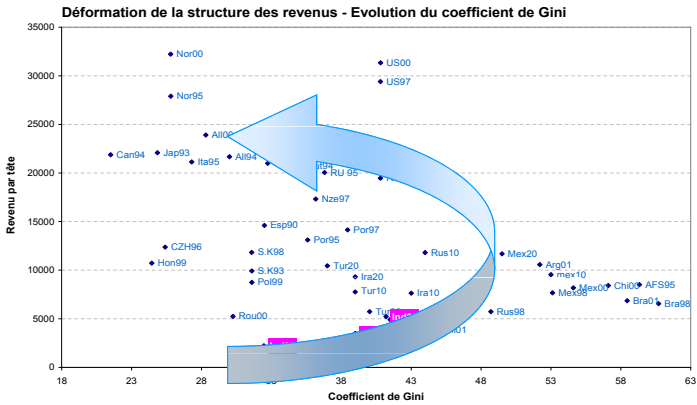
Le cas du marché de l'automobile et de l'Inde entre 2005 et 2016

**Quantifier et dynamiser la relation
« Parc Auto-Fondamentaux »...**



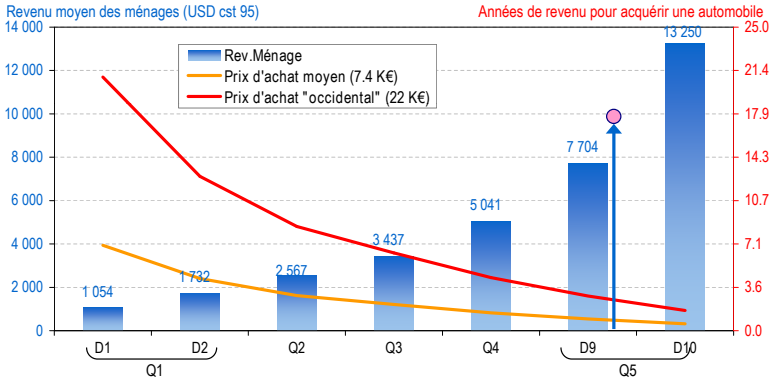
Source : © BIPE 2008 - Juin 2008. Tous droits réservés.

Des inégalités qui devraient se creuser dans les prochaines années



Sources : Banque Mondiale – © BIPE 2008 - Juin 2008. Tous droits réservés.

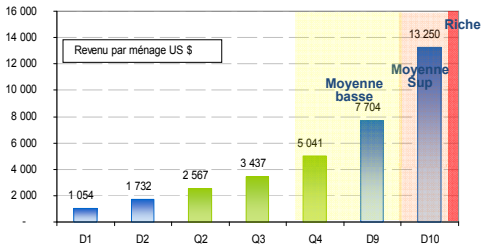
Les taux d'effort requis pour accéder à l'automobile en 2016



Source : © BIPE 2008 - Juin 2008. Tous droits réservés.

La classe moyenne représentera 33% des ménages en 2016

En 2016 :



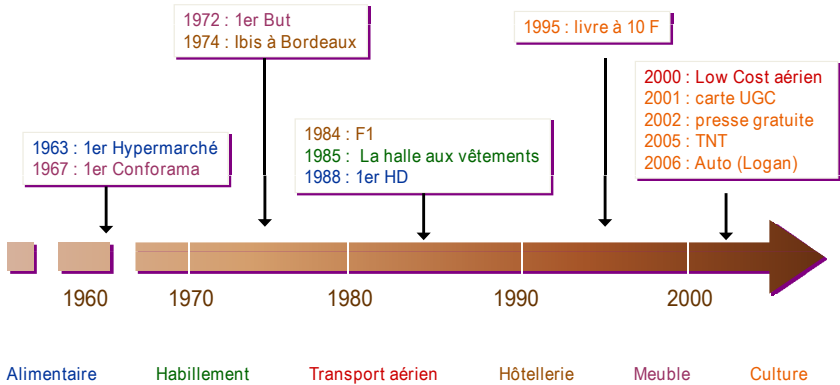
Classe sociale	Revenu annuel seuil	Ménages	% ménages
Riche	25 312 \$	2 937 442	1.1
Moyenne Sup	10 602 \$	22 184 839	8.6
Moyenne Basse	4 754 \$	61 200 348	23.8

- La classe aisée représente 1,1% des ménages, avec un revenu minimum annuel de 25 312 \$
- La classe moyenne supérieure représente 8,6% des ménages, avec un revenu minimum annuel de 10 602\$
- La classe moyenne inférieure représente 23,8% des ménages, avec un revenu minimum annuel de 4 754\$

Source : © BIPE 2008 - Juin 2008. Tous droits réservés.

La place pour les modèles *Low Cost* sur les marchés des pays développés

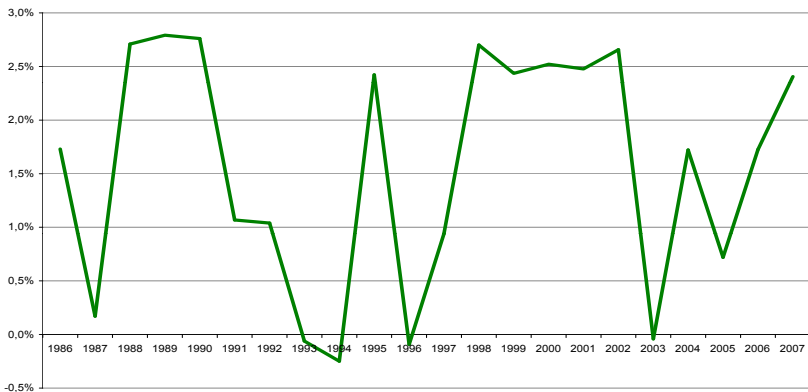
Une société de consommation *Low Cost*



Source : Credoc. Tous droits réservés.

Ralentissement du pouvoir d'achat entre 2002 et 2006

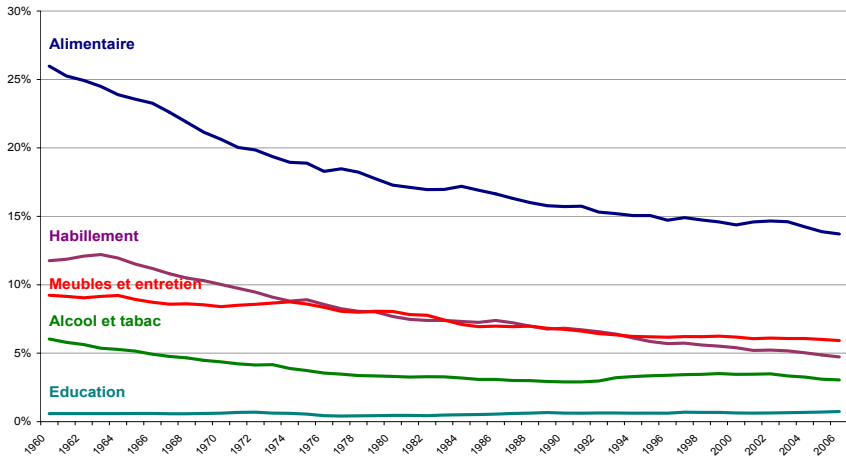
Évolution annuelle 1986-2007 du pouvoir d'achat par unités de consommation



Source : Insee, Credoc. Tous droits réservés.

Les fonctions de base pèsent de moins en moins lourds

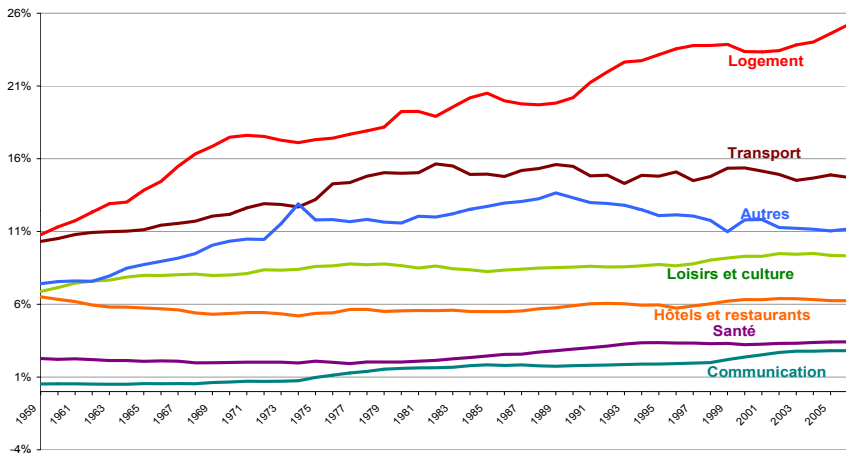
Évolution des coefficients budgétaires par ménage, en valeur



Source : Insee, comptabilité nationale.

Le logement explose, les services progressent

Évolution des coefficients budgétaires par ménage, en valeur



Logement : loyers réels + loyers imputés ou "loyers fictifs" : loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent + charges afférentes (eau / électricité)

Source : Insee, comptabilité nationale.

Présidents de séances et intervenants

Titres et fonctions en vigueur aux dates des séances.

APOTEKER THIERRY, PRÉSIDENT, THIERRY APOTEKER CONSULTANT (TAC)

AGLIETTA MICHEL, CONSEILLER SCIENTIFIQUE, GROUPAMA AM & CEP II ; PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE PARIS X

BÉNASSY-QUÉRÉ AGNÈS, DIRECTRICE, CEP II ; VICE-PRÉSIDENTE, CLUB DU CEP II

BEUTIER DIDIER, DIRECTEUR DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PROSPECTIVES, AREVA

BLANCKAERT CHRISTIAN, DIRECTEUR GÉNÉRAL, AFFAIRES INTERNATIONALES, HERMÈS INTERNATIONAL ; PRÉSIDENT, CONSEIL DE CHEFS D'ENTREPRISE FRANCE-THAÏLANDE, MEDEF INTERNATIONAL

BOILLOT JEAN-JOSEPH, ANCIEN CONSEILLER ÉCONOMIQUE ET FINANCIER, MINEFI ; CONSEILLER, CLUB DU CEP II

BORGY VLADIMIR, ÉCONOMISTE, BANQUE DE FRANCE

BOURGEOIS PHILIPPE, ÉCONOMISTE, DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, DIRECTION DES GESTIONS, GROUPAMA ASSET MANAGEMENT

BURELLE JEAN, PRÉSIDENT, MEDEF INTERNATIONAL

CAILLETEAU PIERRE, CHEF ÉCONOMISTE, MOODY'S INVESTORS SERVICE LIMITED (LONDRES)

CHALMIN PHILIPPE, PROFESSEUR ASSOCIÉ, UNIVERSITÉ PARIS IX DAUPHINE ; FONDATEUR ET DIRECTEUR, RAPPORT CYCLOPE

CHAMPARNAUD ERIC, DIRECTEUR AUTOMOBILE ET ÉTUDES MACRO-ÉCONOMIE, SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DE CONSEIL EN STRATÉGIE (BIPE)

CHAPONNIÈRE JEAN-RAPHAËL, ÉCONOMISTE, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

CHAUDHURI SAUMITRA, MEMBRE DU CONSEIL CONSULTATIF ÉCONOMIQUE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE

COLLOMB BERTRAND, PRÉSIDENT D'HONNEUR, GROUPE LAFARGE

DADUSH URI, DIRECTEUR, *DEVELOPMENT PROSPECT GROUP*, BANQUE MONDIALE

DE BACKER KOEN, DÉPARTEMENT DES SCIENCES ET TECHNOLOGIE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INDUSTRIE, CENTRE DE DÉVELOPPEMENT, ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

DE LAROSIÈRE JACQUES, ANCIEN PRÉSIDENT, BERD ; ANCIEN GOUVERNEUR, BANQUE DE FRANCE ; CONSEILLER AUPRÈS DU PRÉSIDENT, BNP PARIBAS

DELLA PAOLERA GERARDO, PRÉSIDENT HONORAIRE, AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

DE MAUBEUGE LACOSTE AUDE, DIRECTEUR FINANCIER ET JURIDIQUE ASIE, L'ORÉAL

DE MAZANCOURT THIERRY, DIRECTEUR DES ÉTUDES STRATÉGIQUES, SAFRAN

DONNELIER JEAN-CHRISTOPHE, DIRECTEUR DES RELATIONS INTERNATIONALES, DGTPE, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI (MEIE)

DOUAUD ANDRÉ, DIRECTEUR TECHNIQUE, COMITÉ DES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS D'AUTOMOBILES (CCFA)

DUBOIS MICHEL, DIRECTEUR GÉNÉRAL, MÉRIEUX ALLIANCES

FAVRE PHILIPPE, AMBASSADEUR DÉLÉGUÉ AUX INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX ; PRÉSIDENT, AGENCE FRANÇAISE POUR LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX (AFII)

FAYOLLE JACKY, DIRECTEUR-ADJOINT, DÉPARTEMENT DES ÉTUDES, GROUPE ALPHA

FOUQUIN MICHEL, DIRECTEUR-ADJOINT, CEPPI ; ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ, CLUB DU CEPPI

GNESOTTO NICOLE, ANCIENNE DIRECTRICE, INSTITUT D'ÉTUDES DE SÉCURITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE (ISS/IES)

GREVI GIOVANNI, CHARGÉ DE RECHERCHE, INSTITUT D'ÉTUDES DE SÉCURITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE (ISS/IES)

GUÉRIN JEAN-LOUIS, DIRECTEUR D'ÉTUDES MACRO-ÉCONOMIE, SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DE CONSEIL EN STRATÉGIE (BIPE)

HEBEL PASCALE, DIRECTRICE, DÉPARTEMENT CONSOMMATION, CENTRE DE RECHERCHES POUR L'ÉTUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE (CREDOC)

HOURCADE JEAN-CHARLES, DIRECTEUR, CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT (CIRED) ; MEMBRE DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC) ; DIRECTEUR DE RECHERCHE, CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE

SCIENTIFIQUE (CNRS) ; DIRECTEUR D'ÉTUDES, ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS)

KRAUT DOMINIQUE, DIRECTEUR COMMERCIAL, ZTE FRANCE

LEMOINE FRANÇOISE, ÉCONOMISTE SENIOR, CEPII

MARTIN MICHAELA, SPÉCIALISTE DU PROGRAMME, INSTITUT INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION, UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION (UNESCO)

MAYER THIERRY, CONSEILLER SCIENTIFIQUE, CEPII

MIGNUCCI BERNARD, DIRECTEUR DE L'INTERNATIONAL, CALYON

MIROUX ANNE, CHEF, ANALYSE TENDANCES ET DONNÉES, SERVICE INVESTISSEMENT INTERNATIONAL, SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET FLUX TECHNOLOGIQUES, DIVISION INVESTISSEMENT, TECHNOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES, CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE COMMERCE (CNUCED)

PONCET SANDRA, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ PARIS XI ; CHARGÉE DE RECHERCHE, CEPII

RAGOZIN SERGE, DIRECTEUR GÉNÉRAL, ACCOR SERVICES ; PRÉSIDENT, CONSEIL DE CHEFS D'ENTREPRISE FRANCE—BRÉSIL, MEDEF INTERNATIONAL

REGOUT BAUDOIN, DIRECTEUR DE PROJET, MCKINSEY GLOBAL INSTITUTE

REVERCHON ANNE, JOURNALISTE, LE MONDE

RICHEMOND ALAIN, CHEF ÉCONOMISTE, ARCELOR MITTAL

ROQUES FABIEN, ÉCONOMISTE SENIOR, DIVISION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE, AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE, ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

SAKO MAHAMADOU, ASSOCIÉ ET ADMINISTRATEUR, DELOITTE FRANCE ; VICE-PRÉSIDENT, COMITÉ AFRICAINE, MEDEF INTERNATIONAL

SANTISO JAVIER, DIRECTEUR, CENTRE DE DÉVELOPPEMENT, ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

SACHWALD FRÉDÉRIQUE, CHEF DE BUREAU, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT EN ENTREPRISE, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

SCHMIDT DOROTHEA, ÉCONOMISTE, UNITÉ TENDANCE DE L'EMPLOI, BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT, GENÈVE)

SOKOLOFF GEORGES, CONSEILLER, CEPII

STOFFAËS CHRISTIAN, PRÉSIDENT DU CONSEIL, CEPII

STUPNYTSKA ANNA, ANALYSTE MACRO, GROUPE DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE, GOLDMAN SACHS (LONDRES)

TERRIER JEAN-LOUIS, CONSULTANT, CREDIT RISK INTERNATIONAL

TUBIANA LAURENCE, DIRECTRICE, IDDRI ; DIRECTRICE, CHAIRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE SCIENCES PO (PARIS) ; MEMBRE, CHINA COUNCIL FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (CCICED)

TURCQ DOMINIQUE, CONSEILLER SPÉCIAL DU PRÉSIDENT, MANPOWER INC USA ; PRÉSIDENT, INSTITUT BOOTZONE ; PRÉSIDENT D'HONNEUR, AFLANE

VALENTIS GEORGES, DIRECTEUR EXÉCUTIF, INSTITUT VEOLIA ENVIRONNEMENT

VALLIN JACQUES, DIRECTEUR DE RECHERCHE ÉMÉRITE, INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES (INED) ; PRÉSIDENT, UNION INTERNATIONALE POUR L'ÉTUDE SCIENTIFIQUE DE LA POPULATION (UIESP)

VÉRON NICOLAS, ÉCONOMISTE, BRUEGEL

Rédaction des comptes rendus

BARTHOLIN CHANTAL, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CLUB DU CEPII (CHAPITRE 10)

BERMAN NICOLAS, DOCTORANT CES, UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE (CHAPITRES 2, 3, 4)

BERTHOU ANTOINE, DOCTORANT, UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE (CHAPITRES 1, 5, 7)

COUTTENIER MATHIEU, DOCTORANT, UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE, ENS CACHAN (CHAPITRES 8, 9)

VICARD VINCENT, DOCTORANT, UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE (CHAPITRE 6)

Dates des séances du cycle

- **REGARDS CROISÉS SUR L'ÉCONOMIE DES PAYS ÉMERGENTS**
20 mars 2007, sous la présidence de Jean-Joseph Boillot
- **RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS ÉMERGENTS**
22 mai 2007, sous la présidence de Françoise Lemoine
- **LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES, MOTEURS DE LA DEMANDE MONDIALE D'ICI 2030 ?**
3 juillet 2007, sous la présidence d'Agnès Bénassy-Quéré
- **ÉNERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES : LES GRANDS ÉMERGENTS BOUSCULENT LES MARCHÉS**
2 octobre 2007, sous la présidence de Michel Fouquin
- **FAUT-IL AVOIR PEUR DES ENTREPRISES DES PAYS ÉMERGENTS ?**
11 décembre 2007, sous la présidence de Philippe Favre
- **LE RISQUE PAYS ÉMERGENTS A-T-IL DISPARU ?**
5 février 2008, sous la présidence de Jacques de Larosière
- **L'ENVIRONNEMENT : LIMITE À LA CROISSANCE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ?**
1^{er} avril 2008, sous la présidence d'Antoine Reverchon
- **LES GRANDS PAYS ÉMERGENTS ET LEUR MARCHÉ DU TRAVAIL**
9 septembre 2008, sous la présidence de Jacky Fayolle
- **UNE VISION DE L'INDE**
12 septembre 2008, sous la présidence de Jean-Joseph Boillot
- **LES PAYS ÉMERGENTS DANS LA TOURMENTE**
15 décembre 2008, sous la présidence d'Agnès Bénassy-Quéré
- **GRANDS ET PETITS ÉMERGENTS À L'ÉPREUVE DE LA CRISE**
18 décembre 2008, sous la présidence de Jean-Joseph Boillot

ANNEXE

- **PAYS ÉMERGENTS : NOUVEAUX MARCHÉS OU NOUVELLE CONCURRENCE ?**
3 juin 2008, sous la présidence de Jean-Joseph Boillot

PUBLICATION

Sous la direction de :

Michel Fouquin, Françoise Lemoine, Chantal Bartholin
&
Jean-Joseph Boillot

Conception graphique et réalisation PAO
Pascale Dieu

Impression

Centre d'analyse stratégique

*Les documents de cet ouvrage restent la propriété de leurs auteurs
et sont diffusés avec leur autorisation.*

Le Club du CEPII

9, rue Georges Pitard - 75740 Paris Cedex 15
www.leclubducepii.fr

Imprimé en avril 2009

